

**SOIRÉES SOCIALISTES.**

## AVIS.

Ayant relié les travaux de M. PELLETIER, et, en conséquence de leur quantité, fait des arrangements mécaniques nous permettant de produire à un prix relativement très bas, nous avons pensé pouvoir en faire profiter les nombreuses personnes à qui l'auteur a envoyé ses ouvrages.

Pour LES HÉRÉTIQUES ou les SOIRÉES SOCIALISTES :

Demi-reliure marocain américain . . . . .	50 cents.
.. .. " français . . . . .	65 "
.. .. " " tranches marbrées . . . . .	80 "
.. .. " " dorées . . . . .	\$1.00 "

Pour ces deux ouvrages réunis en un beau volume :

Demi-reliure marocain américain . . . . .	70 cents.
.. .. " français . . . . .	90 "
.. .. " " tranches marbrées . . . . .	\$1.10 "
.. .. " " dorées . . . . .	1,35 "

Nous croyons aussi devoir rappeler aux personnes qui ont d'autres travaux de Reliure, d'Encadrements et de Passe-Partouts, qu'exécutant nous-mêmes et apportant le plus grand soin à notre travail, elles trouveront toujours chez nous élégance, solidité et bon marché.

A notre établissement de reliure, nous avons également joint la FABRICATION DES REGISTRES, qu'une expérience pratique de vingt années en France et en Amérique nous met à même de porter à son plus haut degré de perfection.

En nous recommandant aux nombreux amis de M<sup>r</sup>. PELLETIER, avec tout le désir de les satisfaire, nous restons leurs tous dévoués.

MILLOT FRÈRES,

17 Wooster Street. New York.

LES SOIRÉES SOCIALISTES DE NEW-YORK

# ATELCRATIE

La liquidation sociale  
est à l'ordre du jour.

SOLUTION PRATIQUE DU SOCIALISME

et des

FÉDÉRATIONS APPELÉES A FORMER

LA RÉPUBLIQUE DES PEUPLES

PAR

EDUALC REITELLEP

nouvelle édition

---

1873

## PRÉFACE

Travailleurs, ce petit livre contient votre affranchissement. Lisez-le. Vous y trouverez des idées complètement en dehors des opinions reçues. Si d'abord elles vous paraissent inéxecutables, inadmissibles, à première vue ; suspendez votre jugement. Fermez le livre et dites-vous : ce qui m'a paru le plus impraticable est peut-être plus aisé à appliquer que je ne l'ai cru d'abord : car souvent les extrêmes se touchent. Ensuite, reprenez le livre ; et cette seconde fois lisez-le alors avec l'intention d'y trouver quelque chose de pratique et de facile application ; je suis certain que vous saisirez le rapport des détails de l'organisation d'une société basée sur l'égalité et la solidarité des conditions, avec son ensemble.

Ceci fait, je vous aurai acquis à la cause que je sers ; car si vous êtes juste et ne recherchez que la vérité, comme je le suppose, touché de la déchéance des artisans, vous serez de mon avis.

J'ai appelé mon petit livre ATERCRATIE, des deux mots grecs ATER sans et ORATOS gouvernement, au lieu d'AN-ARCHIE qui est pris en mauvaise part et



signifie désordre pour la presque totalité des gens. Je lui ai donné ce nom nouveau qui signifie sans gouvernement, sans pouvoir, parce que j'ai voulu qu'il fut bien établi dans l'esprit de mon lecteur, que je tiens toutes les CRATIES, qu'elles soient *démo*, *aristo*, *auto*, *pluto*, *ocklo*, *théo* ou *autres*, pour des traquenards, où tour à tour les simples ont été pris, puis dressés à travailler pour les habiles qui leur ont toujours dit que c'était pour le mieux.

Toutes les *craties* sont oppressives ; car aucune, sous peine de se suicider, ne peut permettre à l'homme d'être son souverain ; ce que le socialisme veut.

J'ai eu beaucoup de peine à faire ce petit livre. Je crains qu'il ne soit encore plus pénible à lire.. Je me suis répété souvent afin d'être clair et mieux compris. J'aurais voulu être plus concis et plus complet ; mais chacun a ses forces mesurées. Acceptez-le comme il est. puisque je n'ai pu faire autrement ni mieux.

## ATEROCRATIE

### PREMIÈRE SOIRÉE

L'éternel honneur de la France aux yeux des générations futures sera d'avoir la première, à Lyon, en 1831 et en 1834, à Paris en 1839, proclamé le droit de vivre en travaillant ; puis à Paris en 1848, d'avoir offert la tribune nationale aux écoles socialistes modernes.

Par ce fait, le socialisme de spéculatif qu'il avait été jusqu'alors est devenu positif et même malgré lui un parti politique. Dans les journaux, au balcon de l'hotel de ville, comme à la tribune française, il a pu parler avec autorité au monde, y proclamer son origine et son avènement, y glorifier ses penseurs et ses combattants ; et, fidèle à la tradition révolutionnaire, y déclarer qu'il n'avait qu'une mission à remplir : celle de s'occuper du bonheur du genre humain.

Si son but avoué de donner de l'instruction à tous et de répartir plus équitablement la richesse sociale a alarmé la partie sotte de la bourgeoisie et terrifié les despotes ; en revanche ses doctrines ont porté l'espoir et la consolation dans le cœur de tout homme qui pense et qui à souci de sa dignité.

C'est qu'en effet le socialisme, apporte, non-seulement la justice dans les relations sociales ;

mais il renverse les rapports du travail et du capital, de façon à ce que le capital ne soit que le serviteur du travail.

Il crée un ordre social nouveau où le travail est plus demandé qu'offert, où le crédit est mutuel et, par conséquent, gratuit, où le libre échange, loin d'offrir aucun danger, procure naturellement plus de bien être; où la division du travail qui aujourd'hui fait décheoir l'homme le rend à l'étude et à la liberté; où les dépenses publiques ne sont plus acquittées par les citoyens taxés; où, enfin, la richesse publique s'équilibre avec la population.

Ses lois sociales s'harmonisent avec la nature de l'homme. Seul il constitue la famille; seul il permet à l'homme de travailler quand et comme il veut, sous sa propre responsabilité; en un mot, il est la science économique de l'avenir, la seule vraie, accueillie avec bienveillance et respect par tous les gens de valeur et d'intelligence et méconnue par toutes les médiocrités jalouses de tout ce qu'elles n'ont pas sottement élucubré, secrété.

Si les Stuarts, au lieu de chercher à ressaisir le pouvoir absolu et imposer le papisme à l'Angleterre, avait fait des concessions à la révolution qui avait détrôné leur père; s'ils avaient pris quelques mesures économiques qui eussent amené graduellement, et après même un certain laps de temps, l'émancipation des classes laborieuses, un de leurs descendants ne serait pas mort, fante d'emploi, dans une maison de

mendiants. Il aurait pu gagner sa vie par son travail et peut-être devenir utile à son pays. Je parle d'un des descendants de Charles Ier d'Angleterre et de Henri IV roi de France; mais si je regarde autour de moi, combien ne vois-je pas de familles riches aujourd'hui, dont les descendants, avant trente ans d'ici, feront la honte de la crapule.

Les riches et les puissants du jour devraient bien méditer sur ce sujet. Il en vaut assurément la peine.

— Ainsi, d'après vous, le socialisme seul peut rendre les hommes libres et résoudre le problème économique de la production et de la distribution des richesses à la satisfaction générale. Question difficile que n'ont pu encore résoudre les économistes et qui me paraît, en effet, fort embrouillée.

— Oui le socialisme le peut seul, parceque, contrairement à l'économie politique qui ne fait que constater, analyser et décrire les faits économiques de la société actuelle, sans s'occuper, si adaptés à un autre milieu, leurs résultats ne seraient pas complètement différents, le socialisme a une doctrine complète; il crée un ordre de chose nouveau, où par la substitution d'un capital social au crédit privé, individuel, qui dépouille les masses au profit de quelques oligarques la production est faite en participation, dans des centres sociaux transformés où par la simple loi d'attraction réglée par l'offre et la demande, tous peuvent naturellement se classer

dans toutes les fonctions, et où tous sont rétribués, sans discussion possible, au prorata mathématiquement déterminé des travaux qu'ils ont faits, des services qu'ils ont rendus.

— Ceci demande à être éclairci : car c'est la clef du problème. Ces faits économiques dont vous parlez sont-ils praticables, d'accord ? Ensuite, en les admettant possibles, sont-ils conformes à la justice ?

— Sans doute. Où serait notre force, si pour combattre victorieusement les préjugés et les abus du vieux monde, nous n'avions la justice de notre côté.

— Précisons les faits. C'est au socialisme que je m'adresse ou plutôt à un de ses adeptes. Quel est votre but ?

— Je vous l'ai dit : Celui du progrès, c'est-à-dire, de satisfaire chaque jour davantage, le plus de besoins, avec le moins d'efforts possibles.

— Comment peut-on y arriver ?

— Par l'industrie.

— Qu'est-ce que l'industrie ?

— C'est l'application de toutes les facultés de l'homme à produire ; C'est la matière exploitée, dominée par l'intelligence humaine.

— N'est-ce que cela ?

— C'est l'homme fait libre par le travail, se créant des utilités, des valeurs, des forces nouvelles qui centuplent sa puissance. A proprement parler, il n'y a qu'une industrie ; mais pour mieux comprendre ses évolutions dans le monde, pour en mieux analyser les phénomènes et es

résultats, on la divise en Industries extractive, agricole, manufacturière, échangeante, circulante, immatérielle.

— Mon cher, les économistes ont dit la même chose. Ils ont classé l'industrie, comme vous le faites ; et si ce n'est le remplacement du crédit privé par un capital social qui après tout ne sera pas tenu dans un panier sans fond, et dont je ne comprends pas encore le fonctionnement ; je ne vois pas en quoi vous différez.

— Comment, faire produire aux hommes tout ce qui est nécessaire à leur existence, mettre à leur disposition des capitaux, des instruments de travail, tels que terre, ateliers, machines, outils, matière première, etc., sans le secours direct ou indirect de la fortune privée de quelques hommes, c'est vouloir ce que les économistes réclament ?

— L'un d'eux n'a-t-il pas dit : « Pour que l'homme soit libre, il faut qu'il puisse, non seulement développer, mais encore qu'il sache exercer ses facultés physiques, intellectuelles et morales de la manière la plus avantageuse pour soi-même et ses semblables. »

— Charles Dunoyer a parlé ce jour-là comme un socialiste : voilà tout.

— Un autre n'a-t-il pas dit aussi : « Que sans lendemain assuré, il n'y avait pas pour l'homme de foyer domestique, de famille, de bonnes mœurs. »

— Michel Chevalier l'a dit ; mais il ne l'a pas plutôt eu dit qu'il s'est hâté d'ajouter : « l'éco-

nomie est la science des intérêts matériels ; elle ne pose pas les questions sociales ; c'est la politique. Or, si nous consultons la politique, elle nous répond que la grande affaire de notre temps : c'est l'enfantement de la liberté par la civilisation. » Comme si Michel Chevalier, homme d'un réel mérite, ne savait pas mieux que personne, que la liberté n'est que la résultante d'un milieu social organisé, par conséquent du domaine de l'économie politique.

— Néanmoins vous ne niez pas que les économistes partent du même point que les socialistes, pour arriver au même but ; mais que leurs moyens diffèrent.

— Les économistes ne partent d'aucun point, pour n'arriver à aucun but. Plusieurs d'entr'eux savent beaucoup de choses, je ne le nie pas ; mais leur savoir ne consiste purement et simplement qu'à tâter le pouls à la société malade et à dire au gouvernement qui souvent les paie pour cela, ce qu'ils pensent de la vieille mourante.

Les grands penseurs qui ont osé approfondir les questions de richesse, comme Adam Smith ; de valeur et de rente, comme Ricardo ; de propriété, comme Jean-Baptiste Say, de salaire et de fermage, comme Rossi ; de machines et de routes, comme Chevalier ; de liberté, comme Dunoyer ; de production, de revenus et de population, comme Sismondi, sont plus que des économistes ; ils sont les pères de la science sociale. Quand aux écrivains guilleminets leurs

compilateurs qui s'intitulent leurs collègues, le Dupin, les Garnier, les Sudre, les Thiers, les Reybaud et autres Paturôts de même force, comme insulter les socialistes et parler de ce qu'ils ne savent pas est leur œuvre quotidienne ; nous laisserons ces messieurs digérer tranquillement leur émargement au budget. Reprenons notre question.

— Eh bien ! mon cher la question pour moi est celle-ci : les hommes, sans vivre sous le régime de la communauté ou de la propriété caste, peuvent-ils, pour produire ce qui est nécessaire à leur existence et à son raffinement, avoir à leur disposition des capitaux, tels que terre, ateliers, outils, machines, matières premières, etc., etc., sans le secours direct ou indirect du crédit privé, de la fortune particulière de quelques hommes ? Les socialistes l'affirment ; Les économistes le nient. Qui a raison ?

— Si vous entendez la société telle qu'elle a été dans le passé et telle qu'elle est encore, les économistes n'ont pas tort ; mais si vous admettez que ce qui n'a pas encore été fait peut l'être demain, les socialistes ont raison.

— Pour admettre que ce qui n'existe pas aujourd'hui soit possible demain, il faut en être convaincu. Avez-vous seulement persuadé les économistes de l'excellence de vos moyens ?

— Persuader des gens qui ne veulent ni nous entendre ni nous lire ; ce serait par trop naïf. Leur siège n'est-il pas fait, ne sommes-nous pas pour eux des orgueilleux, des insensés, des

ignorants, des ambitieux, des fripons, que sais-je, encore ?

— Leur vanité les a rendus injustes et aveugles envers vous, j'en conviens ; mais vous ne les avez pas ménagés non plus. Vous les avez traités d'imbéciles et de coquins.

— Nous avons eu tort ; les gros mots ne prouvent rien. Cependant comment les qualifier s'ils ne nous comprennent point ou font semblant de ne pas nous comprendre, après tout ce qu'ils ont écrit contre nous.

— Ils peuvent très bien vous comprendre et croire que vous vous trompez, sans être imbéciles ni coquins,

— Alors, pourquoi ne le prouvent-ils pas ?

— Il y a des choses qui ne se prouvent pas toujours.

— En matière d'opinion, c'est possible ; mais, de deux choses l'une, ou l'économie est une science ou ce n'est qu'une affaire d'opinion ; si elle est une science, comme le disent emphatiquement ses adeptes, elle doit prouver ce qu'elle avance ; si, au contraire, ce n'est qu'une affaire d'opinion, les socialistes n'en doivent tenir aucun compte.

— Le socialisme prouve-t-il tout ce qu'il avance ?

— Sans doute. Où serait sa puissance, s'il agissait autrement ? Il n'a pas à son service, comme l'économie politique, le fait accompli, l'ordre de choses établi, pour dire à ses lecteurs : voyez. Il faut qu'il prouve la vérité du fait économique

qu'il avance et que la preuve qu'il en donne en soit d'autant plus claire, que l'homme qui l'éconte ne peut s'en convaincre en la voyant appliquée sous ses yeux.

— Le socialisme a déclaré qu'il est d'utilité publique de garantir à tous les hommes leur droit de vivre en travaillant ; comment l'a-t-il prouvé ?

— De la façon la plus victorieuse. Qu'est-ce que le travail, s'est-il demandé ? C'est, de l'avis de tout le monde, l'application des facultés physiques et intellectuelles de l'homme à façonner un objet quelconque ou à rendre un service.

Plus un homme est intelligent et fort, meilleur est son travail ; plus grande en est la quantité.

Plus il y a de travail fait et en meilleure qualité ; plus la richesse générale augmente.

Plus grande est la richesse générale ; plus aisément les hommes doivent vivre et leur bien être s'accroître.

— C'est incontestable, et j'ajoute incontesté.

— Si c'est incontesté : concluons.

Pour augmenter le bien être général ; il faut augmenter la richesse sociale.

Pour augmenter la richesse générale ; il faut que les hommes travaillent vite et bien.

Pour que le travail soit bon, productif et abondant ; il faut que l'homme ait ses facultés physiques et intellectuelles très développées.

Pour que l'homme soit fort et intelligent ; il faut donc qu'il soit bien logé, bien vêtu, bien nourri et surtout bien instruit.



La conclusion de tout ceci est donc que l'instruction, la nourriture, le vêtement et le logement doivent être, pour cause d'utilité publique, garantis à tous les hommes qui veulent travailler. Est-ce clair ?

Il est très facile de dire qu'il faut garantir à tout homme son droit de vivrs en travaillant ; mais comment ; par quels moyens ?

En 1848 le gouvernement de la République l'a voulu, l'a essayé ; l'Assemblée-Constituante composée des hommes politiques les plus honnêtes, les plus savants de France et je dirai même les mieux intentionnés en faveur de la République, a voté des millions pour fonder des associations d'ouvriers ; qu'en est-il résulté ? L'insuccès le plus complet ; une chute dont le Socialisme ne s'est pas relevé.

— Mon cher, si je ne vous connaissais pas pour un homme de cœur et d'intelligence, aimant la vérité pour elle même, et incapable de la sacrifier à une opinion faite d'avance, ou à un parti politique quelconque ; ce que vous dites, me ferait vous classer dans la catégorie de ceux qui n'ont jamais d'autre opinion que celle du journal qu'ils lisent. Comment avez-vous pu penser que le Socialisme a eu quelque chose de commun avec les associations fondées en 1848 par le gouvernement de Cavaignac qui les abhorrait, ou avec les ateliers nationaux de l'invention du réacteur Marie qui exérait les ouvriers ; quand on n'a rien fait de ce qu'enseigne le Socialisme depuis quarante ans ; quand les associations n'a-

vaient aucun lien de solidarité entre elles ; quand au lieu de rétribuer les producteurs au prorata de leurs efforts, elles en employaient, même un grand nombre qu'elles salariaient.

Or, qu'est-ce qu'une association composée de dix, de cent, de mille personnes ou plus se réunissant en société pour faire des vêtements, des souliers, des chapeaux ou autres objets, si le nombre en est limité arbitrairement ; si elle emploie des ouvriers n'ayant point de part dans la production ; mais qu'elle paye à la journée ; si elle n'établit pas un lien de solidarité entre tous les travailleurs et toutes les industries ?

Cette association ne sera qu'une maison d'industrie semblable à celles qui existent aujourd'hui, qui aura dix, cent, mille maîtres, au lieu d'un. Si elle réussit et s'enrichit, elle fera d'affreux petits propriétaires dévoués corps et ame à la réaction, de peur de perdre leurs quatre sous ; et si elle succombe, au lieu de laisser un homme sur le carreau, elle en laissera des centaines, sans ressources, dans une situation désespérée, qui seront découragés et nuls pour l'avancement de l'idée.

— Qui a empêché les Socialistes qui ont formé des associations d'établir la solidarité dont vous parlez ?

— Qui ? Mais Cavaignac ; d'abord : par les entraves et la direction qu'on devait donner aux associations, d'après un règlement fait par les contempteurs du socialisme ; puis par Louis Bonaparte ; lorsqu'il fit arrêter, à Paris, rue

Jean-Robert, les délégués des associations fondées librement, sans patronage du gouvernement, qui s'étaient rendus à l'appel de Pauline Roland pour assurer entre elles et solidariser toutes les associations libres qui commençaient à se développer et à prospérer.

Après avoir empêché les associations d'accomplir un acte de mutualité qui favorisait leur développement et établissait l'égalité et la solidarité des conditions, entre tous les travailleurs ; il est peut-être de bon goût d'accuser le Socialisme d'impuissance, comme il était de bon goût, au siècle dernier, d'insulter la philosophie, dans la personne de Diderot, de Voltaire et de Rousseau. Mais cela est de toute injustice.

Mon cher, voici une anecdote qui me fera mieux comprendre. Un jour les *économistes* Ch. Dupin, Louis Reybaud et Joseph Garnier se promenaient le long de la Seine. Ils rencontrèrent un socialiste éminent qui pêchait à la ligne, c'était Victor Considérant, m'a-t-on dit. Ce pêcheur qui venait de prendre un goujon, après l'avoir retiré de son hameçon, oublia de le mettre dans son panier et rejeta tranquillement sa ligne dans la Seine ; lorsque, deux minutes après, il entendit qu'on se disputait derrière lui.

Le *savant* Ch. Dupin criait : vous ne pouvez soutenir le contraire ; toutes les fois qu'un poisson remue la queue, il meurt : l'expérience en a été faite devant moi. J'en ferai un rapport à l'Académie des Sciences.

Le *spirituel* Louis Reybaud disait : quand un

poisson ouvre la gueule, il est perdu. J'en suis convaincu maintenant ; je l'ai vu, de mes yeux, vu. Malvina Paturôt l'écrira à son mari.

Le *profond* Joseph Garnier disait, d'un air suffisant : non, messieurs ! Vous vous trompez ! C'est quand un poisson agite ses nageoires trois fois de suite qu'il meurt. Je l'ai remarqué ; mieux que vous, messieurs. C'est maintenant un fait avéré pour la science. On en peut tirer d'immenses résultats pour l'instruction de la jeunesse bien pensante. J'en parlerai, quand je re-referai mon manuel.

Mais qu'avez-vous donc à disputer ainsi, leur dit le socialiste ? Chacun, de lui raconter aussitôt la magnifique remarque qu'il vient de faire et de lui demander ce qu'il pense de sa perspicacité.

Où était le poisson, leur demande le socialiste ? Mais là, sur le sable répondent les trois savants.

Ah ! Ah ! Ah ! Et il se remit à pêcher.

— Ce qui veut dire que les trois *savants* sont de vieux imbécilles, et que le socialisme était sur le sable en 1848.

— Et leurs associations placées dans un milieu mortel à leur réussite et à leur développement.

— Alors, selon vous, le socialisme n'a pas encore pu se manifester d'une façon normale, conforme à ses aspirations ?

— Non seulement, on ne le lui a pas permis ; mais les trois quarts de ses détracteurs n'ont pas même pris le temps de l'interroger, de l'examiner. Le socialisme est un fait ; il a une cause ; quelle est-elle ? D'où vient-il ? Où va-t-il ? Pourquoi ?

est-il ? Que veut-il ? Est-ce que ses adversaires s'en sont occupés ? Pourquoi l'eussent-ils fait ? Ils sont repus ; et le socialisme s'occupe de supprimer la misère.

Quand un homme a le sens commun, et que l'idée de ses adversaires lui paraît irraisonnable ; la première chose qu'il doit faire, c'est d'examiner d'abord s'il l'a bien comprise ; et si ce n'est pas son intelligence qui est en défaut. Mais faire cela ; ce serait manquer d'orgueil ; ce serait supposer du bon sens à ses adversaires. Avouer que l'idée, telle qu'on l'a comprise est trop folle, pour l'interpréter ainsi qu'on l'a fait, et qu'il faut lui chercher une interprétation différente et raisonnable : ce serait reconnaître un peu de bon sens chez ceux qu'on attaque. Est-ce que des gens en place qui ont la prétention d'être savants peuvent ne pas comprendre ? Fi donc !

Dans dix ans, s'ils vivent encore, on les qualifiera de stupides ; et s'ils sont morts, qui osera rappeler à la postérité qu'ils ont vécu ? Ils auront de leur vivant émargé au budget ; c'est assez !

— Le socialisme, avez-vous dit, est un fait ; il a une cause. Qu'elle est-elle ? D'où vient-il ? Où va-t-il ? Que veut-il ? Voilà l'intéressant. Voilà ce que je demande et à quoi je vous prie de répondre le plus simplement.

— Le socialisme est un fait ; on ne peut le nier puisqu'on l'attaque, non seulement par l'insulte, mais par le canon et l'assassinat. Il a une cause comme tous les autres faits. Qu'elle est-elle ? L'ingratitude de la bourgeoisie envers le peuple qui l'a aidée à faire la révolution et qui, au lieu de lui faire sa part, la opprimé et fait décheoir, en faisant de ses artisans des salariés, et, de leurs maîtres qu'ils étaient, des subordonnés aux caprices des capitalistes qui les emploient. D'où il vient ; de la Liberté, des Hérésies, des Vaudois, et depuis la révolution des trois rapporteurs du comité de salut public, Billaud-Vareannes, St-Just et Robespierre ; en se modifiant par St-Simon, Fourier, Pierre Le-roux, Proudhon, et autres.

Où il va ? A l'égalité et à la solidarité des conditions.

Ce qu'il veut ? Créer, je le répète, un nouvel ordre de choses, où les hommes aient les mêmes droits ;

Où le crédit soit mutuel et gratuit ;

Où les impôts soient supprimés et les revenus



de la société alimentés par ce qui est donné gratuitement par la nature ; et dont quelques riches capitalistes profitent seuls aujourd'hui ;

Où la monnaie soit un signe représentant la richesse échangeable du pays ; mais point une richesse par lui-même ;

Où le libre échange soit naturel et avantageux aux classes laborieuses ;

Où la balance du commerce n'ait pas de raison d'être ;

Où la division du travail et la perfection des machines amènent l'égalité des travailleurs devant la production ;

Où la circulation des valeurs soit substituée au commerce des choses ;

Où les marchés soient disciplinés et sachent où sont leurs débouchés et leurs lieux de ravitaillement ;

Où la propriété ne soit que la rétribution des efforts personnels de l'individu ;

Où l'accroissement de la population soit en rapport avec l'augmentation des richesses et leur équitable répartition ;

Où, enfin, l'homme soit libre, en ce qui concerne sa personne, fût-il seul de son avis.

— Ceci est un superbe programme ; mais les programmes souvent ne prouvent rien. Entrons, si vous voulez, plus avant dans la question et expliquez-moi vos données.

— C'est mon intention. Je poursuis

Le but de l'homme vivant en société, avons-nous dit, étant de satisfaire le plus de besoins

avec le moins d'efforts possibles ; il a fallu que de tout temps il étudiait, travaillât et se concertât avec ses semblables, pour produire, échanger et consommer ; manifestation qui, selon que les lois de la production et de la distribution des richesses ont été appliquées plus ou moins injustement, ont enfanté tous les systèmes politiques et sociaux connus jusqu'à ce jour.

L'humanité dirigée par un sentiment de justice que chacun de nous porte en soi, a été conduite graduellement à reconnaître que tout ce qui coûte le moindre effort à l'homme doit lui être rétribué, et que le travail étant personnel, la rétribution des efforts de l'homme crée la propriété ; de même que tout ce qui est donné par la nature est gratuit et de droit commun à tous.

Que par conséquent la PROPRIÉTÉ et la COMMUNAUTÉ, ne peuvent être ni l'une, ni l'autre, le pivot sur lequel une société puisse raisonnablement se mouvoir ; mais les deux extrêmes, entre lesquels la société oscille.

Et en effet, si la propriété est le droit de s'appliquer, à soi-même, ses propres efforts, ou de ne les céder que moyennant la cession en retour d'efforts équivalants ; pour qu'elle disparût, il faudrait que tout effort humain nécessaire à la satisfaction de nos besoins, disparût. De même pour que la communauté disparût ; il faudrait que la nature cessât de se manifester.

De plus ces deux extrêmes, dont l'un, la propriété est ce qui se définit ; et l'autre, la communauté, ce qui ne se définit pas, non seule-

ment se touchent; mais ne peuvent marcher l'un sans l'autre; puisqu'il est constaté qu'une invention mécanique, la découverte d'un procédé économique ne valent jamais à leur auteur un profit égal à ceux qu'elles procurent à la société; et que plus les choses baissent de prix, parce qu'elles ont été exécutées par des forces que l'intelligence a su appliquer à l'industrie, plus elles se rapprochent de la communauté.

Maintenant pourquoi ces deux extrêmes nécessaires à la civilisation, indispensables aux développements de la société, lui sont-ils funestes, s'excluent-ils l'un l'autre et se détruisent-ils, au lieu de s'harmoniser et de se fortifier, lorsque la société a le malheur de faire de l'un ou de l'autre, son principe d'érection, sa base d'évolution.

Parce que le premier, la propriété rend les hommes égoïstes et indifférents à tout ce qui n'augmente pas leurs jouissances personnelles; et que le second, la communauté, les enterre sous des règlements étroits et fatigants et annihile complètement leur individualité.

Leurs développements doivent donc prendre une autre direction dans la politique, si les hommes veulent s'affranchir de cette féodalité capitaliste, bourgeoise et autoritaire qui les ruine et les fait décheoir.

Entre l'individualisme et le communisme, ces deux extrêmes, des hommes ont pensé qu'il devait y avoir un moyen terme: une synthèse sociale. Ils l'ont cherchée; ils l'ont trouvée; ils l'ont appelée du nom de Socialisme; et le Socia-

lisme a fait son chemin.

Maintenant ce qu'il prépare dans sa marche politique ascensionnelle, c'est l'organisation d'une société où les hommes soient tous libres et pourvus de tout ce qui leur est utile; une société où il n'y ait, retenez bien ceci, ni rois, ni gouvernement, ni prêtres, ni privilégiés, ni marchands, ni banquiers, ni maîtres, ni servants, ni patrons, ni salariés, ni nobles, ni bourgeois, ni prolétaires; pas d'hommes, enfin, vivant, s'enrichissant aux dépens du travail d'autrui.

— Mais mon cher ami, vous faites table rase de la société actuelle; vous ne laissez plus rien debout.

— Vous croyez que je ne laisse rien debout, parce que je procède par élimination; je ne supprime cependant que les privilèges.

— C'est ce qui vous reste à me démontrer.

— Je suis prêt à le faire. Supposez un pays où la société se développe avec sens commun, et interrogez-moi sur chaque fait que vous désirez connaître; je vous dirai comment tout s'y passe, ou doit s'y passer; et je suis convaincu que l'organisation sociale dont je parle, vous paraîtra plus juste, plus sensée, plus complète et plus pratique que vous ne l'avez supposé d'abord.

— Vous m'embarrassez beaucoup, Il me, faut pour vous interroger' supposer une utopie, et je ne suis rien moins qu'utopiste. Cependant je vais essayer de le faire. Ne vous étonnez donc pas, si les questions que je vous ferai seront,

tantôt relatives à la société, tantôt relatives à l'individu : car je les ferai à mesure que notre conversation me les suggérera.

Avant d'entrer dans les détails d'une organisation sociale quelconque, je crois qu'il est bon d'avoir une idée de son ensemble. Ne pourriez-vous pas m'en donner un aperçu qui m'aidât à vous suivre dans le labyrinthe économique où vous allez me conduire.

— Oui, mais je ne puis le faire que d'une façon concrète, si je veux être laconique et ne pas vous ennuyer.

— Voyons.

— La société dont je vais vous entretenir a pour principe fondamental et organisateur la **JUSTICE**, et pour forme sociale naturelle la **RÉPUBLIQUE**.

Sous cette République, les services sont mutuels et réciproques entre les producteurs et les consommateurs dans la production, l'échange et la distribution des richesses.

Personne ne commande; personne n'obéit, chacun est son pape, son monarque, son maître, son propre serviteur : car il n'y a ni premier, ni dernier; et nul n'a le droit de s'imposer aux autres, ni de les gouverner.

On n'y suit qu'une ligne : celle de la science, de la vérité.

— C'est la nouvelle loi que vous proclamez.

— Oui.

— Eh bien ! elle est la négation de tout ce qui est accepté, et elle paraît tellement en dehors

des idées reçues, que personne ne la suivra; et j'oserai même dire, ne la comprendra.

— C'est ce que nous allons voir, si vous voulez bien ne pas vous arrêter en chemin.

— Allez, je vous suis.

— Aujourd'hui le problème à résoudre étant celui d'une nouvelle organisation de la production et d'une plus équitable répartition des richesses, nous le posons ainsi.

Qu'est-ce qui concourt à produire et à consommer la richesse? Cinq éléments : la Terre, le Travail, le Capital, l'Échange et la Sécurité,

Qu'est-ce que chacun de ces cinq éléments produit? Qu'est-ce qu'il consomme? La part que chacun d'eux tire de ses efforts ou de ses services est-elle conforme à l'équité? Voilà ce qu'il faut savoir : car tout est là.

Si le Travail a une part trop faible, le Capital une trop forte, l'Échange et la Sécurité, plus qu'il ne leur revient; et que ce que la Terre donne de valeurs gratuites à tous, soit pris par quelques privilégiés seulement; ce manque de justice dans la distribution; ne doit-il pas faire naître des murmures, des récriminations, et finalement des luttes de tout genre.

— Sans contredit, où la justice manque, la revendication apparaît.

— Qui fait la part, aujourd'hui, à ces cinq éléments? Est-ce une loi économique? Non! C'est le caprice, la force, la ruse, l'arbitraire, l'iniquité. On produit un objet; on l'offre au consommateur; on lui en demande un tel prix;

il accepte ou refuse. S'il en a besoin et qu'on s'en aperçoive, la conscience élastique de l'offrant lui dit : élève ton prix ; c'est rare ; vend cher. Si, au contraire, c'est l'offrant qui a besoin de vendre et que l'acheteur l'ait deviné, il se dit : l'article a peu d'écoulement ; il veut s'en défaire ; offrons en un prix moindre ; tâchons de l'obtenir à meilleur marché. C'est au plus fin, au plus sournois la palme. Et chacun de s'écrier qu'il faut être malin pour réussir dans les affaires, et qu'on ne doit réellement sa fortune qu'à son propre génie. Le mot mérite est trop faible aux yeux des trafiquants.

— Allez-vous contester maintenant qu'il n'y a pas de mérite à bien conduire une affaire ?

— Je m'en garderai bien ; seulement je vous ferai observer que c'est du génie mal employé, que la plupart de toutes les finesses et sournoiseries dans les transactions seraient complètement inutiles, si, au lieu du commerce des choses qui exige tant d'habileté et de roueries, l'échange des valeurs était organisé honnêtement et se faisait sans mensonge. Or pour que l'échange des valeurs se fasse naturellement et qu'il revienne à chacun des éléments de la production ce qui lui est légitimement dû ; il ne faut plus s'en rapporter à la conscience de chacun ; mais trouver la loi économique qui règle équitablement ces rapports.

Il est un fait patent pour tout le monde ; c'est qu'avec l'ordre social actuel, cela est de toute impossibilité, et que pour amener l'équité dans

les rapports d'intérêts entre les producteurs et les consommateurs, il faut organiser la production. l'échange et la consommation sur une autre base.

— Vous en revenez toujours là.

— Certainement.

— Mais est-ce possible ?

— Oui !

— Si c'est possible ; comment s'y prendre pour y arriver ? Par où commencer ?

— Mais si les gouvernants voulaient s'en occuper, ils n'auraient que l'embarras du choix. La production, l'échange et la consommation sont les trois principaux modes de former, d'accumuler et d'écouler la richesse. Qu'on commence à en organiser un d'abord, n'importe lequel, les deux autres suivront immédiatement.

— Pardon, cela ne suffirait pas : car cela a été essayé sans succès. Bray en 1839 chercha à résoudre le problème du travail, en commençant par organiser la production. Avant d'établir son système d'opération, il écrivit un livre extrêmement remarquable intitulé : *Labour's rights and Labour's wrongs*, où il prouvait qu'en produisant avec harmonie et en vendant les produits au prix de coût, le prolétariat allait disparaître. Il créa des bazards et des magasins à Leeds et à Sheffield, où tous les produits s'enmagasinaient. Eh bien ! il eut beau les offrir à un prix bien au dessous de ce qu'ils étaient vendus ailleurs, on ne les lui acheta pas. Sa tentative a échoué avec une perte pour tous ceux qui l'a-

vaient encouragés de six cent mille livres sterling;

— L'erreur de Bray fût de croire qu'il pouvait débarrasser l'échange individuel de ses éléments antagonistes. Il espérait trouver un rapport égalitaire entre la production et la consommation; mais comme ce rapport égalitaire entrevu par Bray ne peut se trouver qu'à la condition :

1 d'abandonner les échanges individuels à un centre de consommation qui ne paye au producteur que la valeur du travail fait sur un objet et point le *substratum* de l'objet ;

2 de ne le lui payer encore qu'avec des bons d'échange ou de circulation : (monnaie qui ne porte pas avec elle sa valeur intrinsèque; mais la certitude que la valeur qu'elle représente est disponible et au service de son détenteur; il n'a pas réussi.

— Alors, selon vous, la chose n'est pas mauvaise; elle n'a été que mal commencée.

— Et mal soutenue par tous ceux qui y avaient intérêt. C'est malheureux. Mais comme toute chose nécessite un apprentissage; cela a servi de leçon.

— Proudhon, dix ans plus tard, reprenant les idées de Bray, a fondé sa banque du peuple. Il a voulu commencer par l'échange. Comment s'en est-il tiré? Pas mieux que les autres, il était pourtant fort en économie sociale; ce n'est pas le savoir qui lui a manqué.

— Si la banque de Proudhon a échoué, c'est parce que le gouvernement français a emprisonné Proudhon; lorsqu'il a vu que sa banque com-

mençait à avoir des adhérents qui prenaient la chose au sérieux. On avait compris pourquoi Bray n'avait pas réussi. Jules Lechevalier, en s'adjoignant à Proudhon avait démontré les moyens pratiques de faire servir sa banque aux associations de production; nul ne peut donc affirmer qu'elle n'eût pas réussi, si le gouvernement n'était pas venu la détruire, parce que tous ses adhérents étaient socialistes. En supposant même qu'on eût du modifier plusieurs de ses statuts et changer en plusieurs points la manière dont elle avait d'abord commencé ses opérations, Proudhon était assez bon financier, pour voir, au premier obstacle qui se fût présenté, ce qu'il y aurait eu à faire pour le surmonter. Seulement ici comme partout, on a écrasé l'idée dans l'œuf; puis on a dit : c'est mauvais.

— Pour la consommation je ne vous en parle pas. Vous m'avez dit que les Socialistes étaient en 1848 comme le poisson sur le sable. Cependant rien n'a entravé ceux qui ont ouvert des magasins sociaux. Beaucoup se sont faits épiciers, marchands de toutes sortes de choses. Quest-ce qu'il en est resté?

— On n'a pas entravé les centres de consommation dans leurs ventes? On les faisait seulement fermer pour cause de politique; mais les eût on laissés parfaitement tranquilles, ils n'auraient pas mieux réussis que les bazars de Bray. Ils étaient basés sur le même principe et, comme je vous l'ai déjà dit, laissés à la merci des échanges individuels, avec tous leurs éléments

d'antagonisme, et sous la responsabilité de quelques braves garçons gérants qui n'ont pu mieux faire. Aussi est-ce le mode de résoudre le problème qui n'a réellement pas encore été essayé. par conséquent celui par lequel, selon moi, il faudrait commencer.

— Pensez-vous qu'il offre plus de chance que les autres.

— Plus de facilité.

— Comment, un centre de consommation établi et fonctionnant avec un certain succès, arriverait-on à faire naître les deux autres moyens de produire et d'échanger?

— Il n'y aurait qu'à obéir à la nécessité qui dévoilerait chaque jour ce qu'il y aurait à faire. Si un centre de consommation écoulait chaque jour, je suppose, assez d'habits, assez de chapeaux, assez de souliers, assez de n'importe quel objet pour occuper une douzaine de travailleurs, dans n'importe quelle industrie; on établirait immédiatement des petits centres de production, où les travailleurs auraient à leur disposition et sous leur propre responsabilité, des instruments de travail et de la matière à façonner, à transformer. Dès qu'un de ces ateliers sociaux seraient créés; il faudrait débiter les ouvriers de ce qu'on leur fournirait et les créditer du travail qu'ils auraient fait; puis payer et régler de part et d'autre. Ces virements de compte, ces paiements de travail fait, ces règlements de matières premières fournies engendreraient tout naturellement la Banque d'échange dont tant de

gens ont parlé et que si peu ont comprise.

— Je commence à voir un peu clair dans votre utopie. Vous faites du monde une immense ruche où tous les hommes sont des producteurs, des égaux. Ils auront tous plus que le nécessaire; mais c'en est fait des grandes fortunes et de leurs magnifiques dispensateurs. Nous serons tous dans une modeste aisance; mais nul ne sera assez riche pour faire du grand. Comme c'est aux riches, après tout, que nous devons les grandes choses qui développent l'intelligence et le goût du peuple; je crains qu'au lieu de marcher au progrès, nous retournions à la barbarie.

— Votre crainte ou plutôt votre objection est la même que celle des vieux Romains à qui on parlait d'affranchir leurs esclaves; que celle des seigneurs et du clergé qui ne voulaient pas laisser établir des Communes sur leurs terres; que celle des nobles et des émigrés que la Révolution réduisait à leur juste valeur; ils disaient tous que les changements réclamés allaient sûrement faire rétrograder le peuple. Toute réforme, selon eux, était une invention déplorable; tout changement un malheur. Tout devait périr. On courait à la pauvreté, à la misère. C'est le contraire qui est toujours arrivé.

Mais supposons, par extraordinaire, que les hommes ne produiront que pour consommer sobrement; eh bien! nous aurons un peuple sobre, frugal même; mais il sera digne et libre. Nous n'aurons plus de spéculateurs regorgeant de millions; mais personne ne mourra de froid,

ni de misère.

Quand à faire de ces grandes choses, telles que palais, théâtres, musées, jardins, parcs, bibliothèques, etc., etc., que les riches seuls peuvent ériger de nos jours en rognant la part du travail, la société pourra les faire mieux que les plus riches de ses enfants; et elle les établira, non plus pour quelques uns comme ils le sont actuellement; mais pour l'instruction et l'agrément de tous.

— Nous avons reconnu que tout ce qui coûte le moindre effort à l'homme doit lui être rétribué; et que cette rétribution crée la propriété. Ceci admis; la question est donc de savoir, si cette propriété peut être autre chose que l'équivalent consommable qu'un individu obtient en échange de son travail, ou si le producteur pourra posséder en propre le produit dont il aura façonné le substratum? Eh bien, je n'hésite pas à déclarer que si le producteur reste maître de l'objet qu'il a fabriqué, la matière sur laquelle il a exercé son savoir ayant coûté quelque effort à d'autres, le prix fût-il des plus minimes relativement au coût de l'objet fini, on ne change rien à l'ordre de choses établi. Quelque réforme, quelque amélioration qu'on cherche à apporter dans les relations économiques de la société, elles seront illusoire; mais si, au contraire, le producteur n'est propriétaire que de la rétribution qui lui a été payée en échange de son travail; tout est changé. Il n'y a plus de misère involontaire.

— Mais si on n'est pas maître de l'objet qu'on aura façonné, sur lequel on aura appliqué son savoir, personne ne se passionnera pour son travail et tout périlitera.

— Pourquoi? Est-ce que les architectes, les maçons, les charpentiers; les peintres, les ta-

pissiers, etc., sont maîtres des bâtiments qu'ils ont construits? Les professeurs ont-ils un droit de plus value sur les ouvrages des hommes dont ils ont façonné l'entendement? Les inventeurs et tous ceux qui font des découvertes utiles ne les font-ils connaître au public qu'à la condition de les exploiter eux-mêmes? Ne sont-ils pas, au contraire, seulement rétribués de leurs efforts; et la plus grande récompense, celle qu'ils préfèrent à toutes les autres, n'est-ce pas l'estime du public qui les a compris? Tout le monde travaillera donc avec ardeur; dès qu'au crédit privé, individuel, on aura substitué un capital social faisant au travail l'avance des matériaux et des instruments dont il a besoin; dès que la part de ce capital ne dépassera plus le montant de ses avances. Ce qui permettra au travail de prélever une plus forte part, sans empiéter sur ce qui revient de droit à la Sécurité.

— La Sécurité a une part dans la distribution des richesses, avez-vous dit, et par la Sécurité, vous entendez l'administration des intérêts généraux. Maintenant vous ajoutez que cette part lui revient de droit et que le travail y est étranger.

Sur quoi a-t-elle donc un droit si respectable et si distinct?

— Sur la rente provenant d'une qualité quelconque attachée à un produit utile, qui donné par la nature, n'a coûté ni soins, ni peine aux hommes.

— Comment lèvera-t-on la rente et à quoi l'ap-

pliquera-t-on?

— Elle sera levée sur le prix du produit délivré au consommateur, déduction faite de ce qu'il aura coûté de rétribution d'efforts humains: ce sera la valeur socialisée du substratum des objets évalués par l'offre et la demande qui en fera le fond. On le fera servir à l'entretien des écoles, des tribunaux, des routes, des ponts, rivières, canaux, ports etc., à l'augmentation du capital social; et contrairement aux assertions erronées des économistes qui confondent le travail avec la matière sur laquelle on l'a appliqué, chacun pourra consommer tout le fruit de son travail, sans crainte d'appauvrir la société, sans diminuer son capital reproductif.

— C'est encore de la théorie pure, et quoique ce que vous venez de me dire me paraisse assez praticable; j'avoue ne pas comprendre encore comment les producteurs vont se mettre à l'œuvre, ni comment l'avance des instruments de travail et de la matière sur laquelle ils auront à opérer va leur être faite.

Le travail sera-t-il fait personnellement, en commun, par groupe, par série?

Qui distribuera ce capital social destiné aux avances à faire au travail; où est la garantie qu'il ne sera pas dévoré?

A qui appartiendront ces produits industriels que vous retirez aux producteurs, pour leur en payer seulement la valeur qu'ils y auront ajoutée?

Le commerce avez-vous dit sera transformé en



un échange de valeurs, ce n'est pas bien clair pour moi, encore; mais enfin sera-t-il centralisé?

Les marchés seront disciplinés et correspondront, dans un rayon donné, avec d'autres centres, afin d'être renseignés et probablement aussi de se ramifier à un centre spécial.

Comment cela se fera-t-il : vous ne me l'avez pas encore indiqué.

— Veuillez m'adresser une question à la fois, comme vous en aviez l'intention d'abord et j'essaierai d'y répondre.

— Qu'entendez-vous par un centre social de production ?

— Un lieu de production quelconque, tel que maison, ateliers agricole ou manufacturier, carrière, navire, magasin etc., appartenant à tous en général et à personne en particulier, où du travail s'accomplit.

— Comment la production y est-elle organisée ?

— Généralement par groupe, par série, quelquefois aussi, par individu.

— A qui appartient la matière qu'on y façonne et les instruments de travail dont on se sert ?

— A tous en général, à personne en particulier; sauf certaines exceptions tendant à disparaître de jour en jour.

— Ai-je le droit, moi, simple particulier de m'emparer de ces instruments ?

— Vous avez le droit d'en user, s'ils sont inoccupés et si votre travail l'exige.

— Qu'est-ce qui peut m'appartenir ?

— Les fruits de votre travail.

— Qu'entendez-vous par ce mot Travail ?

— Je vous l'ai dit déjà, l'application de vos facultés physiques et intellectuelles à faire quelque chose d'utile à façonner un objet quelconque.

— Et par les fruits de mon travail ?

— La rétribution qui vous est donnée pour cette application.

— Comment se fait cette rétribution ?

— Par des bons d'échange ou de circulation.

— Qu'est-ce qu'un bon d'échange ?

— Le signe représentatif d'une utilité créée, la reconnaissance d'un service rendu, d'un travail effectué; la monnaie, en un mot, servant aux transactions sociales, aux échanges de toute nature.

— Mais pour payer en bons d'échange, il faut que préalablement on ait déterminé la valeur et fixé le prix du travail ?

— Sans contredit.

— Comment peut-on le faire, si, comme les économistes le soutiennent, la mesure de la valeur n'existe pas; si elle n'est pas constituée; ou si la valeur n'est que le simple rapport de deux services échangés ?

— La valeur du travail et point de l'objet sur lequel il a été fait, ce qui est bien différent d'aujourd'hui, est déterminé par la durée de temps qu'on y a passé, l'attention qu'il a fallu y apporter, les désagréments qu'on a pu y rencontrer, les dangers même qu'on a pu courir; toutes choses

ses dont le prix est en définitive fixé par l'offre et la demande.

— Que voulez-vous dire par l'offre et la demande ?

— Par ces deux termes réunis, j'entends les deux éléments régulateurs du marché, la loi qui après avoir mis en présence la valeur vénale et la valeur d'utilité, règle entre tous les compétiteurs le prix de toute opération, de toute transaction, de tout produit, de tout service, de toutes choses, en un mot.

— Pourquoi payer en bon d'échange et point en or et en argent, comme aujourd'hui.

— Parce que l'or et l'argent qui sont peut-être ce qu'il y a de meilleur comme instrument d'échange aujourd'hui, seraient inutiles et même nuisibles aux échanges d'une société qui a pour base la Justice et pour pivot l'Égalité des conditions.

— Qu'est-ce donc que cette nouvelle monnaie ?

— Un signe, un symbole et non une réalité. Un signe émis par la société et ne lui coûtant presque rien, représentant la richesse échangeable du pays et ne rapportant aucun intérêt, dont la quantité d'émission ne puisse être fixée, ni monopolisée, ni déconsidérée, ni trop évaluée par personne ; mais mathématiquement équilibrée par les produits, valeurs et services échangeables que ce signe représente.

— Comment l'or et l'argent peuvent-ils nuire aux transactions économiques de la société à titre ?

— L'or et l'argent, en tant que monnaie, ont pour effet de créer une fausse valeur, une valeur fictive, qui ne repose sur rien de réel, et qui, en se substituant à la valeur réelle, fausse le jeu du marché et empêche l'équilibre naturel des échanges.

— Si vous faites d'un métal quelconque un étalon de la valeur qui puisse être possédé par des particuliers comme aujourd'hui, sans rien perdre de sa valeur, lorsque toutes les autres marchandises y sont sujettes, vous rompez l'équilibre et l'harmonie de l'échange. Vous créez une marchandise privilégiée et vous recommencez les errements d'autrefois, où il y avait des terres nobles, des métiers nobles, des hommes nobles ; vous faites une marchandise noble.

— Votre signe d'échange ne rapportera donc aucun intérêt ?

— Peut-être perdra-t-il de sa valeur, au contraire, s'il n'est dépensé dans un laps de temps fixé, selon les nécessités de la nouvelle organisation.

— Que fera-t-on donc des métaux précieux ?

— Toutes sortes d'objets de première nécessité d'abord ; puis d'autres plus ou moins frivoles qui iront au marché, où chacun pourra se les procurer.

— Si la demande de ses objets en dépasse la fabrication ?

— Alors, ils auront une plus grande valeur d'échange et leur prix augmentera. Il en sera de même pour tous les produits qui, soumis aux fluctuations du marché, ne seront pas assez nombreux pour satisfaire à toutes les demandes ; on les vendra certainement plus chers qu'ils n'auront coûté de travail.

— Vous conservez la rente ?

— Avec cette différence qu'elle sera levée au profit de la société et non de quelques individus.

profit de la société et point comme aujourd'hui en faveur d'une classe de propriétaires qui en profitent au détriment de tous : car je vous l'ai fait remarquer, la rente provenant des services productifs de la nature, par des qualités qui restent attachées à un produit, après qu'on en a déduit tout ce qui peut être considéré comme le travail de l'homme, serait perçu par la société et remplacerait les impôts.

— Qu'entendez-vous par ces mots services productifs de la nature ?

— La gravitation, l'électricité, l'élasticité des gaz, de l'air, de la vapeur, la chute des corps, la force des vents, des animaux, la fertilité des mines, des terrains, la chaleur même que ces derniers reçoivent du soleil, par leur exposition et par leur hauteur au dessus du niveau de la mer ; enfin tout ce qui peut aider l'homme à produire, ou pour parler plus exactement, avoir une utilité quelconque à ses yeux.

— Il y a dans votre énumération des choses qui ne sont pas du tout gratuites : la vapeur, par exemple ?

— Quoique votre objection paraisse juste, je n'en maintiens pas moins mon dire ; parce que si, par la découverte d'un procédé, d'une machine, d'une force nouvelle on parvient à faire extraire : cultiver, fabriquer, transporter et échanger, pour la même dépense d'efforts humains, en un jour, ce qui en coûtait dix auparavant, on a rendu gratuit les neuf dixièmes de la valeur du travail de ces produits relativement à leur prix

précédent.

— Ceci nous conduit droit à la communauté.

— A la gratuité de beaucoup de choses : oui ; au communisme, non : vu que tout effort humain pour produire et aider à la satisfaction de nos besoins doit être rétribué ; et que le travail, étant tout ce qu'il y a de plus personnel, crée la propriété.

Plus les choses baisseront de prix, parce qu'elles auront été exécutées par des forces que l'initelligence humaine aura su appliquer aux industries diverses, plus elles se rapprocheront de la communauté ; mais à être complètement gratuites, l'effort humain personnellement rétribué l'empêchera toujours.

— J'admets que les dépenses pour l'entretien des écoles, des tribunaux, des routes, des ponts, de la sécurité publique, etc, soient couvertes par les valeurs provenant des services gratuits de la nature. Du reste, s'ils ne suffisaient pas, un tant pour cent d'augmentation sur les échanges y aurait bientôt pourvu ; mais il n'y a pas que ces dépenses à payer dans une société qui s'améliore et progresse. Il y a d'immenses travaux d'utilité publique à faire qui nécessitent des sommes énormes. Si l'épargne est supprimée, où trouvera-t-on les fonds qu'il faudra avancer pour faire exécuter les travaux qui prennent des années avant d'être achevés et de couvrir leurs dépenses ?

— Je n'ai pas dit qu'on ne ferait plus d'épargnes ; j'ai dit que chaque travailleur pourrait

consommer tous les fruits de ses labeurs, sans crainte d'appauvrir la société, parce que, selon moi, le seul excédant qui reste aux mains des oligarques, n'est pas celui qui provient des efforts humains; mais celui que donne la nature et que la société qui doit le posséder pour que le peuple n'ait pas d'impôts à payer, laisse prendre aux riches. En supposant que l'épargne de chacun fut absolument nécessaire à l'accomplissement de grands travaux d'utilité publique; pourquoi manquerait-elle plus qu'aujourd'hui; serait-ce parce que les travailleurs seraient mieux rétribués de leurs efforts et qu'il ne serait plus possible à de riches agioteurs de faire payer à la nation les travaux publics vingt-cinq pour cent de plus qu'ils ne valent réellement? Parce que les hommes seraient dans l'aisance, auraient-ils moins de prévoyance? Mais il n'y a rien, au contraire, comme le bien être pour engendrer des désirs, et les désirs, la prévoyance.

Dès qu'un homme est un peu niais, il pense à orner son intérieur, à voyager, à procurer quelques plaisirs aux siens et à lui-même. Or il devine bien vite qu'il ne peut rien; s'il n'a pas par devers lui, de quoi faire face à toutes les éventualités et à tous les accidents de la vie. Pour y parer, il n'y a qu'un moyen; c'est de faire comme la fourmi, d'amasser, pour ensuite faire de ses économies l'usage qui lui en paraît le plus convenable.

Les économies faites, il peut les perdre; on peut les lui voler, s'il ne les met en sûreté. Il

est donc plus que probable; il est même certain qu'il les mettra en sûreté. Eh bien, c'est ce lieu de sûreté, recevant de ceux qui amassent et le leur rendant quand ils veulent dépenser qui, s'il en était besoin, pourrait faire l'avance du capital nécessaire aux entreprises d'utilité publique, de longue exécution.

— Voilà la caisse d'épargne ou de dépôt, comme vous voudrez l'appeler, conservée; mais les fonds pourront manquer, si à un moment de panique, les demandes de remboursements sont plus considérables que les dépôts.

— Les paniques viennent du manque de confiance qu'on a dans les billets, notes, lettres de change, etc., qui représentent des noms au lieu de valeurs réelles. Or, comme la monnaie fiduciaire sera abolie; je ne vois pas ce qui pourrait faire naître les paniques, d'autant mieux que c'est la nation qui serait responsable des dépôts, et qu'elle ne pourrait rien faire perdre à personne: ses revenus étant assurés par la facilité qu'elle aurait de régler la production sur son écoulement au prix normal. En supposant même, que non seulement les travaux d'utilité publique absorbent beaucoup de millions; mais que des incendies aient détruit pour des mois de travail, les dépositaires en seraient quitte pour attendre tout au plus quelques jours; si jamais ils étaient obligés d'attendre; jusqu'à ce qu'on ait vu de combien on aurait à augmenter le prix du substratum des objets.

Des caisses d'épargne ou de dépôt ne seraient

pas comme aujourd'hui, des institutions obligées de faire valoir leurs fonds pour en payer les intérêts; il n'y aurait plus d'intérêt à payer, plus d'usure, ni d'une part, ni de l'autre, et chaque bon d'échange valant, tant d'heures et tant de minutes de travail, serait mis de côté et conservé avec soin.

— Qu'en ferait-on donc ?

— Ce qu'on fait des billets de banque dans les banques de dépôts et de consignation. Chaque individu portant à la caisse ses épargnes, les verrait inscrire sur le livre des dépôts, à son nom et avec le numéro de son livre, sur lequel on les inscrirait également; de façon à ce que l'un servît de contrôle à l'autre et pût rétablir les comptes en cas d'accident. Lorsque le déposant voudrait retirer ses épargnes, il ferait un check aigné de son nom et de son numéro d'immatriculation qu'on pairait à vue, après avoir examiné s'il est correct en bons d'échange, jusqu'à concurrence de la quantité d'heures de travail qu'il aurait indiqué; si elle ne dépassait pas le montant de ses dépôts.

Avec ces bons, il pourrait acheter tout ce qui serait mis à la disposition des consommateurs, dans la mesure de ses ressources. Comme vous voyez, les socialistes ne détruisent pas tant de choses que vous l'avez pensé d'abord. Ils modifient le pivot de l'échange et de l'épargne, en supprimant l'usure et le privilège qu'ont les riches de battre monnaie; et ils empêchent les propriétaires et les accapareurs des agents na-

turels de la production, de les convertir en monopole.

— Vous ne détruisez pas le monopole; vous le faites passer dans les mains de la société.

— C'est le détruire que de le soumettre aux variations de l'offre et de la demande et de n'en tirer aucun profit forcé.

— Pas précisément; mais ils sont moins terribles que lorsqu'ils servent à augmenter seulement la richesse de quelques individus.

— A propos de check, vous m'avez parlé d'immatriculation; est-ce que le nom de chaque citoyen sera immatriculé ?

— Il le faudra bien, si l'on veut se passer de police et cependant se garantir des vauriens.

Aujourd'hui la bigamie, le rapt, l'escroquerie, le vol, etc, sont faciles à commettre et difficiles à réprimer. Souvent celui qui a fait un mauvais coup disparaît, change de nom et de pays et va continuer ses coquinerie ailleurs, avec plus de sûreté. Il faut donc qu'à l'avenir un homme ne puisse plus se donner pour ce qu'il n'est pas, et qu'à l'aide de son numéro d'immatriculation, partout où il se présente, la responsabilité de ses actes vienne l'y trouver.

— Cette façon de retrouver partout celui qui ne serait pas en règle, soit avec son centre de production, soit avec la caisse des dépôts, soit avec toute autre institution sociale, serait moins brutale, moins onéreuse et beaucoup plus efficace que celles de la police et de la gendarmerie.

— Il faudrait pour y échapper, s'exiler.

— Vous avez dit aussi que la société réglerait la production selon son écoulement au prix normal. Qu'est-ce que cela signifie ?

— Cela signifie qu'elle connaîtrait les besoins du marché, qu'elle dirigerait la production de façon à les satisfaire et que sitôt qu'un objet passerait de mode ou d'utilité, on en ferait plus : car vendu à prix de coût, il y aurait perte s'il ne s'écoulait plus.

— Si un produit devient rare parce qu'il sera plus demandé qu'offert, sera-t-il vendu plus cher ?

— Je crois vous avoir déjà dit que oui. Du reste il le faudra bien, si on ne veut pas que les premiers arrivés, les plus près voisins en jouissent exclusivement.

— Ici c'est l'offre et la demande qui combattent le privilège ; mais ce profit n'est-il pas un monopole ?

— C'est la quantité de demandes qui en rehaussera le prix ; cela est inévitable ; mais il n'y aura pas d'injustice.

— N'y aura-t-il pas d'autres monopoles, dans la société future ?

— Il y en aura le moins possible ; cependant il y en a un avec lequel il faudra toujours compter : c'est le monopole naturel ; celui du génie, du talent, du savoir et de l'habileté des savants, des inventeurs et des artistes ; puis un autre : celui qui consiste en ce que la nature donne en qualité à des choses utiles et peu abondantes. Quand il sera du à l'habileté humaine, il ne

pourra se régler, par l'offre et la demande, qu'à l'avoir de l'individu ; mais quand on le devra aux dons gratuits de la nature ; c'est la société qui en profitera.

Quant aux monopoles artificiels qui consistent, lorsqu'on est le maître d'un article sur le marché, à en élever le prix d'une façon arbitraire, il ne sera plus possible, lorsque la société se chargera des échanges et ne laissera pas dans les mains des capitalistes, les mines, les voies ferrées, les canaux, les échanges, toutes les propriétés, en un mot, qui sont indispensables à la reproduction des richesses.

— Pourquoi vos bons de circulation seront-ils de tant d'heures et de tant de minutes, au lieu de tant de francs et de centimes ?

— Parce qu'une fois la société en pleine activité, il serait plus facile et plus naturel de rétribuer les efforts humains à l'heure et à la minute. Cela ferait mieux comprendre que la valeur attachée à un objet qui ne coûte pas de travail humain ne peut être payé à un individu : c'est la société qui doit en avoir le profit.

— Ce serait une chose fâcheuse : car il faudrait supprimer le système décimal et se remettre à compter par douzaine, comme autrefois.

— On pourrait sans changer le mécanisme du système décimal, reprendre le système duodécimal qui donne dans l'unité la demi, les tiers et les quarts : ce que ne comporte pas le système décimal actuel, en ajoutant deux chiffres de plus, c'es-à-dire en en ayant douze au lieu de dix : ce

qui porterait le nombre cent, qui le premier prend trois chiffres à cent quarante quatre qui lui aussi, ne représenterait plus la même quantité. Il est probable que cette réforme arithmétique et l'usage de payer en heures et en minutes ferait modifier la distribution de la journée; c'est à-dire que la journée serait de douze heures au lieu de vingt-quatre et que les heures seraient de cent-quarante-quatre minutes au lieu de soixante, pour se conformer au mécanisme du système décimal nouveau. Minutes dont la distribution de la durée de chacune d'elles serait mise d'accord avec le tour de notre globe.

— Mon cher, voilà de l'ouvrage pour les horlogers et pour les mathématiciens. Je comprends, vous êtes pour le droit au travail; vous leur en préparez.

— Du reste ces deux réformes sont les moins urgentes de toutes.

— Je vous crois. Mais revenons à la question plus grave, celle de savoir à qui appartiendra ce qu'on appelle les biens de la terre.

Si les services de la nature appartiennent à tous; si la terre n'est plus considérée que comme un instrument de travail; la propriété est détruite,

— La propriété n'est pas détruite, puisque tout homme doit être rétribué personnellement, en vertu du droit indubitable qu'il a sur son travail. Seulement la propriété terrienne que Scrope appelle « une restriction mise à la jouissance des dons que la nature avait destinés à la satisfaction

des besoins de tous, » disparaît comme une mesure inique. La propriété, comme toute chose qui veut être respectée, ne doit pas reposer sur une injustice. Or, quelle est l'opinion des économistes, relativement à la propriété? Je ne parle pas de ceux qui ont écrit depuis la Révolution de 1848; la République de Février les a épouvantés. Ils en sont devenus bêtes. Je parle de ceux qui ont écrit avant et, aussi, des hommes qui, aimant la vérité pour elle même, ont enseigné, sans ménagement comme sans parti pris, tout ce que leur conscience honnête leur dictait. Eh bien! leur opinion est que la propriété est une nécessité sociale. Or, une nécessité sociale peut se modifier, se transformer et même disparaître devant une nouvelle nécessité sociale qui mérite plus de considération que son aînée.

— La propriété est un droit naturel à l'homme.

— Nous sommes d'accord, si par la propriété vous entendez la rémunération des efforts de l'homme; mais la propriété terrienne n'a été et n'a pu être qu'une nécessité sociale reconnue telle par les hommes célèbres qui en ont parlé et dont voici quelques citations.

SULLY,

« En arrêtant sa pensée sur la société et sur ses rapports, on est frappé d'une idée générale qui mérite bien d'être approfondie; c'est que presque toutes les institutions civiles ont été faites pour les propriétaires. On est effrayé, en ouvrant le code des lois, de n'y découvrir partout que le témoignage de cette vérité. On dirait

qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre ont fait des lois, d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre des bêtes sauvages. . . .! Après avoir établi les lois de propriété, de justice, de liberté. On a pres que rien fait encore pour la classe la plus nombreuse des citoyens. — Que nous importe vos lois de propriété, pourraient-ils dire? Nous ne possédons rien. — Vos lois de justice? Nous n'avons rien à défendre. — Vos lois de liberté? Si nous ne travaillons pas, demain nous mourons.

PASCAL.

Vous tenez vos richesses de vos ancêtres, M. le duc; mais n'est-ce pas par mille hazards qu'ils les ont acquises et qu'il vous les ont conservées? Vous imaginez-vous aussi que ce soit par quelques lois naturelles que ces biens ont passé de vos ancêtres à vous? Cela n'est pas véritable. Cet ordre n'est fondé que sur la volonté des législateurs qui ont pu avoir de bonnes raisons pour l'établir; mais dont aucune, certainement n'est prise d'un droit que vous avez sur ces choses.

BOSSUET par la voix de LOUIS XIV

Tout ce qui se trouve dans nos états, de quelque nature que ce soit, nous appartient. Les deniers qui sont dans notre cassette, ceux qui demeurent entre les mains de nos trésoriers et que nous laissons dans le commerce de nos peuples. Vous devez donc être persuadé que les rois sont seigneurs absolus et ont naturellement la

disposition pleine et libre de tous les biens qui sont possédés, tant par les gens d'église que par les séculiers.

MONTESQUIEU

Justinien appelle barbare le droit de succéder des males au préjudice des filles. Ces idées sont venues de ce qu'on a regardé le droit des enfants de succéder à leur père, comme une conséquence de la loi naturelle. Ce qui n'est pas.

J. J. ROUSSEAU.

Ce que l'homme perd par le contrat social; c'est la liberté naturelle et un droit illimité à tout ce qui le tente et qu'il peut atteindre; ce qu'il gagne, c'est la liberté civile et la propriété de tout ce qu'il possède. Pour ne pas se tromper dans ces compensations, il faut bien distinguer la liberté naturelle, qui n'a pour bornes que les forces de l'individu, de la liberté civile qui est limitée par la liberté générale, et la possession qui n'est que l'effet de la force ou le droit du premier occupant, de la propriété qui ne peut être fondée que sur un titre positif.

MIRABEAU

Ce qui est universellement adopté, peut être regardé aisément comme un principe pris dans la nature. Des erreurs bien plus grossières ont échappé à la philosophie des légistes. Il n'est aucune partie du sol, aucune production spontanée de la terre, qu'un homme ait pu s'approprier, à l'exclusion d'un autre homme. Ce n'est que sur son propre individu, ce n'est que sur le travail de ses mains, sur la cabane qu'il a con-



truite, sur l'animal qu'il a abattu, sur le terrain qu'il a cultivé, ou plutôt sur la culture même, sur le produit, que l'homme de la nature peut avoir un vrai privilège. Dès le moment qu'il a recueilli le fruit de son travail, le fond sur lequel il a déployé son industrie retourne au domaine et redevient commun à tous les hommes. Voilà ce que nous enseigne les premiers principes des choses. Nous pouvons donc regarder le droit de propriété comme une création sociale.

J. B. SAY,

Les terres cultivables sembleraient devoir être comprises parmi les richesses naturelles, puisqu'elles ne sont pas de création humaine et que la nature les donne gratuitement à l'homme; mais comme cette richesse n'est pas fugitive ainsi que l'air et l'eau, comme un champ est un espace fixe et circonscrit que certains hommes ont pu s'approprier à l'exclusion de tous les autres qui ont donné leur consentement à cette appropriation, (où et quand M. Say?) la terre d'un bien naturel et gratuit qu'elle était, est devenue une richesse sociale dont l'usage a du se payer, »

Et en effet on l'a payé et on le paye encore dit Sénior « à ceux qui s'étant emparé des agents naturels, reçoivent sous forme de rente une récompense, sans avoir fait de sacrifices; leur rôle se borne à tendre la main pour recevoir les offrandes du reste de la communauté. »

Aujourd'hui on découvre que beaucoup d'appropriation reconnues légitimes jusqu'à ce jour

reposent sur une injustice. On s'aperçoit que les machines et la division du travail, si utiles à l'augmentation de la richesse, au lieu d'élever la condition des travailleurs leur sont funestes, les rabaisent, les font décheoir et passer sous la meule du salariat, parce qu'au lieu de produire pour le compte et l'intérêt de tous, elles ne fonctionnent que dans l'intérêt de leurs propriétaires; on sort donc des idées reçues, pour chercher un nouveau mode de production différent de l'ancien, et il faudrait être imbécile pour ne pas s'en occuper.

Puis que deviendrait une société qui, pour ne pas être inquiétée dans son égoïsme, voudrait toujours pivoter sur la même idée, quand tout se modifie, progresse et grandit dans le monde: elle mourrait?

Il faut donc aller au progrès.

— Oui! Mais qu'est-ce que le Progrès?

QUATRIÈME SOIRÉE

— Le progrès est un fait patent, visible à tous les yeux, accessible à toutes les intelligences, qu'un écrivain de beaucoup de talent, M. Félix Foucou, a selon moi parfaitement défini.

« Le degré de civilisation d'un groupe humain se mesure, a-t-il dit ;

Au nombre de forces physiques, à l'aide desquelles ce groupe travaille ;

A la somme d'effets utiles que ce groupe a su obtenir de ces mêmes forces. »

Comme dans tout produit de l'activité humaine se cache un effort moral antérieur, afin de constater l'appréciation du double niveau physique et moral de notre espèce, aussi bien à un moment quelconque de l'histoire que sur un point donné de la terre, il démontre les deux propositions suivantes.

« Entre deux sociétés humaines, celle qui est universellement reconnue la plus civilisatrice est aussi celle qui travaille avec le plus grand nombre de forces physiques et avec la plus grande somme d'utilisation de ces forces.

Nulle de ses forces n'eût été assimilée, aucune de ces utilisations n'eût été augmentée, sans un ensemble d'acquisitions préalables dans le domaine de ces autres forces que nous appelons morales, par opposition aux précédentes, »

Voilà déjà la réponse à ceux qui reprochent aux socialistes de ne s'occuper que de matérialisme.

D'après la première de ces propositions, il existerait deux signes sensibles du degré de civilisation. D'abord le nombre de forces physiques appliquées par cette société dans ses travaux. Puis la somme d'effets utiles qu'elle sait obtenir de ces mêmes forces.

Or, si nous examinons que, pour travailler et manifester leurs puissances sociales et industrielles, les peuples ont eu,

Dans l'antiquité, trois forces :  
la Pesanteur, la Musculation, le Vent ;

Au Moyen-Age, cinq, deux de plus :

l'Expansion des gaz, le Magnétisme-Terrestre ;

Et de nos jours, sept, deux de plus encore

qu'au Moyen-Age :

l'Élasticité de la Vapeur et l'Élasticité dynamique !

Qui osera nier le progrès ? Personne ! Pas même les idiots qui le regrettent et qui disent :  
mon peuple, mes sujets, mes serviteurs !

— Ceci est la preuve du progrès, au point de vue matériel ; mais au point de vue du droit, de la morale, il n'est pas aussi clairement défini.

— Il l'est peut-être d'avantage, si on suit les évolutions de l'Égalité, à travers le temps et les peuples. Pour qu'on accuse pas le Socialisme d'infidélité envers ses adeptes, nous avons reconnu et proclamé la Commune de Paris comme

notre, quelque les actes de ceux qui l'ont dirigée ne nous ont pas toujours satisfaits? mais à nos yeux, elle avait sa raison d'être; elle était inévitable; non point à date fixe, le 18 Mars, plutôt qu'à un autre moment; mais à une époque prochaine, comme conséquence de la marche de l'Égalité dans le monde; lors même que les Versaillistes ne l'eussent pas provoquée.

— Alors, selon vous, la révolution de la Commune a sa signification philosophique. Elle est un effet dont les causes sont démontrées?

— Sans cela, nous ne l'endosserions pas.

— Quelles sont-elles?

— Pour bien dégager la question, nous allons la prendre de haut, car elle n'est rien moins, selon nous, que le premier succès d'une nouvelle évolution de l'Égalité dans notre milieu social.

Lorsque l'Égalité fit son entrée dans le monde le monde payen qui en était la négation vit parfaitement que s'il ne la tuait pas, il allait être tué par elle.

On répandit le sang de plus de deux cent mille novateurs qu'on appelait alors Galiléens, Nazaréens, Palestins, Chrétiens. Crimes inutiles! Peines perdues! L'Égalité avait dit aux hommes: vous êtes tous fils du même père, Dieu ou de la Nature, par conséquent égaux. Cette vérité triompha de tous ceux qui avaient intérêt à la nier.

Nous naissons tous égaux! L'homme est l'égal de l'homme. Plus d'esclavage!

Tel fut le résultat de la première conquête de

l'Égalité. La première victoire est remportée, les hommes sont égaux; cependant on leur interdit la liberté de penser.

Quiconque ose nier ou même douter de ce qu'on enseigne, est coupable d'hérésie et brûlé comme tel.

L'homme a une conscience; défense lui est faite de l'interroger. Il a une raison; c'est un péché d'orgueil de la suivre. Humilité, soumission; voilà ce que l'ordre social exige!

Pourquoi penser et discuter, disent les chefs? Les peuples ne sont ils pas nos troupeaux. N'ont-ils pas le bonheur de nous avoir pour les diriger? Que leur faut-il de plus?

Du reste, que les peuples soient satisfaits ou non, leurs chefs ont la force à leur service, et ils sont prêts à en user au besoin.

Mais, que peut la force contre la raison?

Si l'homme est l'égal de l'homme devant Dieu, dit-on, nul autre ne peut l'empêcher de penser et de réfléchir à sa guise.

La raison interroge la foi et la trouve suspecte. Descartes, Bacon, Galilée, Luther et les plus éclairés en font peu de cas. Le doute envahit les esprits, la conscience revendique sa liberté, et l'indépendance de la raison est proclamée.

C'est la seconde conquête de l'Égalité dans le monde.

Cette seconde victoire remportée, l'Égalité marche à sa troisième conquête.

Les princes, les nobles, les gens de robe, de

cape et d'épée, tous les inutiles enfin, méprisent le travail et se croiraient déshonorés s'ils n'occupaient pas, dans la société, un rang supérieur à celui des producteurs.

Pour eux, le travail est un frein, un signe de dégradation et de misère; une honte.

Ils permettent aux travailleurs de prier dans la même église qu'eux et d'assister à la même cérémonie; mais rien de plus.

Si un travailleur fait un action d'éclat, de mérite ou de dévouement, sa récompense est illusoire et toute de grace; si au contraire, il commet un crime, un délit, ce n'est ni le même tribunal, ni le même châtement qui lui est infligé.

Les Encyclopédistes dénoncent une pareille anomalie. Si les hommes sont égaux devant la nature et devant la raison, ils doivent l'être devant la loi, ou tout n'est que caprice et injustice.

Le monde qui entend cette bonne nouvelle, en affirme la vérité; et la lutte commence.

Les castes privilégiées qui se croient légitimes, crient à l'injustice, menacent, récriminent puis arrêtent, emprisonnent, tuent, mais en vain; leur temps est passé!

L'Égalité devant la loi gagne toutes les intelligences; le mouvement s'accélère; Bayle, Diderot, Voltaire, Rousseau, Montesquieu, marchent à sa tête et le dirigent, contre la monarchie.

Diderot, le plus fort et le plus passionné d'entre eux s'écrie dans un moment d'indignation que les peuples ne pourront être heureux que lorsqu'ils auront avec les boyaux du dernier des prêtres ils auront

fait un lacet pour étrangler le dernier des rois.

On accepte sa solution!

Tous travaillent à détruire l'injustice sous toutes ses formes et toutes ses manifestations.

La lutte s'engage. Mirabeau, Danton, Vergniaud, Hébert, Marat, Robespierre, St-Just, Billaut-Varennes, Babeuf, Cordeliers et Jacobins, Girondins et Montagnards combattent pour l'Égalité jusqu'à la mort.

La lutte est terrible, sanglante, cruelle; ils y périssent tous.

Un nouvel ordre de choses se dégage de ce chaos, la Révolution politique s'accomplit et l'Égalité devant la loi est reconnue?

- Voilà la troisième conquête de l'Égalité.

- Est-ce la dernière?

Non! Il en reste une quatrième; celle de l'Égalité des conditions devant la production l'échange et la consommation.

C'est celle que la Révolution du 18 Mars a proclamée et qui doit s'accomplir si elle n'est pas méconnue par les socialistes, et abandonnée des républicains qui, malheureusement, n'ont vu dans les communiers qui voulaient l'établir, que des noms étrangers à leur tripotage, au lieu d'y voir l'idée qui se sert de tous les éléments qu'elle a sous le main et de tous les dévouements qui s'offrent à elle sans exception, sans s'informer s'ils sont illustres ou obscurs.

- Est-ce la première fois que cette égalité de conditions se manifeste? Non! Elle avait déjà paru en 1831 et en 1834 à Lyon, lorsque les canuts

se soulevèrent au cri de : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant.* En 1839 à Paris, avec Barbès qui combattait pour l'affranchissement du travail. En 1848 avec ceux qui en juin criaient : *Du pain ou du plomb.* Mais c'est la première fois que Paris, la ville la plus intelligente du globe la sanctionnée. Aujourd'hui elle serait avec l'Internationale; si ses chefs organisaient quelque chose pour affranchir le prolétariat.

— L'Internationale ! voilà encore une nouvelle machine de guerre mise en avant par quelques individus pour se faire une popularité, et qu'un tas d'innocents suivent, sans même se demander ce qu'on veut d'eux.

— Mon cher encore un jugement qui porte à faux. Les ouvriers ne sont pas si simples que vous avez l'air de le croire. Ils en savent beaucoup plus long sur les questions de travail et de capital que les bourgeois qui en ont le profit : cela se comprend, les uns souffrent des privations qui donnent le luxe aux autres et cela les fait réfléchir.

— Où sont-ils ces ouvriers intelligents, ces hommes qui comprennent les grandes questions d'économie sociale; leurs chefs même n'en ont pas soufflé mot.

— Pardon, aux congrès de Bâle, de Lauzanne, de Bruxelles et autres. Ils n'ont pas tout dit, c'est vrai; mais ils ne le pouvaient pas, s'ils voulaient conserver la liberté de revoir leur famille.

— Plusieurs d'entre eux ont pu aborder les tribunes d'Europe, qu'y ont-ils dit? Si les chefs

de l'Internationale n'ont rien fait, que voulez-vous que ceux qui leur sont inférieurs fassent?

— Vous raisonnez en ce moment comme Louis Philippe qui, connaissant Odilon Barrot pour un crétin, disait, quand on lui parlait des Républicains, ne me parlez pas de ce parti; leurs chefs sont bêtes comme des dindons. De quoi peuvent être capables ceux qui les suivent? La suite a prouvé que le papa d'Oliban se trompait, non pas en ce qui concernait Odilon Barrot, il l'avait sous les yeux; mais envers ceux qu'il ne voyait pas et dont Barrot était la marionnette.

— On prête souvent aux hommes qui ne parlent qu'entr'eux une science immense, des plans magnifiques, des combinaisons profondes; mais souvent aussi tous ces projets, quand ils arrivent au grand jour, crèvent comme des bulles de savon; sans en laisser plus de traces.

— Il ne s'agit pas de savoir, si leurs projets crèveront ou ne crèveront pas comme des bulles de savon; mais si ce qu'ils demandent est juste, et si la façon dont ils raisonnent prouvent qu'ils ont étudié et approfondi le sujet.

J'ai assisté à une séance dont j'ai là le procès verbal. La réunion était composée d'environ soixante membres de l'Union-Républicaine de Langue Française aux États-Unis, tous travailleurs qui aujourd'hui sont de l'Internationale et voici ce qui s'y est dit. Cinq membres y ont pris tour à tour la parole; et quoique aucun d'eux ne fût un savant connu; ils n'en ont pas moins traité la question d'une façon tout à fait

supérieure, sans s'inquiéter de ce que les chefs de l'Internationale en penseraient ou n'en penseraient pas. Écoutez. Je lis : Le premier membre qui prend la parole dit

Les ouvriers sont obligés pour produire de passer par les mains des capitalistes, et ils s'en plaignent; mais pourquoi dépendent-ils ainsi de ceux qui les occupent? Parce qu'ils n'ont encore ni s'organiser, ni réunir leurs efforts et leurs ressources pour s'en affranchir. Ils revendiquent leur part entière dans la distribution des richesses qu'ils ont créées : c'est de droit et de toute justice; mais ils la réclament mal, et ne font rien, pour l'obtenir, ni pour la conserver par devers eux.

Puisque les patrons se réunissent pour se concerter et s'entendre en ce qui concerne leurs intérêts communs, pourquoi les ouvriers ne se réunissent-ils pas aussi pour s'entendre sur les moyens d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et de faire disparaître l'incertitude de leur lendemain.

Il ne serait peut-être pas aussi difficile qu'on le suppose, de créer un centre où, usant d'un crédit mutuel, chaque travailleur produirait en toute liberté la richesse et ne se verrait pas enlever par les parasites les fruits de son travail, la rétribution de ses services.

Un autre membre ajoute : ce que vient de dire le préopinant est parfaitement faisable et même aisé; cela a été commencé et sans les entraves de la police impériale, le succès n'eût pas été

douteux. Il y a environ cinq ans à Paris, quelques ouvriers victimes des mêmes abus firent les mêmes réflexions et se posèrent les mêmes questions. Nous avons fait des grèves, dirent-ils, pour faire augmenter nos salaires et améliorer un peu notre position, cela a réussi une fois sur dix; et encore, quand toutes les corporations ont eu fait grève les unes à la file des autres, il s'en est suivi que rien n'a été résolu, et que les épargnes que possédait chaque société à part ont été englouties pour réparer les désastres du chômage.

Les ouvriers les plus énergiques ont été emprisonnés, insultés, méconnus, calomniés; il a fallu prendre soin de leurs familles, qui ont souffert et manqué souvent de tout; puis lorsque nous avons triomphé et qu'on a eu accordé vingt pour cent d'augmentation sur nos salaires, on nous a repris d'un autre côté 30 et 40 pour cent sur les objets de notre consommation : si bien que nous avons énormément souffert pour être pis qu'auparavant.

Convenant alors que déclarer la guerre au patronat par la grève, est un moyen tout au plus bon à employer une fois sur cent, mais toujours plus funeste au producteur pauvre qu'au capitaliste qui, après tout, peut attendre, ils décidèrent, sur la proposition de l'un d'eux, de devenir leurs propres capitalistes et leurs propres consommateurs en s'assurant du crédit et des débouchés les uns et les autres.

Ils fondèrent une caisse nouvelle, non plus

pour la grève, mais pour acheter et vendre leurs produits entre eux, chaque membre s'imposait un versement mensuel de cinq francs; on fit appel à tous ceux qui voulaient seconder l'idée; dès le premier mois on recueillit cinq cents francs, et aussitôt que la caisse fut assez pleine pour acheter les provisions qui étaient quotidiennement consommées par le plus grand nombre des membres, on commença à opérer. Chaque sociétaire obtenait de cette façon les objets de meilleure qualité et à un prix extrêmement réduit, et la première société de coopération à Paris fut fondée. Depuis il s'en est fondé un grand nombre que les gouvernants ont fait périr sous prétexte de politique. Je ne vois pas pourquoi on ne se préparerait pas à en fonder quelques unes ici, où le gouvernement n'est pas hostile à leur prospérité.

Un troisième membre se lève et dit : Je ne fais aucune opposition à ce que viennent de demander les deux membres qui ont parlé avant moi. Qu'on essaie de faire quelque chose, et j'en suis. Mais je crois devoir signaler un fait, c'est qu'en s'arrêtant à la société coopérative, soit de production ou de consommation, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à ce jour, on ne résoud pas la question du prolétariat. Il faut donc l'élargir. sans cela les sociétés coopératives seront plus funestes qu'utiles; elles créeront une classe de plus dans la société, celle des demi-bourgeois; et comme les salaires tendent toujours à se proportionner avec les dépenses

du travailleur, je crains que si l'on paye les aliments moins chers, parce que les travailleurs se seront faits eux-mêmes épiciers et bûtiqliers je crains, dis-je, que ceux qui les occupent ne profitent de ce bon marché pour diminuer les salaires.

Selon moi les sociétés de coopération font fausse route et ne doivent pas être encouragées par nous, aussi longtemps qu'elles n'auront pas renoncé à prendre des salariés, dont elle profitent du travail et qui ne participent en rien aux bénéfices de l'entreprise.

Un quatrième membre répond : En effet, en voyant que les Rochdaliens n'ont travaillé jus qu'ici que pour eux seuls, et que les travailleurs qui n'étaient pas des leurs n'y ont trouvé aucun avantage, on a pu croire que la coopération créait un nouvel isolement d'intérêt entre tous les producteurs, et lui reprocher de ne pas résoudre le problème du prolétariat; mais on aurait tort d'oublier que la coopération est encore au berceau; qu'elle est obligée pour réussir de songer beaucoup à elle, de se surveiller, et qu'elle n'a pas dit son dernier mot.

Déjà beaucoup de ses membres ont signalé ce manque de solidarité et cherchent le moyen d'y porter remède.

Il est un fait bien démontré aujourd'hui, c'est qu'aussi longtemps qu'on n'aura pas renversé les rapports du travail et du capital, de telle sorte que le travail commande au lieu d'obéir, nous ne devons attendre aucun changement

sérieux dans le régime économique qui nous gouverne.

Mais ce régime peut se modifier demain, si les sociétés coopératives de consommation et de production s'unissent, organisent et disciplinent leurs marchés, car du même coup le crédit mutuel sera créé; l'homme sera producteur et consommateur en même temps, et la circulation des valeurs sera substituée au commerce des choses.

Parler de crédit mutuel et de la circulation des valeurs, après avoir affirmé, comme le fit Proudhon en 1849, que les hommes n'ont le droit de vendre et d'acheter que la valeur donnée par leur travail aux objets et non le *substratum* des objets, devrait être inutile à l'élucidation du problème de l'organisation des travailleurs, cependant rien n'est plus nécessaire, car il en est de ces choses comme de beaucoup d'autres, on n'est jamais aussi clair quand on les explique que lorsqu'on en montre l'application par des faits, et jusqu'à ce jour il a été malheureusement impossible d'en montrer le mécanisme par des faits, puisque cela n'a pas encore été établi.

Un cinquième membre fait remarquer que si le crédit devient mutuel, il devient gratuit; mais que sa mutualité et sa gratuité ne peuvent se concilier avec l'ordre de choses actuel.

L'homme, dit-il, travaille, échange, vend, achète pour bénéficier, or, qu'il procure à un homme du crédit ou un autre objet, il lui rend un service, or, comme tout service est

personnel, quand la réciprocité n'est pas le fond même des institutions sociales, il doit être rétribué; il serait chimérique et même injuste d'exiger le crédit de quelqu'un sans l'en récompenser.

La gratuité du crédit ne peut donc rien avoir à faire avec ce qui se passe sous nos yeux dans les transactions sociales actuelles; quand on en demande l'application, c'est qu'on suppose un milieu social différent, une société basée sur l'égalité des conditions, où ce n'est plus un homme qui, à ses risques et périls, donne crédit à un autre homme, mais la société qui l'offre et le demande en même temps, en procurant au travailleur, les instruments de travail et la matière à façonner dont il est responsable, et qui, en retour, lui fait l'avance de son travail; car il faut bien remarquer que le travailleur ne peut-être rétribué de ses efforts que lorsqu'ils ont été conformes à ce qu'il s'est engagé de faire et que son travail a été accompli et accepté.

Cette explication suffit aussi pour faire comprendre que la production ne se fait plus dans les ateliers et au compte des particuliers qui salarient des employés; mais dans des centres sociaux, où chacun peut se classer dans les fonctions industrielles qui conviennent à ses aptitudes et où, quand vient la distribution de la richesse, chacun y prend part au prorata de la valeur mathématiquement déterminée des travaux qu'il a faits, des services qu'il a rendus.

Il est dix heures et demie: la séance est levée.



— Eh bien ! Qu'on dites-vous ?

— Je dis que si ce procès verbal n'est pas de votre invention, les jours de la bourgeoisie sont comptés, en effet.

— Et que la commune de Paris avait sa raison d'être !

— La Commune de Paris n'a rien fait, en tous cas, qui prouvât qu'elle fût dans votre ligne politique et sociale. Elle n'a décrété aucune mesure en faveur de l'abolition du patronat, n'a donné aucune entreprise de travaux aux classes ouvrières, n'a ouvert aucun atelier, aucun centre de consommation quelconque !

— Mais on ne lui en a pas laissé le temps. La Commune qui inaugurerait la République-Sociale avait promis dans sa première proclamation de s'occuper de toutes ces questions sociales ; mais attaquée immédiatement par les mêmes ennemis qu'en 1848 et en 1851, elle n'a pu songer qu'à se défendre : ce qu'elle eût fait autrement, si elle eût pu supposer que ses partisans auraient été aussi horriblement assassinés, après la lutte finie ; par les Versaillistes que jamais Paris ne pardonnera !

— L'homme, avez-vous dit, ne peut avoir sur l'objet qu'il a façonné que la rétribution de la valeur qu'il lui a donné par ses efforts. La terre n'est plus qu'un instrument de travail ; le substratum des objets que le producteur façonne appartient à tous, et la propriété n'est pas détruite ! A quel titre travaille-t-on donc dans vos différentes industries, et que possède-t-on en propre ?

— Les industriels, de salariants et de salariés, d'exploiteurs et d'exploités qu'ils sont aujourd'hui, deviennent, dans le nouvel ordre social, des fonctionnaires complètement indépendants des caprices de leurs semblables et non responsables des malheurs, des sinistres dont ils ne peuvent mais : tels que les épidémies, la grêle, la gelée, l'incendie, etc., etc., qui souvent les ruinent. Qu'un homme soit agriculteur, mineur, manufacturier, conveyeur, professeur, etc., il n'est propriétaire ni des terrains, ni des ateliers, ni des machines, ni des instruments, de rien, enfin, de ce qui est mis au service de la fonction qu'il remplit, du travail qu'il exécute. Il lui convient de faire tel travail, dans des conditions déterminées, égales pour tous, moyennant tel prix, prix débattu par la concurrence, au moyen de l'offre et de la demande : cette rétribution est sa propriété. Que

la moisson soit enlevée par la grêle ou par le feu ; que son produit soit détruit par un accident ; que son service rendu soit devenu inutile ; lorsqu'il n'y a pas de sa faute, cela n'affecte en rien sa rétribution. Il est payé pour les efforts qu'il a faits ; et cette rémunération est sa propriété qu'il peut dépenser, comme il l'entend, sans en rendre compte à personne. Dans ce cas, chacun étant dans l'aisance, gagnant en un jour ce qu'il dépense en cinq pour son entretien, pourra s'occuper d'art, s'épurer le goût et devenir artiste lui-même, ou acheter de ces choses qui, provenant d'un monopole naturel, échappent et échapperont toujours aux fluctuations régulières du marché.

— Il y a des objets d'art qui sont d'un prix fabuleux.

— Oui ! Mais n'oubliez pas que ces prix fabuleux ne le sont que parce qu'il y a des fortunes fabuleuses pour les payer, dont les personnes qui les ont acquises, par héritage ou par spéculation, et point par un labeur obligé et souvent pénible, n'en connaissent pas le prix. Du reste, tout est relatif et se règle toujours conformément au milieu dans lequel on se meut. Raphaël vendait moins chers ses tableaux que ceux de nos rapins louangés par leurs amis journalistes.

— J'ai cru que les Socialistes voulaient abolir le salariat.

— Ils l'abolissent, en effet,

— Cependant cette rétribution des travaux faits me semble être un salaire. Qu'est-ce qu'un

salaire ! Le prix accordé à un homme en échange du temps qu'il consacre au service d'un patron ou d'un maître, sans participer à ses profits ou à ses pertes. Ainsi que l'on vend des objets plus chers qu'ils n'ont coûtés réellement parce qu'ils sont rares ou à meilleur marché, parce qu'ils ne sont plus à la mode ; cela ne touche en rien le salarié.

— Le salariat est plus que cela : c'est d'après Rossi, un fait économique transitoire, non absolument dominant, une pure variété des arrangements économiques, un fait ajouté au cours naturel des choses qui transforme un contrat de société, en un contrat de vente qui substitue à une participation, une spéculation. Quel est le cours naturel des choses ? Capital et Travail se réunissent pour produire ; le produit obtenu, on le vend, on le réalise ou on le consomme. Alors, comme deux associés, on le partage : il n'y a pas salaire. Qu'est-ce qui donne naissance au salaire ? C'est la vente du travail de l'ouvrier qui ne peut attendre la réalisation du produit. Alors vient se greffer sur le contrat de société, la spéculation. Le capitaliste achète la part de l'ouvrier. Comme l'ouvrier est mal placé pour faire ses conditions, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, il est victime du marché.

— Dans l'ordre social nouveau, où chacun travaille pour soi, il n'y a plus de vente de travail possible, d'achat, par le capitaliste, de la part de l'ouvrier, par conséquent de salariat. Si un objet est vendu plus cher que son prix de coût,

le bénéfice que fait la société est au profit de tous ; et celui qui a acheté comme celui qui a produit l'objet y participent.

— Qu'est-ce qu'une société qui fait des bénéfices au profit de tous, si ce n'est pas du communisme, ça l'approche de bien près.

— Lorsque des hommes veulent réaliser une idée, accomplir une œuvre de longue durée, atteindre un but quelconque, ils se réunissent et forment une société. Selon la grandeur du but de cette société, selon l'intelligence de ses membres et la puissance de leurs moyens, on la voit se développer et grandir ou périr et disparaître. Les sociétés qui reposaient sur l'esclavage et manifestaient leur puissance par l'intermédiaire des castes sont mortes. Celles qui ont de nos jours pour base la propriété exclusive des instruments de travail et l'exploitation de l'homme par l'homme sont à l'agonie : la fin du dix-neuvième siècle est chargé de leurs tristes funérailles. Il va donc surgir un ordre social nouveau : celui dont je vous parle. Maintenant, si je vous dis que le salariat n'y existera plus, que l'égalité des conditions en sera la base ; c'est parce que tout individu, quelque soit sa position, se sait l'égal d'un autre ; que personne ne veut se laisser ravir le fruit de son travail par un autre et que chaque homme intelligent, s'il veut conserver sa dignité, se doit d'être son maître, au lieu d'en avoir de si nombreux, de si bêtes et de si inutiles. Pour vivre libre et l'égal de son prochain et avoir tout le fruit de son tra-

vail, il faut donc des institutions qui s'y prêtent et un milieu qui le comporte : car ce n'est pas parce qu'on l'aura décrété, que les hommes doivent être libres et égaux, qu'ils le seront.

Voilà où la nécessité d'organiser l'industrie sur d'autres bases se présentent. Eh bien ! cette organisation que l'on croit si difficile, si impossible est simple comme tout. Il ne s'agit que de changer le pivot sur lequel repose la production et l'échange et son envahissement de la société sera aussi rapide que l'a été celui de la circulation par la locomotion à vapeur, lorsque les chemins de fer, sont venus remplacer les grandes routes, ou circulaient les chariots, les diligences, les malbrouchs et les autres véhicules d'il y a quarante ans.

Ici je trouve l'occasion d'illustrer ma pensée, permettez moi de le faire.

On accuse les Socialistes de vouloir tout bouleverser, tout transformer, tout détruire, vous m'en avez fait le reproche vous-même.

Oui ! Tout sera changé, transformé, je l'avoue ; et il restera fort peu des institutions sociales actuelles, s'il en reste ; mais ceci ne sera pas l'œuvre des socialistes.

— Ah ! Et de qui donc ?

— Ce sera l'œuvre d'une nouvelle application du principe de justice en ce qui regarde la production et la distribution des richesses

— Expliquez-vous.

— Si en 1826, les promoteurs des voies ferrées, les ingénieurs des chemins de fer avaient dit

aux maîtres de postes, aux entrepreneurs de diligences, aux relayeurs, aux postillons, aux charetiers, enfin aux millions de personnes, qui travaillaient alors, aux services des transports des voyageurs et des marchandises sur les grandes routes ; dans quelques années, malgré tout notre respect et toutes nos sympathies pour vous, vous aurez disparus. La vapeur va transformer le roulage et le mode de voyager d'une façon si commode et si avantageuse pour tous, qu'au lieu d'un voyageur et d'un colis, il y en aura des milliers ; la société en deviendra vingt fois plus riche ; mais vous n'existerez plus : car ce nouveau mode de circulation exige votre suppression. Tous les gens qui croient que toute réforme est un mal, leur auraient répondu : vous êtes des insensés, des révolutionnaires ; mais pas un ne leur aurait dit : vous êtes des savants pleins de prévoyance. S'ils avaient ajouté votre suppression, votre inutilité est tellement certaine à nos yeux, que nous ne vous donnons pas quarante années d'existence ; et dans soixante ans, excepté les historiens, on ne se rappellera même pas que vous aurez été.

On les aurait traité de rouges, de partageux, de pillards, de comméneux ; et si les partisans du nouveau mode de roulage avaient eu du plaisir à répliquer, ils auraient certainement traité d'imbéciles, de crétins et de réacteurs, leurs malhonnêtes accusateurs ; la dispute durerait peut-être encore : personne ne songeant à accuser la science qui met chaque jour à la portée

de l'industrie de nouveaux moyens de se manifester. Qu'ont fait les novateurs ? Sans se soucier des criaileries intéressées des partisans du vieux système de roulage, ils ont posé deux rails sur un chemin de Lyon à St-Étienne ; ils ont voituré voyageurs et marchandises en moins de temps, et à meilleur marché, et avec le temps, les voies ferrées ont remplacé les anciennes routes et ont tout transporté.

Que sont devenus les maîtres de poste, les entrepreneurs, les directeurs de roulage et les relayeurs de diligence ?

Où ont passé les milliers de travailleurs que le roulage occupait ? Ils ont tous disparus : la circulation par les voies ferrées les a tous supprimés. Cependant on n'en a pas égorgé un seul, que je sache.

— Quand les socialistes, ces ingénieurs du nouvel ordre social, disent aux milliers de patrons, de banquiers, de marchands et autres détenteurs de la richesse reproductrice, qu'ils vont changer le mode de produire et d'échanger, de telle façon que leur suppression et leur disparition sont certaines, que dans la nouvelle organisation qui se prépare, tout le monde étant appelés à consommer selon ses efforts, ils doivent se préparer à mourir, industriellement parlant ; c'est-à-dire à se transformer ; ce n'est pas nous ; c'est la science qui le commande et cela ne veut pas dire, non plus, qu'on va égorger et piller les banquiers, les patrons, les marchands et autres oligarques de la bourgeoisie ; mais que l'on va créer la ri-

chesse et la distribuer d'après un système qui supprime le patronat, le salariat, la spéculation, les abus du crédit privé; comme les chemins de fer ont supprimé les postillons, les rouliers, les entrepreneurs de diligence et de roulage, les maîtres de postes etc.

— On les menace tous les jours, pourtant.

— Qui ?

— Mais les révolutionnaires. Vous ne pouvez le nier. Les ouvriers sont les ennemis de leurs patrons; et si ce n'était la protection du gouvernement, beaucoup eussent été pendus haut et court qui; s'ils l'ont mérité, en tous cas, ne doivent pas l'être d'une façon aussi brutale.

— Vous dites que les ouvriers sont les ennemis de leurs patrons. Cela n'est pas précisément exact. Ils envient, jalouent, peut-être leur position, mais c'est parce que les intérêts qu'ils ont entre eux, sont presque toujours diamétralement opposés.

N'ayant ni intérêt direct, ni responsabilité au lucre d'une entreprise à laquelle ils participent ils ne la voient que comme une chose qui a besoin de leurs bras et de leur intelligence, et qui aussitôt qu'elle peut faire sans eux, les renvoie, sans s'inquiéter s'ils auront d'autres travaux ou de quoi manger.

L'industrie aujourd'hui de la façon qu'on l'exerce ne voit plus l'homme, mais le profit, le succès.

Payer un homme dont on peut se passer, c'est se couler. Aussi le remercie-t-on dès qu'il n'est plus indispensable, sans s'inquiéter du sort qui

attend lui et les siens par son manque d'ouvrage.

De son côté, l'ouvrier qui n'est pas assez bête pour ne pas voir qu'on le remercie, non parce qu'on lui en veut, le maître de l'atelier pour qui il travaille ne le connaît souvent pas; mais parce que les profits, si on les écornait, en le gardant sans nécessité absolue, ne seraient plus assez grands pour couvrir les dépenses de toutes sortes que la civilisation réclame; il s'en va, sans accuser personne du malheur qui l'atteint,

Maintenant, pourquoi aurait-il le moindre attachement, les moindres égards, la moindre attention pour l'établissement de son patron qui ne tient compte ni de sa position ni de sa personne!

L'industriel par ses procédés envers lui, lui a appris qu'on ne doit songer qu'à soi! Aussi, qu'arrive-t-il? Lorsqu'il croit qu'on a besoin de lui, et que le moment est opportun de se faire valoir, il pose ses conditions. Qui peut l'en blâmer? Personne! Tout le monde pense et agit de même.

Ce sentiment égoïste, dû au développement de l'industrie, au remplacement de l'artisan par les salariés des grandes compagnies, à l'agglomération d'immenses capitaux dans les mains de quelques oligarques, est affreux, immoral, horrible, direz-vous! Il est l'essence même de la bourgeoisie. Il rend les hommes secs, intolérants, indifférents, misérables; mais qui en est responsable?

Personne autre que les gouvernants.

Ce n'est pas un riche industriel qui changera les choses; car en supposant qu'il s'intéresserait à quelques uns de ses employés, ce ne sera toujours que l'exception; ce ne sera pas même une co-opération ouvrière qui pourra résoudre le problème: ce ne sera qu'une administration sociale de surveillance et d'initiative qui prenant en main la réforme, en pourra venir à bout.

— Alors, selon vous, si la misère existe, la faute en est à nos gouvernants.

— A eux seuls; ils n'ont rien fait et tout empêché.

— Mais cependant ne vaut-il pas mieux qu'ils ne se mêlent de rien, que de toucher à ce que la plupart d'entre eux ignorent. Est-ce qu'on n'a pas tout à gagner à faire ses affaires soi-même l'orsqu'on a la liberté.

— Certainement. Mais cette liberté où est-elle? Est-on libre quand on n'a ni capital, ni travail, ni confiance dans des hommes à qui on n'ose rien donner à conduire parce qu'ils sont inconnus; et que tous ceux qui sont connus ne l'ont été où ne le sont que par leur attachement aux idées du passé!

— Les gouvernants ne peuvent pourtant pas recommander des hommes dont ils ne connaissent pas les capacités, leur donner des fonds, ni inviter d'autres à leur en souscrire.

— Aussi les socialistes ne demandent-ils rien de cela. Il ne s'agit pas ici de prêter, mais simplement d'être l'initiateur d'une nouvelle organisation du travail. Qui empêche les hommes en plac

de le faire, n'aident-ils pas les capitalistes? Ne répondent-ils pas de l'intérêt légal des capitaux prêtés aux compagnies de chemins de fer. N'avancent-ils pas des fonds aux individus chargés de leurs achats?

Est-ce que si les gouvernants voulaient faire seulement exécuter par les travailleurs organisés d'après l'égalité des conditions les travaux dont ils ont besoin pour l'entretien des armées, des écoles, des routes, des ponts, des ports et autres, ils ne le pourraient pas? Qui les empêche?

— Les gouvernements n'ont pas de service organisé pour cela,

— C'est justement ce que les socialistes leur reprochent. Ils ont des ministères pour les cultes, pour la guerre, pour la marine, etc., et il n'en ont pas un, pour le travail qui importe le plus à la nation: car c'est de son abondance et de sa continuité que dépend la richesse, la moralité, l'ordre et la vitalité du peuple.

— Mais c'est par respect pour la liberté qu'on ne le fait pas.

— Mais, encore une fois il ne s'agit pas de la liberté, on n'a pas besoin de gouverner les travailleurs; parce qu'on leur confie des travaux à exécuter, pas plus qu'on ne gouverne les patrons à qui on les confie, et qui les leur font faire. Il ne faut pas oublier que les socialistes ne veulent pas être gouvernés. ni gouverner personne, et que toutes les fonctions industrielles ou autres, dont un citoyen s'acquitte, le laisse toujours libre en ce qui concerne son individualité. Le travail

doit être fait comme il a été convenu, tout le reste ne regarde personne. Certainement, si, parce que l'état, donnerait des travaux à faire à des agglomérations d'ouvriers, il fallait que chacun d'eux à son commandement emboîtât le pas et lui obéît comme un espion ou un militaire actuel, il n'en faudrait pas parler; ce serait trop dégradant.

Mais il n'en pourrait être ainsi, vu que les gouvernants eux mêmes deviendraient, à la longue, une fois que l'organisation de l'industrie pivoterait sur une autre base, des fonctionnaires obligés à certains devoirs pour un certain temps comme je vous le dirai quand nous parlerons des onctions.

Puis est-ce bien sérieusement que vous me dites que c'est par respect pour la liberté que les gouvernants ne font rien pour émanciper le travail. N'est-ce pas plutôt, parce qu'ils ont peur de perdre leurs places lucratives et leur prépondérance honorifique. Mon cher ami, les gouvernants ne parlent de liberté que lorsqu'elle permet aux riches de tirer des profits usuraires de leurs capitaux qu'ils ont mis dans les grandes entreprises et leurs soldats, espions, juges et autres sacripants sont toujours prêts à la défendre contre ceux qui réclament un salaire mieux rétribué.

La liberté ! Comment voulez-vous qu'ils l'aiment, la servent; elle est la négation de leur orgueilleuse autorité.

L'homme libre est celui qui est son propre

législateur et qui contraint tout magistrat à n'être que l'organe de la loi. Où en seraient nos gouvernants, s'ils n'avaient qu'à appliquer la loi, au lieu de l'interpréter, de ruser avec elle, pour servir leurs misérables passions et satisfaire leurs rancunes d'amour propre; mais ils ne gouverneraient pas.

La liberté est le contre-pois de l'autorité: je dis plus, elle ne fait de celle-ci que la servante de la justice. La justice, elle même, ne règne que dans le milieu où chacun a les mêmes droits de produire et de se manifester. Est-ce que les gouvernants peuvent comprendre les choses ainsi, eux, qui, sans sourciller et sans rougir, nous disent qu'ils se dévouent à gouverner?

La liberté est encore pour le citoyen la possibilité matérielle et morale de faire ce qu'il s'est promis, avec toute sécurité et sans y être contraint par personne. Pour la collectivité, c'est la certitude que les rapports sociaux ne servent qu'à balancer les services et les produits des hommes entre eux. Est-ce que les gouvernants l'ont jamais comprise ainsi? Mais s'ils l'avaient ainsi comprise, ils ne seraient pas gouvernants. Ne me parlez donc pas de liberté protégée et défendue par des gouvernants: cela est contradictoire, impossible.

La liberté est une résultante d'un milieu social organisé. Comme tous les milieux sociaux organisés jusqu'à ce jour n'ont pu la produire, on n'a donc pas pu la connaître et en jouir, telle qu'elle apparaît au penseur, lorsqu'il fait abs-

traction de ce qui est, pour la voir se manifester au sein de son utopie.

Les démocraties qui l'ont proclamée ont toujours eu une majorité et une minorité, et lorsqu'une décision a été prise, la minorité a toujours été obligée de s'y soumettre. Pourquoi? Parce qu'on a toujours permis à la collectivité d'empiéter un peu sur le droit de l'individu. L'homme a été opprimé; la liberté publique réduite à l'action de faire seulement ce que les lois ne défendaient pas; et il s'en est suivi qu'au lieu de faire dépendre les lois de la liberté; c'est la liberté qui a été la vassale des lois. Alors il est arrivé, comme cela s'est déjà vu en Pologne, qu'en voulant par des lois sauvegarder l'indépendance de chacun: on a opprimé tout le monde.

Peu très-peu de lois; pas de gouvernement; une administration pure et simple des intérêts de la collectivité: voilà ce qui seul donnera la paix dans les relations industrielles, sans jamais avoir besoin de faire appel à la répression.

— Avec tout cela, vous ne niez pas que les ouvriers sont les ennemis de leurs patrons.

— Du patronat: ce qui est bien différent.

— Seulement, vous dites que cette inimitié vient de l'organisation de l'industrie qui au lieu de prendre intérêt à l'humanité, ne s'attache qu'au succès, qu'à l'augmentation des richesses pour quelques uns. Soit! je l'admets. Mais cependant, parce qu'au lieu de faire la richesse pour les hommes, on a cru devoir sacrifier les

hommes à la richesse, on ne peut blamer les gouvernants lorsqu'ils viennent au secours des patrons qui sûrement seraient écrasés par le nombre, si personne ne s'interposait entre eux et leurs assaillants.

— Je ne veux pas ajouter que dans les nombreux différends qui s'élèvent entre les ouvriers et les patrons neuf fois sur dix, c'est l'apreté au gain du patron et l'insuffisance des salaires de l'ouvrier qui en sont cause: cela ne prouverait rien pour ma thèse; mais je vous ferai remarquer que les gouvernements ont toujours été pour la cause des maîtres contre celle des ouvriers; et que si les Socialistes parlent quelquefois de représailles; c'est la faute de leurs opposants. Je n'ai jamais entendu dire aux écrivains qui s'occupent des questions d'économie sociale que les boucheries humaines étaient de quelque nécessité pour résoudre le problème du prolétariat. Si ceux qui les suivent, en ont eu l'idée; c'est parce que les gouvernants leur en ont donné l'exemple, et aussi parce que leurs adversaires, pour les calomnier et les rendre odieux, l'ont tellement dit et répété que beaucoup de gens ont cru que ces mensonges entraient dans le programme.

— Eh bien! vous me la baillez belle! Voilà, maintenant que si les socialistes égorgent leurs adversaires, cela va être la faute de ces derniers.

— Incontestablement. Ils ne le devront qu'à leurs méchancetés, qu'à la répétition incessante de leurs horribles calomnies.



— Mon cher, celle-là est trop forte, et je ne m'étonne plus que vous ayez avec vous tous les brigands, tous les déclassés, qui pour pallier leurs fautes et souvent leur paresse rendent la société responsable de leur misère et de leurs méfaits.

— Mon cher, si nous avons avec nous les brigands, ce que je nie, puisque pour être des nôtres, il faut aimer le travail; vous avez avec vous tous les spéculateurs, tous les riches capitalistes, tous les gros propriétaires qui sont encore plus funeste pour le peuple.

— Quel rapprochement pouvez vous faire entre ces deux classes de gens? Y a-t-il la moindre comparaison à établir entre eux? Ne sont-ils pas les deux extrêmes! Les uns ne cherchent qu'aventures, désordre, pêche en eau trouble: tandis que les autres ne veulent et ne demandent que l'ordre, que la paix, que le respect du aux lois.

— Ne les défendez pas tant; car les extrêmes se touchent, et ils ne me serait pas difficile de vous démontrer en quelque minutes que les uns ne valent guère mieux que les autres; et que ce n'est pas ceux que vous croyez les plus mauvais qui sont cause que le peuple a le plus de misère.

— Je vous écoute; je suis curieux de voir comment vous allez défendre les brigands et accuser les oligarques de la bourgeoisie.

— Je ne défends pas les brigands d'abord que ceci soit bien entendu entre nous; mais je condamne également les capitalistes; et voici mon raisonnement que vous n'allez pas manquer de trouver paradoxal.

Vingt scélérats se réunissent et s'en vont armés sur les grandes routes rançonner les passants: il n'y a pas à s'y méprendre, voilà vingt chenapans qui sont de véritables gredins.

Mais au lieu de ces vingt brigands, supposez vingt capitalistes demeurant dans une grande ville où ils ont leurs affaires. Un beau jour ces messieurs se réunissent au point de vue de leurs intérêts. Ils sont propriétaires d'un nombre considérable de maisons; ils décident après un copieux diner, entre la poire et le fromage, qu'à partir du jour où les baux se renouvellent, ils augmenteront le loyer de leurs immeubles de vingt pour cent. Si je soutiens que c'est un vol indigne, que le peuple est usuré, laronné, pillé par eux; tous les réacteurs, tous les repus vont crier à la calomnie et dire que je pousse les citoyens à la haine et au mépris des gens, ils m'accuseront de ne rien comprendre à la liberté et diront que mon observation n'est que de la scélébratesse. Car le locataire, ajouteront-ils encore, est libre de changer de place, s'il trouve son loyer trop cher. Ils ne tiendront compte ni

de l'impossibilité de changer, par rapport à la clientèle, ni parce que cela nécessite de grands frais, ni parce qu'ailleurs ils trouveront une augmentation analogue, je serai un esprit inquiet, enchanté de bouleverser les notions du juste et de l'injuste.

— On doit pourtant être maître de faire ce qu'on veut de sa propriété : ou ce n'est pas la peine d'en avoir une.

— Je suis entièrement de cet avis.

— Eh bien ! Alors ?

— Aussi conclus-je contre celle qui n'est pas la rétribution de la valeur ajoutée à un objet par du travail. Mais je continue. Vingt autres capitalistes trouvent que les millions qu'ils ont obtenus de leurs actions dans les chemins de fer, dans les houilles, dans les mines, haut-fourneaux, usines, fabriques, magasins, entrepôts etc., ne suffisent pas au luxe de leurs dépenses ; ils décident qu'à partir de telle époque les prix des transports et des autres produits de leurs monopoles seront augmentés et le prix de la journée de leurs employés diminué. Dire encore que c'est une injustice ; c'est être injuste soi-même ; c'est méconnaître la loi du marché ; c'est attenter à la liberté, c'est être anarchiste. On ne devient criminel d'après les gens bien pensant que lorsqu'on a l'affreux courage de s'exposer à la vindicte des lois, en attaquant des gens qui, après tout, peuvent se défendre. Quant aux capitalistes qui, pour augmenter leurs revenus, vont sans crainte et sans remors, être la cause de la non

prospérité et même de la misère de plusieurs milliers de familles ; oh ! ceux-là : c'est tout ce que la société a de plus respectable ; de plus digne et de plus sacré ! Ils représentent l'ordre, la religion la morale etc. Ne rendent-ils pas d'immenses services au pays ? Ne font-ils pas l'aumône aux malheureux ? Ne créent-ils pas des hospices pour ceux qui se sont usés à les enrichir ? Ne s'intéressent-ils pas au salut du peuple dans l'autre monde encore plus que dans celui-ci ? Que veut-on de plus ? On doit leur savoir gré de tout le bien qu'ils font : car, après tout, ils pourraient très bien ne pas le faire : il n'en serait rien de plus. Et puis c'est si beau la RECONNAISSANCE.

Ce pauvre public, quand donc comprendra-t-il que tout ceci existe, parce que les travailleurs ne savent pas produire et répartir la richesse d'une façon autre, quoique le moyen en soit simple, aisé et tout trouvé.

— Ce que vous dites est vrai, jusqu'à un certain point ; mais la faute en est elle seulement imputable aux propriétaires, aux capitalistes ! Ne sont-ils pas pris dans l'engrenage, comme tout le monde ? Et les travailleurs ne font-ils pas la même chose, quand ils portent leur argent à la caisse d'épargne, pour en tirer un intérêt ? Ceux qui le leur paient, cet intérêt, ne sont-ils pas obligés de faire valoir leurs fonds et d'en tirer un taux plus élevé, que celui qu'ils paient, afin de s'indemniser de leurs peines et de leur responsabilité ? Ne cherchent-ils pas

aussi à faire de leur métier un monopole, par exemple, lorsqu'ils ne veulent pas que dans leur partie, on fasse d'apprentis; n'usent-ils pas de privilèges, lorsqu'ils défendent qu'on emploie dans leur atelier un pauvre ouvrier qui n'est pas compagnon conformément au règlement de leur société particulière.

C'est la crainte du lendemain, me direz-vous, qui les poussent à ces iniquités; sans doute, mais alors puisque les uns ne sont pas plus purs que les autres, pourquoi ces récriminations qui ne servent qu'à obscurcir le problème et à en retarder la solution. Ils en sont encore à Saint-Paul. Ils crient comme lui : mort au pécheur; plutôt que de dire : mort au péché, mais respect à mon semblable, au pécheur. Puis pourquoi, au lieu de cesser leurs travaux et de se fâcher contre des gens qui ont tout intérêt à leurs violences et ne demandent pas mieux que de les voir toujours en colère, n'étudient-ils pas les questions de travail et d'échange, afin d'en commencer l'application dans leur intérêt.

Je vous avoue que je n'ai jamais compris, pourquoi, au lieu de se mettre à produire pour eux-mêmes, ils organisent des grèves formidables, puis se précipitent, sans y regarder à deux fois, dans cette impasse économique, qui d'abord les prive de leur aisance et nuit également à toutes les autres productions, en rendant l'échange des produits moins considérables. Je me suis toujours demandé aussi, pourquoi, lorsqu'ils ont résolu de cesser leurs travaux, ils se

rendent en masse, dans les rues, s'y promènent, y attirent la police et les soldats qui sont enchantés de les arrêter et de les frapper, plutôt que de rester tranquilles : ce qui vexerait infiniment leurs opposants qui comptent plus sur leurs excès de violence, pour avoir raison d'eux, que sur l'injustice de leurs plaintes.

— Depuis quelques années les travailleurs ont engagé la lutte contre les capitalistes par les grèves.

Ces premières escarmouches contre le patronat ont coûté cher aux ouvriers; c'est vrai; mais leur eussent-elles coûté encore plus cher, il ne faudrait pas s'en plaindre: elles leur ont appris à s'unir et à solidariser leurs intérêts, ce qui est immense; et on peut les considérer comme ce qui a été fait de plus utile pour leur affranchissement.

C'est du reste tout ce qu'on pouvait attendre de bon des grèves, n'étant par elles-mêmes qu'une impasse économique au bout duquel les travailleurs ne trouvent souvent qu'un excès de privations.

Aujourd'hui que ce résultat est obtenu, que la solidarité est comprise, il est temps pour les travailleurs de passer à un autre mode d'action qui, comme les grèves, n'épuise pas toujours leurs caisses de prévoyance, mais qui au contraire, en utilise les fonds en créant des centres de consommation, de production et d'échange, où ils pourront se grouper et travailler, selon leurs aptitudes et leurs fonctions, jusqu'au jour

où il feront la grève générale, celle qui doit être et qui sera la dernière.

Celle où tous les travailleurs, à un jour fixé, refusant de travailler chez les patrons, parce qu'ils sauront où aller pour utiliser leurs bras, diront : je ne travaille pas, non parce que je trouve mon salaire insuffisant ; je ne travaille pas, parce que je veux être mon maître et ne plus enrichir d'autres que les miens.

Si ce jour là, qui est plus rapproché qu'on ne le croit, la bourgeoisie n'est pas blessée à mort et les spéculateurs anéantis pour jamais, il faudra que le peuple soit bien sot et qu'il n'ait aucune volonté ferme d'augmenter son bien être ; car il aura pu être son maître et il ne l'aura pas voulu. Il ne l'aura pas voulu, parce qu'à l'Égalité il aura préféré l'aléatoire d'être valet, ou d'en avoir à son service. Quelle immoralité s'il était joueur à ce point là !

Ce que je viens de dire des grèves paraissait une opinion nouvelle il y a quelques années ; aujourd'hui elle est devenue celle de toutes les associations internationales.

Partout les ouvriers qui ont organisé des sociétés de résistance se sont aperçus que les grèves ne résolvait aucune question économique en litige, qu'elles n'étaient qu'un moyen dispendieux de guerroyer ; et que lorsqu'ils sortaient vainqueurs de la lutte, ils étaient plus harrassés et plus pauvres que les vaincus. Partout ils ont donc pensé à user d'un autre moyen pour combattre le patronat et à utiliser, si non tous les

fonds, car ils peuvent encore dans certains cas être obligés de faire grève malgré eux, mais du moins une partie à produire pour leur compte, et à faire au patronat la plus terrible des guerres, celle de la concurrence, par le refus du travail et par l'abolition du tant pour cent qui lui incombe et dont il s'enrichit aux dépens de tous.

Déjà beaucoup de sociétés ont proposé de distraire vingt-cinq pour cent des fonds des caisses de résistance et de les affecter à la création de quelques centres de consommation tels que magasin, bazar, entrepôt où l'on tiendrait à la disposition du public un peu de tous les produits qui se consomment et se fabriquent dans le pays.

Le second pas qu'on ferait dans cette voie serait de créer des centres de production, aussitôt que l'écoulement de n'importe quel objet offert au public serait régulier et assez considérable pour alimenter le travail d'un atelier.

Dans ces ateliers sociaux, tous les membres des sociétés pouvant y travailler devraient y passer chacun à leur tour, afin d'en comprendre la marche et d'en étudier les rouages, pour qu'à un moment donné, lorsqu'une grève serait décidée, tous ou presque tous puissent y trouver de l'occupation et y rester même afin d'y consommer l'abolition du patronat.

Tout ceci est simple comme deux et deux font quatre. Pour accomplir cette œuvre, il ne faut que le vouloir. Que le peuple le veuille ; ce sera. Et pour détruire les privilèges de l'industrie et établir l'égalité des conditions ; il lui

faudra moins de temps qu'il n'en a fallu aux chemins de fer pour avoir raison des grandes routes, du roulage et de leurs diligences pleines de voyageurs.

— Pourquoi, si cela est si aisé, les journalistes ne le recommandent-ils pas à leurs abonnés

— Parce que les journalistes ont fait de la presse qui devrait servir seulement à l'élaboration des idées; un monopole artificiel de la pire espèce.

Le journalisme, ce quatrième pouvoir, est devenu délateur et a fait le plus vil métier de la terre. La plupart de ses propriétaires ne l'ont exercé et ne l'exercent qu'en vue d'obtenir par leurs bassesses ou leurs méchancetés, un lucre mal acquis et des distinctions imméritées. Aux mains des capitalistes, les journaux ne sont améniteux que pour les leurs et le peuple n'est à leurs yeux qu'un tas de brutes, d'incendiaires et de pillards,

— Est-ce que vous n'êtes pas pour la liberté de la presse ?

— Est-ce que vous prenez les infamies que débitent les journalistes pour la liberté de la presse, par hasard ?

— C'est cependant par leurs attaques et leur discussions quotidiennes sur la politique que le public se forme une opinion et va au progrès.

— En effet cela devrait être ainsi. Les journalistes auraient pu jouer ce rôle, certainement ; mais ils ont préféré s'avilir et déshonorer leur plume en la faisant l'humble servante de l'aristo-

cratie du capital. Ils en sont devenus eux-mêmes les victimes ; car aujourd'hui ils ne sont plus que des manouvres noircissant du papier pour manger et élever leur famille, des salariés forcés, s'ils ne veulent pas jeuner, d'obéir à des capitalistes qui les commandent, les paient et fort souvent les méprisent.

La Presse, ce rempart de l'honneur, cet asile sacré de la conscience et de la vérité est devenue par leur faute, un lupanard plunitif, où l'injure et le mensonge s'escomptent à tant la ligne.

Par absence de dignité, ils ont fait du journalisme une entreprise de chantage, où leurs patrons n'étant plus que des capitalistes, ont récolté des millions, avec lesquels ils ont monopolisé les nouvelles et les moyens directs d'influencer l'opinion publique ; comme leurs confrères en capitalisme avaient déjà monopolisé le crédit, la production et l'échange.

Aujourd'hui, les propriétaires de journaux peuvent impunément, si c'est leur intérêt de le faire, tromper, mentir, dénoncer, dénaturer les faits, faire du tort aux particuliers, les ruiner même, sans que le peuple qui se croit souverain, puisse l'empêcher. Chaque citoyen est aussi bien à la merci de ceux qui lui façonnent l'entendement qu'à la merci de ceux qui l'occupent et le salarient. Quand donc les peuples comprendront-ils qu'il n'y a de souverain que celui qui est libre de dire et de faire, selon ses aptitudes physiques et morales, ce qu'un autre peut dire et faire aussi. Il serait grand temps qu'il y réfléchît,

s'il ne veut pas voir avant longtemps le paupérisme et la prostitution dévorer ses enfants.

— Peut-on remédier à cela ?

— Oui ! Selon moi, si à l'avenir, les travailleurs forment des réunions et choisissent parmi les plus honnêtes d'entre eux les citoyens appelés à remplir les fonctions publiques de la société actuelle. Il faut qu'ils aient des journaux à eux, dirigés par eux seuls, qui publient le résumé de ce qui a été dit et fait dans leurs réunions relativement à leur émancipation. Il faut, que tout en respectant les personnes et en rendant justice à qui le mérite, ils attaquent sans ménagement tout ce qui leur paraît injuste, abusif, et défectueux, ils fassent connaître leurs besoins journaliers, servent leurs intérêts, défendent leur souveraineté individuelle et collective, réclament leurs droits aux instruments de travail et à la distribution de la richesse, en raison de leurs services rendus ; si non, avant peu, ils regretteront qu'il n'y ait plus d'Iroquois voisins pour aller vivre libres parmi eux.

— Alors, selon vous, la polémique des journaux est inutile ?

— Elle est plus qu'inutile ; elle est immorale et corruptrice.

— Vous êtes bien sévère.

— Les journalistes, sauf quelques exceptions, sont si peu à la hauteur de leur mission qu'ils ne se doutent même pas de l'œuvre que le dix-neuvième siècle a à accomplir. Œuvre qui est la continuation de celle du dix-huitième que la France

n'a cessé de poursuivre et de propager.

C'est la France qui la première a posé la question sociale ; vous me l'avez dit.

— Oui à elle cet honneur ; c'est le seul qui lui reste, le seul qu'on ne peut lui ravir, ni lui disputer. Babeuf, Fourier, Saint-Simon, Infantin, Pierre-Leroux, Proudhon, Considérant, Comte, Louis-Blanc sont éminemment français, et c'est grâce à eux que la question sociale est posée dans le monde entier. Quelques uns d'entre eux ont fait plus que de l'indiquer ; ils en ont tenté l'application. Toutes ces tentatives, tous ces projets, tous ces essais ont été et sont encore lettre morte pour les polémistes. Il leur faut des expédients, rien que des expédients.

Y a-t-il une loi qui doit régler mathématiquement la distribution des richesses de façon à ce que chacun soit rétribué au prorata de ses efforts ? Que leur importe !

Cette loi est-elle violée, ou seulement gênée par les mesures qu'ont déjà prises ceux qui sont à la tête du gouvernement ? Est-ce que cela les regarde ?

Les mesures que des membres d'un gouvernement prennent, peuvent réduire les travailleurs à la misère et placer leur nation au dessous de ce qu'elle pourrait être réellement ? Est-ce qu'ils s'en inquiètent ?

Insulter les faibles, tomber sur les vaincus, aboyer comme des chiens, après tous ceux qu'un trop maigre salaire atrophie, à la bonne heure, voilà qui leur va, qui est facile à faire et qui

leur est surtout toujours bien payé.

Cependant le jour n'est pas éloigné où ces malheureux devront s'apercevoir qu'ils ne sont rien, absolument rien qu'une plume flexible payée à tant la ligne ou tant la semaine, pour crier ceci ou cela au gré du BOSS, car ils ont un boss, tout comme le plus pauvre des prolétaires.

Ma dignité, disent-ils quelquefois en se comparant aux autres salariés qui ne tiennent pas la plume.

Elle est belle la dignité de ces grands polémistes, surtout s'il leur arrive une fois par hasard d'avoir écrit quelque chose de généreux.

Tenez en voilà un échantillon. C'est un petit dialogue qui a eu lieu à Paris en 1861 et qui a dû se répéter un peu partout.

LE BOSS. — Mon cher rédacteur, vos articles sont bien tonnants depuis quelques jours, il faudra dès demain y mettre une petite sourdine.

LE POLÉMISTE. — Mon cher patron, j'étais indigné, et croyez que je me suis contenu. Ma conscience a fait à la douceur et à la bienséance, toutes les concessions dont elle est capable.

Le Boss. Mon cher rédacteur, je respecte infiniment votre conscience, oh très infiniment, mais il n'en est pas question ici.

Le Polémiste. Comment ?

Le Boss. Non, Mes abonnés n'aiment pas qu'on les dérange de leur tranquillité quotidienne dans laquelle nous les avons habitué à se délecter; voilà tout.

Le Polémiste. Mais, cher patron, quand les

événements vous font bouillir le sang, que la honte vous monte au cœur et le rouge au visage.

Le Boss. Mon cher rédacteur; je vous ai déjà dit qu'il ne s'agit ni de votre cœur, ni de votre sang, ni de votre conscience, mais de ma caisse, or vous comprenez ?

Le Polémiste. Je comprends.

En présence d'une scène qui se répète tous les jours pour eux, qu'attendent-ils pour se rallier à la cause du socialisme qui, lui, place la dignité humaine, au dessus de tout.

Ils ont beau regimber, le problème est posé. Il n'y a plus de milieu : il faut être le loup ou le chien de la fable. Hélas ! les malheureux ! leur choix est fait : c'est le chien qui l'emporte. Aussi aboient-ils après tous ceux qui s'indignent, se soulèvent et s'insurgent contre l'injustice.

— Vous admettez bien que les gens qui s'insurgent n'ont pas toujours raison de le faire ?

— Non ! Je ne l'admets pas, car on a toujours raison de s'insurger lorsqu'on croit qu'une injustice a été commise, on peut se tromper, l'erreur peut avoir des conséquences graves et forcer la société à prendre des mesures de coercition pour empêcher de grands malheurs ; mais parce que l'insurgé se sera trompé et aura été vaincu, je n'admets pas qu'on ait le droit, le combat terminé, de le mépriser et de l'assassiner comme les horribles bandits qui commandaient l'armée de Versailles ont fait à Paris, lorsqu'ils ont eu désarmé sa population.

On ne s'insurge pas, pour le plaisir de s'insurger, ne l'oubliez pas ; et il faut avoir du cœur pour aller à la barricade où l'on est égorgé, si l'on est pris et emprisonné, exilé, transporté, si l'on s'en échappe. Il faut s'être indigné contre l'acte arbitraire d'un tout puissant ; et cette vertu est rare. Ne s'indigne pas qui veut. Les lâches ne s'indignent jamais.

Aussi entendez-les s'appeler : les modérés, les hommes d'ordre, les honnêtes gens : le contraire de ce qu'ils sont. Ils forment cette lugubre cohorte monarchique qui aime à lécher sans inquiétude le sang qui rougit la terre de Satory. Ils se délectent à le voir couler chaque semaine ; ils se gardent bien d'amener à leurs condamnés toutes leurs victimes politiques à la fois, ce serait trop vite fini, mais quelques uns de temps à autre, afin d'en savourer le plaisir plus longtemps : et en effet, voilà vingt mois que cela dure.

Horreur ! Malédiction sur ces bêtes fauves ! Et on parle de civilisation, de justice !

Il n'y a plus de justice, où l'humanité est sourde à la voix de l'innocent, où une assemblée descend si bas dans l'ignoble, où ses membres trahissent leur mandat, usurpent l'autorité et sont hostiles à toutes les aspirations généreuses de la population, à toutes les réformes qu'elle réclame. Il n'y a plus que la guerre civile en perspective. Ils appellent le combat ; ils croient leurs bourreaux prêts et en nombre, leur rage à la hauteur de leur dernière tuerie ; à ces hobereaux, il leur faut la guerre des rues pour

effrayer les grandes cités, décimer le peuple, l'avachir, l'abêtir, afin qu'un roi puisse leur faire des pensions en rapport avec leur infamie et leurs bassesses, pendant les quelques années qui leur restent encore à vivre.

Les misérables ! Ils ne comprennent pas que la lutte qu'ils appellent viendra trop tôt pour eux : car cette fois elle n'aura plus lieu, comme par le passé, entre leurs militaires et le peuple ; mais contre eux directement.

La lutte armée entre gens qui ne s'en veulent pas est stupide. Désormais c'est à l'ennemi direct qu'il faut viser, sans faiblesse comme sans vengeance, du reste en leur faisant justice, les criminels seront assez punis.



— La nécessité d'organiser la production et la distribution des richesses sur une base scientifique nouvelle, étant donnée; comment le public peut-il s'y intéresser et s'en rendre compte, s'il n'a rien devant les yeux pour le convaincre de sa possibilité?

Ainsi moi qui vous écoute, avec déférence et envie de savoir, avec la bonne volonté de trouver dans le socialisme une solution pratique, je comprends bien que les personnes qui travaillent la terre, que vous appelez fonctionnaires agricoles, ne sont propriétaires, ni de la terre, ni des fruits qu'ils en ont tirés; que la récolte soit abondante ou presque nulle, ils n'en sont pas les maîtres: ils n'ont que la rétribution qui a été adjugée pour le travail qu'ils ont eu à faire et fait, dont le prix même a été fixé par l'offre et la demande générale.

Je m'explique également que ceux qui travaillent aux bâtiments, dans les usines, dans les fabriques, etc., que vous appelez fonctionnaires manufacturiers, ne sont propriétaires ni des ateliers, ni des machines, ni des outils, ni des produits qu'ils ont façonnés: ils sont convenus de faire le travail dans telle ou telle condition, moyennant tel prix, prix débattu par la concurrence: ce prix est le fruit de leur travail, et ils n'ont à eux que cela.

Je devine pareillement que ceux qui rendent des services, soit en professant, en écrivant, en procurant quelque plaisir au public, soit en arrangeant, en surveillant, en échangeant, etc., ne sont propriétaires d'aucune des choses nécessaires à l'exercice de leurs fonctions; ils sont convenus d'enseigner, de surveiller, d'arranger, d'échanger, etc., connaissant les conditions du travail à faire, moyennant tant par heure: ce prix leur a été accordé en concurrence de tous ceux qui, les conditions de capacité remplies, ont prétendu au même travail. Cette rémunération est le fruit de leurs efforts; ils peuvent en disposer pour tout ce qui s'acquiert d'utile et d'agréable. Je me rends très bien compte que ceux qui voyagent, conduisent, naviguent, chassent, pêchent, gardent, combattent, etc., n'ont rien en propre de ce que la société met au service de leurs fonctions; ils ont pris l'engagement de voyager, de naviguer, de conduire, de chasser, de pêcher, etc., dans des conditions connues et acceptées par eux en concurrence de leurs rivaux.

Cette rétribution est le fruit de leurs peines et ils en sont les maîtres absolus.

Je jugé également que chaque produit, chaque service, qu'ils proviennent du travail d'un seul, ou de plusieurs, s'échange, non contre du métal, mais contre un bon d'échange, et que ces bons d'échange sont distribués de façon à faciliter autant que possible le paiement des producteurs dans quelque travail que ce soit; afin que les efforts de l'homme qui travaille à l'érection d'un

bâtiment, d'un chemin de fer, d'un navire, d'un objet enfin qui demande des mois entiers, avant d'être achevé, lui soient payés dans les conditions les plus régulières et les mieux à sa convenance. Il est de l'intérêt de la société d'agir ainsi : car si, parce qu'ils produisent des objets plus longs à être achevés, quelques travailleurs éprouvaient de l'ennui, un retard quelconque à recevoir la rétribution qui leur est due pour du travail fait sur un objet non achevé ; la production ne pourrait en être faite qu'à des prix onéreux.

Je me rends compte de tout cela. ; mais sans voir clairement comment cela peut fonctionner, ni par où on peut commencer.

— Je croyais vous avoir dit que le travail se ferait généralement dans des conditions égales pour tous devant la production et dans des centres sociaux, où par leur intermédiaire ; et que chacun pour travailler avantageusement n'aurait qu'à choisir dans les différentes industries les travaux qui conviendraient le mieux à ses aptitudes, à ses goûts, à ses intérêts.

— Cela ne m'explique pas comment les travailleurs auront des ateliers et pourront choisir les travaux qui leur conviendront le mieux.

— Il me semble que cela découle de soi et que les instruments de travail ayant été mis à la portée de tous, les produits n'ont plus de difficulté à naître.

— C'est clair pour vous peut-être ; mais pour moi la question a encore besoin de jour.

— Vous m'obligez à me répéter.

— C'est en répétant vos arguments que je verrai si vous êtes logique, et que l'idée entrera plus profondément dans mon cerveau : car une idée est comme un clou, a dit Voltaire ; on ne l'enfoncé dans l'esprit des gens qu'à force de frapper dessus.

— Alors, continuez vos questions.

— Pour produire il faut des capitaux et vous ne voulez plus de capitalistes. A une société qui fournit des instruments de travail aux producteurs il faut un pouvoir actif, ayant d'immenses revenus et vous supprimez les impôts et le gouvernement : vous êtes *Atercrate*. Puis comment diviserez-vous le travail, sans une organisation industrielle dirigée par des hommes qui aient une part lucrative dans l'entreprise et procurerez-vous des machines à l'industrie, s'il n'y a point de chefs intéressés à les acheter, à les perfectionner, à les faire marcher, enfin à y trouver un large profit ? Direz-vous comme Sismondi, que les machines ont fait le malheur des artisans et que leur non existence ne serait pas si funeste ;

— Je ne dirai rien de tout cela. Ce serait vouloir refaire le passé : ce qui est impossible ; mais je vous répondrai que pour avoir des capitaux, des machines et diviser le travail pour produire d'avantage, il n'est besoin ni de capitalistes ni de pouvoir exécutif, ni de chefs qui en fassent leur profit.

Voyons, comment vous allez faire sans eux.

— Démontrer aux producteurs que la division du travail et l'introduction des machines dans l'industrie, quoique, constituant un progrès réel pour l'augmentation de la richesse sociale, leur sont funestes, c'est complètement oiseux. Ils s'en sont aperçus les premiers. Témoin les nombreuses révoltes qui ont eu lieu à presque chaque fois qu'on a introduit dans leurs ateliers une machine nouvelle.

Leur faire comprendre que les machines comme tous les autres progrès dans l'industrie, leur sont funestes, parce qu'au lieu d'être établies au profit des travailleurs, elles fonctionnent dans l'intérêt seul des capitalistes, c'est à moitié fait.

Mais leur démontrer comment il est possible d'avoir des ateliers, des machines, des outils et de la matière première à transformer, chose qui exigent de nombreux et immenses capitaux, en se passant de l'aristocratie du capital, voilà qui est entièrement à faire.

Capital et capitalistes signifient la même chose pour la plupart d'entr'eux, et cette confusion nuit à l'élucidation du problème.

Or, ce qu'il est d'abord urgent d'établir, c'est que tout socialiste qui lance l'anathème au capital, fait une fausse manœuvre, puisque on ne peut rien faire sans lui. Car tout est capital, dans ce qui sert à la production, jusqu'à l'habileté, au savoir même de l'ouvrier.

Ce qu'on veut proscrire, ce n'est donc pas le capital, mais ses abus : ses abus qui, par l'intermédiaire d'une aristocratie parasite, appau-

vrissent le producteur, et causent souvent la déchéance d'une nation entière.

Ainsi, attaquer le capital, tenons nous le bien pour dit, c'est plus qu'inutile, c'est bête. Lui arracher les dents, comme on disait en 1848, c'est-à-dire empêcher un homme, quelque riche qu'il soit, de maîtriser le crédit public, et d'entraver la production en la rendant rare et chère sur la place : voilà le premier pas.

Subalterniser le capital à la production, et n'en faire que le serviteur du travail, voilà le but à atteindre ; mais aussi : voilà le difficile.

Ce n'est pas que la difficulté soit dans les faits à accomplir. Rien ne serait plus aisé et plus vite fait si l'on voulait, mais on ne veut pas. Et quand je dis qu'on ne veut pas, cela s'entend des gouvernants, des politiciens, et des détenteurs des capitaux.

La plupart des gouvernants et des politiciens ne le veulent pas, parce qu'ils jouent, spéculent et bénéficient sur les oscillations des valeurs cotées à la bourse.

Les fortunes scandaleuses réalisées par les hommes politiques au pouvoir, dans tous les pays, en sont la preuve indéniable.

Ce n'est pas en faisant des économies sur leurs appointements ; mais par des tripotages de bourse, par des primes, des pots de vin, par toutes sortes de moyens non avouables, dans des entreprises malhonnêtes, dans des affaires financières véreuses, qu'ils ont acquis leurs richesses. Et certes, ils ne sont pas prêts à y renoncer.

Quant aux riches capitalistes, comme ils sont et seront les maîtres de l'Europe, aussi longtemps que la République sociale n'y sera pas établie, il n'y pas de danger qu'ils demandent à changer quoique ce soit à un système politique qui leur est si profitable.

Ne sont-ils pas, comme l'a fort bien dit Tousse-*nel*, les *Rois de l'époque*? Si la guerre éclate entre deux nations, n'interviennent-ils pas pour jouer le rôle de la vieille providence? Celle des deux nations qui a besoin d'argent pour s'armer et se munitionner ne s'adresse-t-elle pas à eux? Et ne prêtent-ils pas de préférence à celle qui leur offre le plus de sécurité et les plus gros bénéfices, vint-elle même ravager le pays qu'ils habitent.

Les capitalistes n'ont jamais été et ne seront jamais d'aucun pays; s'ils ne sont des exceptions. Dans l'antiquité, ceux de Carthage prêtèrent, dit-on, de l'argent aux Romains pour envahir leur patrie, par esprit de lucre, et avec l'espoir d'en être épargnés, pour prix de leurs services rendus à l'ennemi; ceux de France en prêteront demain aux étrangers qui s'apprêteront à guerroyer contre elle.

Ils pourront en prêter aux deux nations également, dira-t-on, mais ils pourront favoriser l'une plus que l'autre, or comme l'argent est le nerf de la guerre, et que celui à qui on l'aura refusé, ou à qui il en aura été prêté le moins, sera placé dans une position plus désavantageuse, en supposant qu'il ne soit pas battu, sa victoire

lui aura coûté plus de temps et plus d'hommes.

En présence d'une aristocratie maîtresse des moyens d'action, non seulement dans l'industrie, mais encore dans la guerre, les peuples ne sont plus les arbitres de leurs destinées. Les capitalistes sont tout et ils sont convaincus que rien n'est plus légitime.

Ainsi les travailleurs n'ont donc rien de favorable à attendre ni des gouvernements, ni des politiciens, ni de l'aristocratie du capital: il faut qu'ils en prennent leur parti, et s'émancipent eux-mêmes.

Comment les travailleurs pourront-ils produire désormais la richesse, s'il n'y a plus de patrons pour les occuper dans leurs ateliers?

Dans des centres sociaux de production dirigés par des hommes de leur choix, avons nous dit, et dont les fonctions dirigeantes devront être essentiellement temporaires.

Comment la richesse sera-t-elle distribuée, lorsqu'elle aura été produite sans le concours des capitalistes?

Au prorata mathématiquement déterminé à l'avance des travaux que chacun aura faits ou des services qu'il aura rendus.

Quelle loi présidera à sa distribution?

Celle de la plus stricte égalité.

Maintenant, comment arriver à cette manifestation socialiste du travail, par où commencer?

En suivant tout simplement cet embryon de constitution socialiste que je vais formuler et qu'aucune loi existante ne peut interdire ni con-

damner ; sauf à modifier, à réformer et même à refondre cette constitution à mesure que les progrès et les besoins de la société nouvelle l'exigeront.

#### Article 1<sup>er</sup>.

Il est établi une fédération entre tous les travailleurs.

#### Article 2.

Le but de cette fédération, (composée d'autant d'individus, de groupes et de sections que peuvent le nécessiter la diversité des industries et l'éloignement des lieux d'habitation), est :

1 D'établir l'union entre tous les travailleurs d'une nation et plus tard du monde entier.

2 D'organiser au moyen de journaux et d'imprimeries, une propagande active parmi eux.

3 De leur fournir la facilité d'acheter au prix de gros toutes les marchandises dont ils ont besoin dans les différents magasins ou centres de consommation, qui seront établis sur les divers points du territoire.

4 De créer des centres de production aussitôt que la consommation de n'importe quel article sera assez considérable pour en alimenter la quotidienne fabrication.

5 De les soustraire aux partis politiques qui, sous prétexte de défendre leurs droits, les dupent et font litière de leur émancipation. De les intéresser à leur cause, la seule importante et la seule vraie.

6 De se rendre maîtres partout des nomi-

nations aux fonctions sociales qui se font par le suffrage, afin d'assurer leur liberté d'action ; et de ne les décerner temporairement et sous condition qu'aux leurs, et qu'à ceux encore qui ont donné des preuves réitérées de leur dévouement à la cause du travail.

7 De créer une caisse fédérale.

8 De l'alimenter au moyen d'une imposition par tête, dont le montant devra être fixé par un comité fédéral *ad hoc* élu par tous les membres des sections ou composé d'un ou plusieurs membres des comités sectionnels, qui eux-mêmes, sont pris et renouvelés à tour de rôle tous les six mois.

— C'est un système, et un système qui mène au collectivisme d'abord et ensuite à la communauté, par conséquent qui annihile la liberté de l'individu :

— Examinons :

Quant à être un système, nul socialiste n'en peut avoir, par la simple raison qu'il est partisan du progrès, et qu'il est indubitable que ce qui est bien aujourd'hui ne répondra pas au mieux que demain voudra, et qu'il sera en droit d'exiger.

Cela ne peut pas conduire davantage au communisme, vu que le travail, qui n'est que l'application des facultés physiques et intellectuelles au façonnement d'un objet quelconque, est tout ce qu'il y a de plus personnel, de plus individuel : et qu'en rétribuant chacun selon son travail fait ou ses services rendus, on laisse l'individu complè-

tament maître du choix de son travail, et de l'usage de la rétribution qu'il en a reçue. Fût-il seul de son avis, en ce qui concerne ses manifestations personnelles, nul ne peut l'opprimer, lui faire faire ce qu'il ne veut pas; comme lui ne peut faire aux autres ce qui est injuste et à son seul profit.

Il n'y a donc pas de *communisme*, mais il n'y a pas non plus d'*individualisme* absolu. Car en laissant à chacun son entière liberté d'action et la libre rémunération de ses efforts, il est indispensable que les instruments de travail, tels que terre, ateliers, machines, outils, matière même à façonner, soient mis à la disposition et sous la responsabilité de chacun de ceux dont la fonction est d'en user.

De plus nous devons déclarer hautement et sans réticence aucune, que le travailleur ne peut avoir en toute propriété sur la matière qu'il a façonnée, que la valeur qu'il a ajoutée par son travail à l'objet et non l'objet lui-même.

Cela permet, pour peu qu'on y réfléchisse, de transformer le commerce et de livrer les objets presque à prix de coût aux consommateurs; excepté ceux provenant d'un monopole naturel, ce qui est assez rare; ou ceux provenant des qualités productives du globe, qui n'ont coûté aucun effort humain, quand il n'y en a pas assez pour satisfaire à toutes les demandes: surplus dont la société doit user pour couvrir ses dépenses générales en remplacement de l'impôt.

Pour ce monopole naturel dont j'ai parlé in-

cidemment et qui ne sera probablement payé qu'aux inventeurs, aux grands artistes, il y aurait peut-être quelque chose à chicaner. Pourquoi? Cela en vaudra-t-il la peine? Qu'est-ce que cela peut faire à la société qu'un de ses enfants, parce qu'il l'aura dotée d'une invention qui décuple sa richesse, soit largement rétribué?

Rien, car il n'y a pas là flagrante injustice.

Ce qui importe à la société, c'est que la rétribution donnée à un homme, ne lui soit pas donnée pour rien, et qu'il ne puisse s'en servir ensuite pour faire la hausse ou la baisse, pour maîtriser le crédit public.

Le capital servant à la reproduction de la richesse générale, n'étant plus le prêt de quelques individus, mais une réalité appartenant à la société qui en use pour créditer gratuitement et mutuellement le travail, ses abus disparaissent.

L'ouvrier a tout le fruit de son travail. Sa plus grande aisance lui permet de donner plus de temps à son instruction. Libre de penser et d'agir comme il veut, de travailler quand il veut, pour se manifester, il ne dépend plus que de lui-même. Et de tyrannique qu'il était pour le travailleur, quand il ne se prêtait que pour le bénéfice d'un seul, le capital devient son serviteur le plus cher et le plus dévoué.

Proudhon, qui n'était pas communiste, a justifié de la façon la plus éclatante les données économiques que je viens de vous exposer à propos du capital et des capitalistes, lorsqu'en

Mars 1849', dans son journal lePeuple, il voulut déterminer le crédit mutuel.

Le problème économique disait-il, consiste à organiser le crédit mutuel, c'est-à-dire, l'échange des valeurs individuellement créées, abstraction faite des objets qui en sont physiquement inséparables et qui les supportent toutes, et à substituer au commerce matérialiste; anarchique et insolidaire des choses, la circulation pour ainsi dire idéalisée des valeurs.

Un exemple fera ressortir la différence.

Lorsque le boulanger livre du pain à la taille au bottier, il lui fait crédit, non seulement des frais de fabrication de pain, frais qui constituent la valeur propre du boulanger, mais du prix de la farine, résultat spécial de celle du meunier, plus du prix du blé, produit spécial du laboureur, etc., valeur que lui, boulanger, s'est procurée moyennant argent, et dont il répond comme de la sienne propre.

Il résulte de là, que le crédit donné par le boulanger, dépasse de beaucoup la valeur qu'il peut lui-même fournir, et par suite que sa responsabilité commerciale est fort au dessus de sa capacité productive. La même chose arrive mais en sens inverse, pour le prolétaire ou le manoeuvre, qui travaille à la journée, ou à la pièce. Son gage payé, il ne répond plus de rien; il reste en dehors des relations du crédit et de l'échange. Sa responsabilité commerciale est complètement nulle, et c'est parce qu'il ne répond pas qu'il est, comme on dit, salarié,

valet ou prolétaire.

« C'est ainsi que procède le crédit unilatéral, le commerce anarchique et agioteur.

« Il s'agit donc, pour rentrer dans la vérité du principe mutuelliste, d'organiser l'échange et de solidariser la circulation, de telle sorte; que le crédit, et par suite la responsabilité pour chaque producteur, ne soit ni au dessus, ni au dessous de la production, car, sans cela, il faudrait dire que le crédit mutuel est une chimère, le socialisme un mensonge et la révolution un crime.

« La question ainsi posée semble, au premier aspect insoluble. En effet, la forme étant dans ce produit inséparable de la matière, et conséquemment la valeur n'existant pas hors de l'objet, il parait inévitable que le dernier producteur devienne responsable des valeurs créées avant lui, et remises entre ses mains. S'il est responsable de tout; il est juste que ses chances de gain viennent en compensation de ses chances de perte: par conséquent l'individualisme et l'insolidarité sont la condition nécessaire du commerce. En un mot, il y a par l'impossibilité de séparer la valeur d'avec l'objet, contradiction entre la responsabilité du crédit et la mutualité du crédit.

Mais cette contradiction n'est qu'apparente, et ce qui semble à la théorie former un objection invincible contre la mutualité du crédit, s'évanouit à la pratique. Il suffit pour résoudre la difficulté, en conservant pour chaque négociant

et industriel la responsabilité entière des valeurs qui sont entre ses mains, de ne lui demander crédit que pour la portion de valeur qui dans chaque objet, est le produit spécial de son industrie : c'est-à-dire, en d'autres termes, que, pour obtenir le plus, il faut ici demander le moins.

« Expliquons cela.

« Si, par exemple, le boulanger, au lieu de faire crédit de la valeur entière du pain, se bornait à faire crédit de la part de valeur que par son propre travail, il a incorporée dans le produit qu'on nomme pain, il s'ensuivrait :

1 Que sa responsabilité, pour les valeurs qu'il n'aurait pas lui-même créées seraient couvertes, puisqu'il aurait été remboursé de ces valeurs ;

2 Que le consommateur, au lieu de payer ou de devolr, par exemple soixante centimes pour un pain de quatre livres paierait cinquante centimes obtenant crédit ou remise du reste.

« Supposons, d'après cela, que le meunier, fasse crédit, à son tour, au boulanger, non du prix total des farines ; mais du prix de sa fabrication, qu'ensuite le laboureur fasse crédit au meunier, non du blé : mais des frais de labourage, que la même chose, enfin, ait lieu de la part de tous les producteurs sans exception, le crédit ne portant que sur la valeur créée par chacun d'eux, les autres frais étant tous réservés, on arriverait à un système de crédits, remises ou bonifications réciproques aussi faciles à concevoir dans la pratique qu'à démontrer dans la théorie.

« Or telle est précisément l'idée réduite à son

expression la plus élémentaire, la plus aphoristique, du crédit mutuel. »

— Qu'est-ce qu'il veut dire avec ces crédits faits alternativement par le laboureur, puis par le meunier, puis par le boulanger ? Mais, c'est un réseau d'opérations inextricables.

— Il veut démontrer que chaque producteur n'a droit qu'à la valeur que ses efforts ont donné à l'objet ; et c'est au moyen de sa Banque du Peuple qu'il simplifierait les échanges.

Du reste la suite répond à votre objection.

« C'est cette idée qu'il s'agit de construire, après en avoir opéré le contrôle et la vérification. Car il est évident que ce n'est point dans cet état de nudité native que je prétends offrir à la pratique sociale l'idée du crédit réciproque, un axiome n'est point une réalité, pas plus que l'équerre et le niveau ne sont des maisons, il faut analyser de nouveau l'idée, la retourner, la manœuvrer, la faire produire, en un mot, la construire, si l'on veut en connaître le sens et la portée.

C'est à cette construction, sans exemple, dans les fastes de la philosophie et de la science, que je puis désormais travailler sans distraction. »

Proudhon ne conclut pas, alors à une organisation du travail et de l'échange ; Il en fut empêché.

Accusé d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement de la Présidence de Bonaparte, il fut condamné à trois mille francs d'amende et à trois ans de prison, il ajourna, alors, la solution du problème économique, remit à plus tard l'ex-



plication des moyens pratiques d'y arriver, et malheureusement depuis il n'y est plus revenu.

— Je comprends votre donnée ; elle est claire, simple, facile pour beaucoup d'industries, manufacturières et circulantes ; mais, en ce qui concerne l'agriculture, je ne vois pas comment on peut l'organiser autrement qu'elle n'est.

L'agriculteur n'est pas facile à remuer ; et vous ne lui ferez pas comprendre aisément vos doctrines d'égalité qui font de la terre qu'il aime avec passion un instrument de travail pur et simple.

— Je vous répondrai pour la seconde fois que la propriété terrienne fera comme la propriété de la circulation, elle fondra devant la nécessité nouvelle de la société qui le veut ainsi, et voici comment sa disparition arrivera.

Je vous ai dit, à propos des grèves, que déjà les ouvriers avaient parlé d'affecter vingt-cinq pour cent des fonds de résistance à la création de quelques centres de consommation et qu' aussitôt que l'écoulement de n'importe quel objet offert au public serait assez considérable pour alimenter un centre de production quelconque on l'établirait. Eh bien ! nous y voilà. Si dans les bazars et magasins sociaux, parmi les objets de consommation qu'on tient à la disposition des acheteurs, il s'en trouve que l'agriculteur fournisse directement et dont la vente soit assez considérable pour créer un atelier agricole ; on achètera des terres et on l'établira. De même, si l'on vend assez de chaux, de plâtre,

de briques, de charbon, etc., on créera des briqueteries, des fours à chaux et à plâtre, on ouvrira des carrières, on creusera des puits, on fera pour l'industrie agricole de même que pour les cinq autres industries. Aussitôt qu'un produit sera assez demandé pour qu'on puisse le faire faire : que ce soit des chapeaux ou des briques, des souliers ou des fromages, du cidre ou des vêtements, de la bière ou du vin ; il sera de l'intérêt de tous, de fonder des centres de productions chargés d'en alimenter les centres de consommation.

Après un atelier, un second, puis un troisième, ainsi de suite, jusqu'à ce que l'organisation ait atteint toutes les industries et fini par englober la bourgeoisie.

Comme tout sera vendu dans les ateliers sociaux, sans autre surcharge du prix de coût que ce qui sera nécessaire à la création de nouveaux ateliers et de nouvelles industries, les prix seront tellement minimes qu'ils déferont toute compétition intéressée à les faire crouler.

Le bon marché des produits sera si grand en comparaison de ceux des autres vendeurs, que le public quittera le vieux négoce pour s'approvisionner dans les centres sociaux, tout comme il a quitté les diligences pour voyager sur les voies ferrées.

— Mais ce sera d'abord une ruine générale.

— Pardon, le général c'est le peuple, n'est-ce pas ? Or, comme ce changement sera fait pour son profit, la ruine ne sera donc pas générale.

La ruine atteindra les aristocrates du capital ; elle les supprimera comme l'établissement des chemins de fer a supprimé les capitalistes des vieux modes de transport et de circulation, et personne ne les regrettera, puisqu'ils seront devenus inutiles.

— Mais c'est aux deux tiers de la population du globe que vous allez faire changer ses rapports de travail et d'intérêts.

— Pourquoi pas ? On a bien fait sans le consulter, voyager tout le monde dans les wagons de chemins de fer et recevoir leurs nouvelles par le télégraphe. Pourquoi n'obligerait-on pas les citoyens à avoir graduellement plus d'aisance, plus d'instruction, plus de goût, moins de peines, moins de jalousies et moins d'inégalité entre eux. D'autant mieux qu'on ne forcera personne à donner ce qu'il a, pas plus qu'on a forcé les entrepreneurs de diligence de donner leurs chevaux et leur matériel pour rien. Le métier d'agriculteur est-il donc si parfait, que ceux qui travaillent la terre n'ait rien à envier, ni à réformer ?

L'agriculture faite par le paysan isolé, livré à lui-même est très dure ; et c'est à son excès de privations et de fatigues qu'il faut attribuer son peu de goût à se mêler des affaires qui le dérangent de son milieu.

Quoique le paysan lise peu et ignore les choses du monde qui n'est pas le sien, il est plein de bon sens et de finesse pour tout ce qui le concerne ; et si ce n'était l'accablement de ses nom-

breux travaux qui se répètent tous les jours et lui prennent tout son temps ; c'est de la campagne que sortiraient les intelligences les plus vastes et les plus nettes.

Aussi longtemps que l'agriculture sera faite, au profit des propriétaires riches qui afferment, métayent ou font travailler pour eux, les journées de l'agriculteur seront aussi peu rétribuées qu'abrutissantes.

Pour que l'agriculteur se relève, pour qu'il s'occupe un peu plus de lui-même ; il faut que la terre ne soit pour lui qu'un instrument de travail, qu'il s'engage, comme fonctionnaire, à cultiver ; il faut que son travail moins pénible et moins abrutissant lui laisse le temps de se soigner et de s'instruire, et que sa rétribution soit assez forte, pour lui permettre de se donner les moyens d'améliorer sa position et d'épurer ses goûts.

Il y a des gens qui s'imaginent aussi que lorsque les agriculteurs ne seront plus propriétaires du sol, sa culture sera négligée et faite avec moins de succès. C'est une erreur complète ; en voici la preuve. En 1868, en Californie, il s'est défriché douze cents acres de jachères, qu'on a mis en vignes. Quelques américains ayant vu une affaire dans ce défrichement organisèrent une compagnie qui avec quelques ingénieurs pour diriger les travaux de l'entreprise firent tout défricher en six mois. Les douze cents acres de terre furent achetés au prix de douze dollars l'acre, puis divisés en cinquante lots de

vingt acres ; le reste étant réservé pour les usages publics. Les cinquante lots firent cinquante actions qui, lorsque le sol fut défriché la rivière Santa-Anna canalisée, les drainages et les irrigations achevés, les vergers et les vignes plantés revinrent à quatorze cents dollars chaque action, qui trois ans après valait quinze mille dollars.

Si chaque agriculteur avait défriché son lot, il n'y aurait eu de fait, ni drainage, ni irrigation, ni canal, ni route, et au lieu de six mois, cela eut pris dix ans.

La propriété terrienne sera abolie, il n'en faut pas douter ; mais son abolition ne sera ni le résultat de la spoliation, ni d'un décret révolutionnaire ; mais simplement d'un développement industriel qui peu à peu envahira et transformera tout. Et si l'agriculteur n'est plus propriétaire de la terre, ni de ses produits ; mais seulement de la rémunération de ses efforts, il n'aura ni souci du lendemain, ni sinistre à redouter ; il aura temps pour tout.

— La propriété terrienne sera abolie. dites-vous, sans spoliation : ce n'est pas l'avis de ceux qui se plaignent de ses abus : ils ne parlent de rien moins que d'user de violence à son égard.

— Quelques exaltés, peut-être ; mais ceux qui ont étudié les questions économiques ne sont pas de cet avis. Ils savent qu'on ne les résoud pas de cette façon. Témoin Proudhon le plus rude adversaire de la propriété ; celui qui a le mieux montré son inanité et annoncé sa disparition,

lorsqu'il dit :

« Je proteste qu'en faisant la critique de la propriété, ou, pour mieux dire, de l'ensemble d'institutions dont la propriété est le pivot. Je n'ai jamais entendu, ni attaquer les droits individuels reconnus par des lois antérieures, ni contester la légitimité des possessions acquises, ni provoquer une répartition arbitraire des biens ni mettre obstacle à la libre et régulière acquisition par vente et échange des propriétés, ni même interdire ou supprimer, par décret souverain, la rente foncière et l'intérêt des capitaux.

« Je pense que toutes ces manifestations de l'activité humaine doivent demeurer libres et facultatives à tous : je n'admets pour elle d'autres modifications, restrictions et suppressions, que celles qui résulteront naturellement et nécessairement de l'universalisation du principe de réciprocité et de la loi de synthèse que je propose. »

Et en effet, on n'aura pas besoin d'interdire et de supprimer par décret souverain les institutions de privilège ; ce qui est contraire à la liberté et à l'égalité des conditions disparaîtra naturellement devant une nouvelle organisation sociale, mais seulement devant elle.

— Quand la récolte est faite, les objets industriels achevés, comme ils ne sont plus la propriété de ceux qui ont aidé à les produire, que se passe-t-il ?

— La société les reçoit, les emmagasine avec soin et les tient à la disposition des consommateurs. De cette façon la consommation s'accomplit par son intermédiaire, les marchés se disciplinent, tous les magasins, entrepôts et bazars sociaux s'alimentent les uns les autres et se solidarisent. D'où il s'ensuit tout naturellement un centre de correspondance et d'échange, d'un rayon plus ou moins étendu : centre d'où toutes les relations d'échange partent et viennent aboutir ; centre qui envoie chaque semaine, chaque jour à chacun des marchés correspondants la note de ce qui lui manque et la liste des objets qu'il a à écouler.

— Ici c'est au tour des marchands et trafiquants d'être supprimés. C'est logique. Une société où la qualité de propriétaire de terrains de forges, d'usine, d'ateliers, de manufacture, de fabrique n'a plus de raison d'être, ne peut comporter celle de négociant. Mais parce que le commerce ne se fera plus de propriétaire marchand à consommateur ; pensez-vous que l'échange des valeurs sera débarrassé des éléments antagonistes qui s'y trouvent ?

— C'est justement parce que les marchands ne peuvent faire du commerce qu'une spéculation, un jeu, que la justice les condamne et les supprime pour les remplacer par des centres sociaux de consommation qui font au grand jour, toutes leurs transactions et qui établissent le rapport égalitaire des échanges entre les producteurs et les consommateurs.

— Lorsque les denrées et marchandises emmagasinées et offertes à la consommation seront appelées à voyager ; comment arriveront-elles à destination ?

— Le transport et la distribution des marchandises se fera comme la démontré le citoyen Alfred Talandier : de la même façon que le transport et la distribution des lettres. Les chemins, les canaux, les wagons, les voitures et tout ce qui est du ressort de la circulation seront mis à la disposition de ceux qui auront accepté le prix que l'offre et la demande auront fixé pour en remplir les fonctions.

— Savez-vous qu'il n'y a pas de société où la concurrence joue un rôle aussi important que dans celle que vous me décrivez.

— Cela est vrai ; mais la concurrence ne sera plus ce qu'elle est actuellement, la lutte, la guerre entre les quelques uns qui possèdent et les masses qui n'ont rien ; elle devient au contraire intelligente, émulative, harmonisatrice ; car c'est elle qui pour mesurer les valeurs des objets par le temps de travail, établit une échelle comparative des différentes journées de travail.

L'heure de travail d'un forgeron vaut elle celle d'un surveillant de chemin de fer ?

L'heure d'un mineur vaut elle celle d'un barbier ? Question à résoudre par la concurrence.

La valeur d'un travail ajouté à un objet ou d'un service rendu étant déterminé par le temps, l'attention, les désagréments, les dangers mêmes qu'il a nécessités ; si l'un de ces quatre travailleurs cités plus haut, a couru dans l'exercice de sa fonction plus de danger, a eu plus de fatigues, a dû apporter plus d'attention à sa besogne, il est plus que probable qu'il en sera mieux rétribué : d'où l'on peut conclure, que toutes les fois que la concurrence mettra les travailleurs en présence de certains travaux aisés ou difficiles, doux ou pénibles, inoffensifs ou dangereux, il y aura une différence de rétribution en faveur des derniers.

— Vous tournez le dos à l'égalité des rétributions.

— Pas autant que vous l'imaginez. Par ce seul fait qu'une heure de travail rebutant peut être payé autant que deux et même plus d'un autre travail pour lequel vous avez plus d'attraction, la concurrence détermine combien d'heures de travail simple sont contenues dans une heure de travail complexe (avec qualité) et quoique ce soit l'offre et la demande qui règlent le prix des choses ; en dernière analyse, c'est le travail simplé qui devient le pivot de tous les prix de l'industrie en général. Maintenant, lorsque des écoles publiques et professionnelles,

pour distribuer la science et la pratique seront établies partout, que les hommes seront plus instruits, plus universels et plus aptes à faire les mêmes choses ; et, ce qui est indéniable, que l'extrême division du travail et les machines plus perfectionnées simplifieront et égaliseront les travaux, tout ne se rapprochera-t-il pas ? Les spécialités qui amoindrissent et crétinisent l'homme disparaîtront ; les difficultés pour produire diminueront ; un pas de plus ; le temps ne sera-t-il pas tout ?

— Vous m'avez parlé de l'offre et de la demande relative au travail à faire ; mais vous ne m'avez pas dit quelle influence elles exercent sur les denrées et marchandises offertes à la consommation dans les magasins, bazars et entrepôts, ni comment les échanges qui se font d'un point à un autre sont réglés. Les produits s'échangent contre des produits : cela est très-vrai ; mais ces produits ont un prix qui ne dépend pas seulement du travail qu'ils ont coûtés ; mais aussi de la demande générale qu'on en fait.

— Dans une société où les conditions sont égales, le prix de vente d'un produit dépend souvent de son abondance ou de sa rareté ou de sa qualité, aux quelles le travail ne peut rien. C'est ici qu'il faut que j'appelle votre attention sur les différences de valeur et de prix relatives à un objet de même genre.

Le vin de Pomard est préféré au vin d'Argenteuil, et cependant le vin d'Argenteuil a coûté autant de soins et d'efforts que celui de Pom-

mard. Si ces deux vins se vendaient au prix de coût, il est évident, il est même certain que ce serait le vin de Pommard qu'on achèterait d'abord. Il n'y aurait alors que les premiers d'amandeurs qui en profiteraient, et probablement le vin n'irait pas loin d'où il a été récolté. Ces premiers arrivés jouiraient seuls gratuitement d'une valeur qui appartient à tous; puisqu'elle est donnée par la nature et ils remplaceraient tout simplement les privilégiés de la fortune sans profit pour personne. Pour remédier à cela que faire alors? Les soumettre, comme tous les autres produits, aux fluctuations de l'offre et de la demande; et tout ce qu'on en obtiendrait au dessus du prix de coût, le verser dans la caisse chargée de payer les dépenses de sécurité, d'instruction, et autres dépenses générales qui sont couvertes aujourd'hui par d'absurdes et iniques impôts.

J'ai parlé des vins de Pommard et d'Argenteuil; mais j'aurais pu prendre pour exemple toutes les autres choses qui sont douées de quelques qualités provenant de la nature.

—Voilà la seconde fois que vous établissez la rente?

—Mais je vous le répète, elle est levée au profit de tous et sert aux dépenses de la société comme les Physiocrates l'entendaient.

—Je m'étais toujours imaginé que les socialistes la repoussaient.

—Les socialistes n'ont jamais contesté la vérité de sa loi décrite par Ricardo; ils n'en ont

repoussé que l'application telle qu'elle a été faite jusqu'à ce jour. La rente, a dit aussi Rossi, est la différence entre le prix du marché et les frais de production, entre le prix courant et le prix naturel des produits. De cette différence, il résulte un profit; ce profit les économistes le laissent aux capitalistes, les socialistes le donnent à la société, comme je vous l'ai déjà dit.

—Plus de rentes qu'à la société, partant plus de rentiers! Plus de crédit privé, plus de capitalistes! Plus de monopoles artificiels, plus d'oligarques regorgeant de millions; l'Egalité partout! Mais aussi point d'art, point de luxe, point d'idéal, point de progrès!

—Point d'art, point de luxe, point d'idéal, point de progrès, dites-vous? Est-ce que par hasard, ce serait la bourgeoisie qui en aurait le privilège exclusif? Mais c'est elle qui en est la plus dénuée.

Sur quoi repose l'art bourgeois? Sur rien! La bourgeoisie n'a plus d'idéal. S'enrichir pour boire, manger et cotillonner en paix; Voilà son but, son idéal. Son luxe est de mauvais goût et ne s'obtient que par le jeu et l'exploitation des prolétaires, ses progrès consistent à faire dix mille pauvres pour un riche qui ne sait même pas dépenser sa fortune, sans qu'on le méprise ou qu'on se moque de lui.

Vous parlez d'art; où est-il en dehors des aspirations égalitaires du mouvement palingénésique qui nous emporte et nous transforme en dépit de nos vieux préjugés? Où sont vos artistes

comme écrivains, comme sculpteurs, comme peintres, comme musiciens, vos génies créateurs enfin? Vous n'en avez point! Vos écrivains n'ont que du style, vos peintres que de la brosse, vos sculpteurs que du ciseau, vos musiciens que des réminiscences. Avec tout leur talent, toute leur habileté, ils ne créent rien de neuf. Ils n'ont ni originalité, ni génie! Et notez que nous ne leur en faisons pas un reproche : ils sont bourgeois, et le milieu dans lequel ils vivent ne leur permet pas d'être autrement.

Et en effet, que voulez-vous que soit l'art bourgeois, entre un ordre social qui s'écroule et une nouvelle société qui n'est pas encore capable de marcher seule? Que peuvent célébrer des artistes, autres choses que des regrets et des plaintes, puisque la bourgeoisie dont ils sont la moelle ne regarde que le passé qu'elle voudrait imiter.

Le passé! Voilà donc leur affaire! Aussi l'ont-ils chanté, l'ont-ils enjolivé, l'ont-ils recommandé! L'avenir! Ils en ont peur! Depuis 89, la Révolution est là, devant eux, qui grandit et se développe chaque jour; ils ne l'ont pas encore aperçue. Ils en sont au *statu quo*. Ils ne savent peindre et chanter que ce qu'ils voient : ils ne devinent rien. Ils disent très bien ce qu'ils disent, peignent, sculptent très bien ce qu'ils touchent; mais leurs œuvres n'apprennent rien! Ils ont renoncé à être les fils aînés de la civilisation; ils ne sont plus ceux qui vont en avant pour éclairer la marche de ceux qui suivent. Ils ne suivent même plus. Ils copient, imitent, ré-

pètent, refont, exhument avec talent; mais c'est tout!

En quoi consiste l'art? si ce n'est à réveiller, à faire naître même des sentiments élevés et à les fortifier dans le cœur du peuple, à relever sa dignité, à améliorer sa condition, à le guider vers le bien, en lui faisant aimer et approuver ce qui est juste, et mépriser ce qui ne l'est pas, en lui interdisant même l'abus de certains plaisirs qui bien qu'agréables et naturels, quand ils sont pris avec modération, sont nuisibles à la beauté et à la santé de la race humaine, lorsqu'ils sont excessifs : ce qui mène les peuples droit à la bestialité. Est-ce que le prétendu art bourgeois a ce but? Point! Il ne produit que ce qui se vend un bon prix, ce qui rapporte. Faire de l'argent! Voilà son dernier mot!

Loin de moi la pensée de blesser ces marchands; la société bourgeoise n'a plus d'artiste; il est plus que probable que je ferais comme eux; si j'avais comme eux la vente de mes produits; seulement je ne me dirais pas artiste, mais industriel.

— Mon cher, voilà une sortie qui est digne d'un Vandale. Parce que vous ne comprenez pas les artistes de notre époque, vous les niez.

— Je sais qu'on nous traite de Vandales et même de Barbares, parce que nous voulons détruire les injustes privilèges dont tant de gens profitent, changer le système politique, industriel et financier du pays et donner une meilleure direction aux arts; mais cela nous est fort in-

différent. Je ne sais, si je suis un Vandale ; mais ce que je sais bien : c'est que je verrai détruire presque toutes les œuvres, soit disant, morales, politiques, artistiques et religieuses, que je ne ferais rien pour l'empêcher. On dira que je suis un Vandale ! soit ! Je ne chicane pas sur le mot : je suis un Vandale ! Cependant j'aime la poésie, la peinture, la musique, la sculpture, le théâtre, tout ce qui est beau, grand, généreux, et je voudrais que la République protégéât tout cela, et prit soin de ses enfants chéris, les artistes et les savants ; mais je voudrais, aussi, qu'ils comprissent leur mission, qu'ils sachent qu'ils sont plus chers à l'humanité que les monarques, qui leur sont inférieurs et dont ils se font si sottement les valets ; que, s'il leur faut absolument un souverain, ils ne doivent le chercher que dans le peuple qui est en même temps leur juge.

Aujourd'hui puis-je être satisfait de leurs œuvres ? La plupart n'enseignent que l'abaissement de l'homme vis-à-vis de son semblable ! Ouvrez nos poètes, à quelques exceptions près, ils sont tous des flatteurs qui ne savent qu'encenser les rois et les louer des sottises qu'ils ont faites. Ici, c'est un compliment qu'ils font au chef de l'état sur l'esprit et le génie qu'ils lui supposent, là, c'est un pompeux récit de ses fêtes et festins que les travailleurs ont payés et qu'on fera canonner avec leur approbation, s'ils s'en plaignent. Plus loin, c'est l'éloge de ses vices qu'ils appellent des vertus, mais du peuple, de son travail, de ses espérances, de sa misère, de ses droits, de ses de-

voirs pas un mot. Le peuple ne donne pas de pension sur sa cassette. Il n'existe pas pour ces messieurs ! Si quelques fois ils s'en souviennent, c'est pour l'insulter, le traiter de pillard, d'assassin et d'incendiaire, et j'aurais du respect pour des œuvres pareilles. Non ! Je suis un Vandale !

Voyez les toiles de nos peintres et les statues de nos sculpteurs que représentent elles, généralement ? Des rois, des reines, des princes, des tyrans de toute espèce, de tous les pays, de toutes les époques et dans toutes les postures. S'agit-il d'une bataille qu'un roi ou un prince se soit trouvé dans les environs, avec ses maîtresses ou son directeur spirituel, comme Louis XIV ou avec de gais convives, à sabrer des galantines truffées et à prendre d'assaut des piles de bouteilles de bons vins rangées en ordre de bataille, le peintre qui a en perspective la récompense de son maître lui en fait tous les honneurs. Il le place au milieu de sa toile, sabrant, combattant d'estoc et de taille, quant aux malheureux soldats qui se sont réellement battus, qui n'ont eu que l'avantage d'être tués ou estropiés au service de leur patrie, si on les peint, on leur fait d'ignobles visages, et on les tient couchés dans les coins obscurs du tableau.

Si ce n'est pas d'un combat qu'il s'agit, ce sera alors du portrait de quelque cuistre tout étoimé de sa décoration et digérant admirablement bien, si l'on en juge par sa face rubiconde ; ou celui de quelque saint que le peintre exhibera pour nous prêcher d'exemple et nous encourager à l'i-



miter, bien entendu ; or ce saint lèvera les yeux au ciel, pour nous faire comprendre qu'il n'y a pas de joie ici bas pour nous, que nous n'avons qu'à travailler beaucoup, pour enrichir nos maîtres et que plus nous serons pauvres et malheureux ici bas, plus nous serons heureux la haut ! Consolation de dupes tout à l'avantage des repus, et qui est cause que les curés, les grands vicaires, les évêques, archevêques, cardinaux, et toutes les machoires de la sacrée et sainte boutique ont d'énormes bedaines, les doigts très-éfilés et très-déliçats, et sont les plus grands connaisseurs de bon morceaux. Et j'attacherais la moindre prix à de œuvres qui tendent à nous prouver que la misère ici bas est éternelle, inhérente à l'espèce humaine. Non, encore une fois je suis un Vandale !

Si des œuvres des écrivains, des peintres et des sculpteurs je passe à celles des savants ; si je jette un coup d'œil sur les monuments, les édifices, qui sont au milieu de nous, ne sont-ils pas par leur forme, par leur emploi et par leur direction, aussi hostiles à l'égalité des conditions, que les tableaux et les livres dont j'ai parlé. Les découvertes scientifiques de chaque jour, soit dans les arts mécaniques ou autres ne sont-elles pas, même, par leur application au profit d'un seul, détournées de leur véritable voie ?

Y-a-t'il un château qui ne rappelle un noble et ses débauches, un homme oisif devant qui tous se courbent et se taisent ? Un palais qui ne dise aux passants, ici les hommes sont maîtres

ou valets ; mais il y a cent valets pour un maître, et tous ces fainéants sont entretenus par le travail d'autrui ; un atelier qui ne commande l'obéissance, non aux difficultés d'un travail à exécuter, mais aux caprices de celui qui salarie les autres ; une église qui ne proteste contre la liberté et la dignité humaines, n'insulte à la raison par ses cérémonies et ne professe l'immoralité par ses confessionnaux ? Y a-t-il même une machine inventée pour accélérer et parfaire le travail qui soit mise au service de ceux qu'elle a la prétention de soulager ? Au lieu d'un bienfait qu'elle devrait être, n'est-elle pas toujours par son application égoïste leur plus terrible ennemie d'abord ? Si les savants qui l'ont découverte ou appliquée ont à lui donner un nom ne la baptiseront-ils pas du nom de quelque prince, ou ne lui adjoindront-ils pas la qualification de royal ou d'impérial, comme si le génie humain ne pouvait plus se manifester sans les princes ? Oh ! comble de platitudes !

Cependant quoi de plus beau que les arts ? Quoi de plus émancipateur que les sciences ? Mais appliqués comme ils le sont, qu'en attendre ? Rien ! Si ce n'est le perpétuel antagonisme du capital contre le travail, la soumission des travailleurs aux caprices et à la rapacité des capitalistes oisifs. Est-il donc étonnant, qu'en face de tant d'impostures et de contradictions, les Socialistes soient un peu Vandales ? Certes oui, ils le sont, Vandales, et ils doivent l'être pour tout ce qui est hostile à leur liberté et à

leur dignité, comme ils doivent être conservateurs passionnés de tout ce qui, de concert avec eux, coopère à l'affranchissement des travailleurs.

Les artistes, les vrais, les seuls vrais ne peuvent être qu'avec nous et parmi nous; car nous avons à créer un monde nouveau à qui il faudra une architecture sociale nouvelle, une société où la poésie, la peinture, la gravure, la sculpture, le théâtre, la musique, la gastronomie même, tout ce qui en un mot attire, charme, instruit et fait réfléchir prendra un nouvel essor, une direction nouvelle. Les villes actuelles, n'étant plus convenables pour les évolutions du travail seront transformées, abandonnées comme l'ont été les vieilles diligences, les vieux navires, depuis l'application de la vapeur; il nous faudra des communes nouvelles où tout sera grand, où palais, théâtres, gymnases, jardins, restaurant mêmes seront faits pour le peuple, au lieu de ne l'être que pour quelques riches particuliers; et, alors, l'art et les artistes ne manqueront plus de sujet.

— Les sujets ne manqueront pas; mais les riches pour les occuper et les payer manqueront.

— Si le travail donne également des produits, c'est-à-dire la richesse, pourquoi la richesse ne circulerait-elle plus? Elle circulera donc, mais plus disséminée, mieux répartie; et au lieu d'arriver aux artistes par la main des riches; elle y arrivera de tous les côtés directement et sans intermédiaire.

— Qui les fera travailler?

— Vous, moi, tous ceux qui auront du goût; et le peuple en aura plus qu'aujourd'hui, lorsque la société nouvelle aura établi son administration de surveillance et de temporaire initiative, et qu'il y aura des hommes chargés de veiller à l'instruction du peuple, à l'épuration de ses goûts, au développement de ses facultés physiques et intellectuelles, tout comme il y en aura de chargés de veiller à ce qu'il ne manque rien dans les centres de production, pour ses travaux quotidiens.

— Sous prétexte d'instruction et de développement de l'art, je vous vois promettre aux artistes l'achat de leurs œuvres, comme vous avez promis aux ouvriers le droit au travail. Le peuple s'y est laissé prendre; les artistes ne seront pas si confiants.

— Le peuple a compris que le droit au travail sera possible le jour où les machines fonctionneront au profit de tous et que les ateliers privés auront fait place aux centres sociaux de production, et il s'est rangé de notre côté. Le jour où les artistes auront compris que l'art bourgeois n'a pas d'issue, qu'un peuple qui éternellement se répète et refait les mêmes choses tourne au matérialisme, ils seront nos plus actifs partisans. Puis pourquoi nous préféreraient-ils la bourgeoisie? Est-ce parce qu'elle les laisse mourir de misère, quand elle ne sait pas ou ne peut pas exploiter leurs idées au profit de ses capitalistes? Mon cher, la bourgeoisie vit au jour le jour: elle ne comprendra jamais les artistes qui, eux, veu-

lent vivre pour la postérité. Et quelle postérité? celle des banquiers, des actionnaires, des monopoleurs, des prétoriens, des avocats et des fonctionnaires, si rien ne se révolutionnait, tous gens qu'ils n'aiment pas et qu'ils déserteraient demain, malgré l'argent qu'ils en tirent pour venir à nous, s'ils avaient seulement la moindre perception de ce que leur réserve l'avenir.

— Les artistes iront toujours du côté où il y a le plus de richesses : car ils ne vivent que du luxe.

— Vous parlez de luxe ! Pourquoi ne serait-il pas chez nous aussi bien qu'ailleurs. Où est-il aujourd'hui, le luxe ? Chez quelques bourgeois. Mais avant le luxe, parlons un peu du nécessaire que chacun devrait posséder d'abord ; ce que la bourgeoisie ne peut permettre, sous peine de se suicider.

Ensuite, qu'appellez-vous du luxe ?

Une nation est-elle luxueuse, parce que quelques centaines de millionnaires, par leur contrastes et leurs dépenses extravagantes apprennent au peuple qu'il manque de tout ?

Pour qu'un homme produise vite et bien par son travail, nous avons reconnu qu'il fallait qu'il fût bien nourri, bien vêtu, bien logé, et surtout bien instruit : voilà le nécessaire déterminé. Le luxe consistera donc à avoir plus que cela.

— Certes ce n'est pas parce qu'on aura un lit et qu'on peut, comme les anciens rois de France, reposer sur de la paille, que ce lit sera du luxe.

Il faut avant de déclarer qu'une chose est de luxe, voir si la société n'exige pas qu'elle soit au service de chacun, et si en manquer n'est pas un signe de dénûment.

— Je suis entièrement de cet avis. Le luxe consistera donc à avoir plus que les choses usuelles de la vie. Aujourd'hui, où est-il votre luxe ? Où est-il même le nécessaire ? Le peuple ne l'a pas !

Parce que sur cent travailleurs, vous en compterez dix qui auront assez d'habits pour les remplacer quand ils sont mouillés, assez de pain et de viande sur leur table tous les jours, assez de couvertures sur leur lit, quand l'hiver, il fait froid ; vous direz peut-être que c'est du luxe ! Mais je m'étonne que vous osiez parler du luxe, votre société bourgeoise n'en a pas et elle n'en peut pas avoir. Les quelques millionnaires qui en jouissent n'en font nullement part à la nation. Ce n'est pas la société qui a du luxe ; ce sont ces quelques milliers de richards. Ensuite comment est-il leur luxe ? de mauvais goût ; car la plupart de vos enrichis n'ont ni éducation, ni élégance, ni délicatesse ; et l'on s'en aperçoit bien vite, quand ils prennent l'envie d'en faire les honneurs.

La bourgeoisie est parcimonieuse, calculatrice, mesquine ; son luxe l'est aussi ; et les vrais artistes sont les premiers à s'en moquer.

— Enfin vous le proscrivez.

— Pas du tout ! Nous l'encourageons, au contraire. Nous le recommandons : mais nous

voulons qu'il soit l'aiguillon de l'activité humaine, le mobile qui pousse les hommes à travailler d'avantage, pour donner à ceux qu'ils aiment un peu plus de somptuosité, et non le lot d'un spéculateur heureux.

Le luxe ne s'obtiendra pas chez nous au détriment des exploités, par le profit fait sur le travail des autres ! Non, il sera pur, honorable, respecté ; il ne ressemblera en rien à celui d'aujourd'hui. S'obtenant par le travail seul, il sera accessible à tous, et contrairement à ce que nous voyons, chacun sera, par point d'honneur, obligé de l'acquérir : car en manquer, ce serait montrer qu'on préfère la paresse au plaisir de travailler un peu plus pour le donner aux siens.

— Le mobile de l'activité humaine devenant une rivalité de point d'honneur, sans chance aléatoire de faire fortune vite, je doute qu'il soit bien efficace. Les hommes aiment le jeu et ils chercheront toujours à y confirmer leur vie.

— Le luxe, en effet, enfante les rivalités ; mais chez nous ces rivalités n'auront d'autres résultats que ceux d'accroître la richesse, d'adoucir les mœurs et de faire acquérir à l'homme par l'étude, plus de grandeur dans ses conceptions, plus d'harmonie dans ses actes. De plus notre luxe ne consistera pas à faire des privilégiés opulents. Nous savons trop qu'un peuple qui ne court après la fortune que pour se livrer à toutes les voluptés, est un peuple

en pleine décadence.

Notre luxe fera des hommes riches d'instruction et de justice, vivant dans le bien être et tout-à-fait indifférents à ce désir bête et cruel d'être plus hautain, plus arrogant et plus altier que son prochain. Après tout, la frugalité et la sobriété font les peuples dignes, nous en sommes convenus déjà. Dès qu'ils en sortent, par les extravagances de leurs privilégiés, il faut que ceux qui deviennent dépensiers et prodigues prélèvent leurs ressources sur le travail d'autrui : car ne l'oublions pas, la production individuelle ou collective équilibre toujours le nécessaire de l'individu ou de la collectivité : nécessaire qui va toujours en s'élargissant.

Les grandes fortunes, les grands ogres de la civilisation ne sont, qu'à la condition que d'autres soient privés d'une partie du fruit de leur travail et surtout de leur part afférente aux trésors gratuits de la nature.

Notre luxe sera donc complètement différent de ce que le milieu bourgeois qui a l'inégalité des conditions pour base veut qu'il soit.

— Selon vous, le luxe ne corrompt pas les mœurs ?

— Selon nous, le luxe n'a pas sur les mœurs l'importance qu'on lui donne ; il est plutôt le reflet de la société que son conducteur. Néanmoins, comme il fait naître l'envie, et que dans la société bourgeoise il a toujours été mal acquis ; il est en quelque sorte plus funeste qu'utile à la morale publique.

Mais que ceux qui désormais l'auront, ne le doivent qu'à leurs propres efforts, de funeste qu'il est, il deviendra moral et civilisateur.

Quant à efféminer les peuples et les rendre lâches, les avis sont partagés là-dessus. On a vu des peuples être pauvres et vaincre, des peuples qui passaient pour être plus que luxueux, vaincre également : cela ne prouverait donc rien ; mais l'histoire nous apprend que ce n'est pas dans les combats, le peuple pauvre ou luxueux, le peuple habitué à la fatigue ou à ne rien faire qui est le plus difficile à vaincre ; mais celui qui combat pour une idée de justice qu'il aime et qu'il sert avec passion.

— Les délices de Capoue prouvent que la satiété est funeste aux armées.

— Capoue est un accident dans la vie d'Annibal et ne prouve rien pour l'avenir qui ne permettra pas de faire de la guerre une boucherie suivie de pillage.

Quand l'exploitation de l'homme par l'homme sera considérée comme un vol, une infamie et qu'elle sera abolie ; ce ne sera pas pour la continuer par la guerre sur une plus grande échelle en permettant à un peuple d'exploiter un autre peuple, parce qu'il l'aura battu ; tout changera, la guerre comme le luxe ; il faut bien l'espérer.

— A propos de luxe, vous avez parlé de la guerre ; est-ce que les Socialistes pensent qu'il n'y aura plus de guerre, lorsque leurs systèmes seront établis ?

— Les Socialistes s'imaginent que la guerre, comme le luxe, comme toute autre chose, est une résultante du milieu social dans lequel nous vivons : milieu qui fait de l'homme plutôt un animal de combat qu'un être aimant, content du bonheur de son prochain, et que ce milieu, une fois changé, s'il y a encore des guerres, elles n'auront plus lieu pour les mêmes motifs et ne se feront plus d'une façon aussi immorale, ni aussi horrible.

Qu'est-ce que la guerre ?

Le brigandage organisé ; un tissu d'horreurs ourdi selon les règles (et quelles règles !) qu'on offre à l'homme, comme une chose grande et sainte, après lui avoir fait entendre qu'en retournant à son naturel bestial, il se couvre de gloire et d'honneur !

Pourquoi fait-on la guerre ?

Ce n'est pas pour vider les différends qui pourraient s'élever dans les questions de sciences, d'industrie et d'art : elle serait insuffisante, inefficace ; mais pour piller, conquérir, garder et défendre ce qu'on a pris, ou quelques fois pour avoir une certaine prépondérance dans l'é-

quilibre des nations ?

A qui les guerres profitent-elles ?

Aux monarques seulement !

A quel prix les obtiennent-ils ?

En répandant partout l'effroi, la désolation, la famine et la mort : en ravageant, pillant, incendiant et dépeuplant les nations ; en détruisant les familles, en tyrannisant les peuples, en dépravant leurs mœurs et en faisant de leurs droits civils, un holocauste en faveur des chefs qui les ont conduits au massacre.

Ce renversement, cette annihilation des droits civils qui n'a d'autre raison que la force, sur quoi reposent-ils ? Sur rien !

Quand deux nations, dit-on, ne peuvent s'entendre : quand elles ont épuisé, en vain, toutes les raisons pour ajuster leurs différends et concilier leurs intérêts. Il n'y a que la force qui puisse terminer leur altercat.

S'il en est ainsi, et c'est ainsi, où est la justice ?

Elle est complètement absente.

Ainsi, nous voilà amenés à constater que votre société n'a pas de base, autre que les caprices de la lutte, et qu'au plus fort tout est permis,

D'après vos jurisconsultes les plus éminents, le droit civil repose sur le droit politique ; le droit politique, à son tour, repose sur le droit des gens qui ne reposant que sur la guerre, par le fait, n'existe pas.

Voilà votre société sans assise, autre que les chances d'un combat.

La force brutale est tout ; la justice, rien !

Quand on a fait dire à Bismark que la force prime le droit, on l'a fait cynique, indiscret, traître à la bourgeoisie, je le veux bien ; mais on a mis dans sa bouche le secret de votre ordre social. On a dit : tout est à celui qui est le plus fort ! La force sanctionne tous les droits ; et cela a été et est encore malheureusement trop vrai !

Chez nous il n'en pourra plus être ainsi. Les nations entreront en fédération, les unes avec les autres ; et lorsque des différends qu'elles ne pourront régler entre elles s'élèveront, elles soumettront leur cause à l'arbitrage des autres nations ; comme deux individus qui, après avoir essayé de s'entendre sans y parvenir, soumettent leur cause à l'arbitrage de leur pairs et ne s'égorgeront pas pour cela.

La guerre : car il n'y en a qu'une qu'on appelle d'autant de différents noms qu'elle a des motifs différents, n'aura donc plus de raison d'être.

Pour le démontrer, je n'ai qu'à prendre la nomenclature de tous les noms qu'on lui a donnés et mettre au bas de chacun d'eux la cause de son empêchement.

On divise la guerre, en guerres de pillage, de conquête, de frontières, de colonies, de débouchés, de principe, de dynastie, de race, de religion, de caste, de partage, de succession, de prépondérance, d'équilibre, d'influence, d'indépendance, en guerre civile et en guerre sociale.

D'abord la guerre de pillage ou de razzias, que tous les peuples anciens et modernes ont

pratiqué ne pourra plus se faire, parce que les peuples s'étant affranchis de toute exploitation de l'homme par l'homme, ne la recommenceront pas pour rétablir l'exploitation d'un peuple par un autre.

Ce qui interdira la guerre de pillage, de maraude et de tribus, déjà condamnés par les vus et les battus, ce sera une idée plus haute que celle du tien et du mien, ce sera celle du droit nouvellement accepté que les peuples ont de s'appartenir, que nul ne peut les prendre ou les donner; et que lorsque s'emparer d'une partie des fruits du travail des autres sera réputé un assassinat par la famine, s'emparer du nécessaire d'un peuple, le faire travailler pour soi, l'exploiter parce qu'il aura été le moins fort serait remettre tout en question et donner raison aux oligarques du capital dont on aurait secoué le joug.

Fera-t-on des conquêtes? Pourquoi des conquêtes, et conquérir quoi?

De quelle importance serait à une nation l'adjonction d'un peuple qui n'aurait pas encore adopté ses mœurs et ses habitudes de travail et de plaisirs. Le plus sage ne serait-il pas de le laisser tranquille et d'attendre qu'il suive l'exemple de ses voisins plus avancés que lui, pour se réunir à la fédération aussitôt qu'il y aurait vu son intérêt?

— Si vous n'attaquez pas on, pourra vous attaquer et vous voilà obligés de faire la guerre des frontières.

Les frontières sont nécessaires à l'état social actuel où les impôts sont prélevés sur le travail, où chaque nation est le patrimoine de quelque chef ou de quelques familles qui ne songent qu'à arrondir leur domaine. Mais lorsque les impôts seront couverts par les valeurs des services de la nature, que les objets seront livrés à la consommation à prix de coût, que grâce à ce que couteront aux autres peuples, non encore fédérés avec nous, leurs rois et leurs gouvernements; lorsque les peuples voisins nous verrons dans la prospérité la plus grande, jouissant de toute liberté et débarrassés de tout gouvernement, est-ce que les frontières ne disparaîtront pas aussitôt devant la fédération des nations?

Aux colonies que la théorie de la balance du commerce rehaussait autrefois dans l'esprit des peuples et qui est reconnue fautive aujourd'hui, on attachera que fort peu d'importance. Quel besoin aurons-nous d'aller assujétir des malheureux, pour les forcer d'envoyer à des distances extrêmes, demander qu'on veuille bien leur accorder la permission de faire ce qui ne regarde et ne doit intéresser qu'eux. Un peuple est partout son maître, aussi longtemps qu'il ouvre ses portes à l'étranger qui en se rangeant sous ses lois, vient vivre dans son milieu ou seulement le visiter; et nous n'avons qu'un devoir à remplir vis-à-vis de lui; c'est de le faire notre égal et de lui montrer, s'il l'ignore, comment on doit respecter la liberté.

Irons-nous pour ouvrir des débouchés massa-

crer les peuples de l'Inde, empoisonner les Chinois comme les Anglais l'ont fait, pour les forcer d'acheter leurs cotonades; vous ne le pensez pas. La guerre des débouchés est mise au ban de l'opinion publique; ce n'est pas nous qui la remettrons en honneur.

Nos principes émanant de la Justice; qui les combattra? Tout le monde, si nous conservons l'état social actuel; personne, lorsque l'égalité des conditions sera établie.

Quant aux dynasties, il n'y aura plus; dans notre milieu, de place pour elles!

Les races! Le Travail ne s'en occupe pas

La religion! Tout ce qui ne peut se vérifier sera relégué dans le domaine des hypothèses, c'est-à-dire hors des discussions politiques et sociales: les questions de croyance ne pouvant être autre chose que des rêveries plus ou moins intéressantes pour chaque citoyen en particulier.

Les castes? Sont impossibles avec l'égalité des conditions qui ne reconnaît plus de nobles, de bourgeois, ni de prolétaires; mais des hommes travaillant pour vivre, produisant parce qu'ils consomment et que nul ne peut plus, en aucun cas, priver des fruits de leurs efforts!

Il n'y aura pas d'avantage des guerres de partage et de succession! Partager quoi? Succéder à qui? Les monarchies, les Républiques bourgeoises basées sur l'exploitation de l'homme par l'homme peuvent se partager les peuples, hériter des couronnes de leurs voisins: puisque les peuples veulent bien les laisser faire; mais chez

nous rien de cela ne sera possible, puisque les peuples conserveront leur autonomie et ne s'uniront que par la fédération. Il n'y aura donc ni partage, ni succession à régler.

Aujourd'hui les peuples veulent avoir une sorte de prépondérance sur les autres. Ils croient que cela les relève aux yeux de leurs voisins: ils ne comprennent pas qu'agir ainsi; c'est vouloir opprimer. C'est un restant de gale autoritaire et monarchique qu'on décore du nom de gloire. Pourquoi ont-ils cette maladie? Parce qu'on leur a fait croire qu'un peuple n'est grand qu'autant qu'il est craint des autres, que cela le plac au premier rang et fait que son avis est le mieux écouté. Chez nous, ceci ne signifiera rien, car la prépondérance ne sera plus donnée au peuple qui pourrait être le plus fort et le plus nombreux, mais à celui dont la raison, cette véritable force, aura paru la plus équitable et la plus judicieuse. On ne classera plus les peuples par rang de supériorité, ni d'infériorité, mais sur le pied d'égalité; vu qu'un peuple quelque petit, quelque faible qu'il soit, apporte à la fédération commune, des qualités, des valeurs, des utilités qui lui sont propres et que nul autre que lui ne peut fournir dans des conditions aussi avantageuses.

Des questions d'équilibre, qui s'en souciera? Est-ce que tout ne s'équilibrera pas lorsque les peuples seront libres, fédérés et n'auront aucun intérêt à se faire la guerre et que l'influence sera à l'avis du plus judicieux?



Il ne reste donc que la guerre d'indépendance, la guerre civile et la guerre sociale, espèce de trinité brutale qui pourra se produire quelques fois, lorsque des coteries ou des administrateurs trop imbus du passé, croiront qu'au lieu d'être les serviteurs temporaires, obligés du peuple, ils en sont les maîtres, les grands meneurs, et qu'ils chercheront à usurper le pouvoir, au nom de l'indépendance de la collectivité qu'ils prétendront servir avec quelques hommes de leur avis. Mais encore cela n'arrivera que dans les premiers temps, et s'il y a lutte ce qui me paraît difficile, ces lutttes ne seront plus aussi formidables qu'elles l'ont été. Le temps des héros et des sauveurs sera heureusement passé. Il n'y aura plus d'armée à la disposition d'un César qui voudrait passer le Rubicon, plus de prétoriens à la disposition d'un Napoléon pour faire un dix-huit brumaire ou un deux-décembre, plus de bouchers, au service d'une réaction d'usurpateurs versaillistes pour assassiner et égorger le peuple le plus généreux et le plus intelligent de la terre; plus de soldats et d'espions pour soutenir les gens qui voudraient nous redonner un maître.

— Vous transformez l'armée, comme tout le reste; mais comment sera composée cette nouvelle armée non permanente.

— L'armée, aujourd'hui forme une classe dans la société. Je devrais dire une caste.

Les intérêts de tous les propriétaires le veulent ainsi. Aussi longtemps qu'il y aura des propriétaires fonciers, des fermiers, des chefs manu-

facturiers et commerçants, des capitalistes, leurs intérêts particuliers auront toujours le pas sur ceux de leur patrie, et la patrie ne pouvant s'ammunitionner, se ravitailler, soutenir son crédit que par eux, ne demandera pas mieux que de les laisser à leurs propres affaires.

Ces bourgeois contribuent à la défense de la société, en en payant, par l'impôt, les dépenses; et les soldats font le métier de défenseur; comme eux, celui de producteur.

L'armée étant un corps de métier, la patrie a du en choisir les sujets. Or comme l'homme qui laisse sa femme, ses enfants et son établissement qui les nourrit, pour aller à la guerre, ne peut faire un guerrier bien redoutable: l'inquiétude de ses affaires, le désir de savoir ce qui se passe chez lui, l'occupant trop; comme les privations d'un bon nombre de petits soins qu'il était habitué à trouver dans son ménage lui manquent, le mettent mal à l'aise, et que la vie des camps à laquelle il n'est pas habitué influent sur son moral et sa santé, et en font souvent au lieu d'un guerrier, un pilier d'ambulance ou d'hôpital.

Elle a du prendre les jeunes gens qui ne laissent rien derrière eux et n'ont ni inquiétude de famille, ni souci d'affaires. L'armée ainsi composée est devenu comme le clergé, un pouvoir dans l'état, une société dans la société; ses chefs ont entrepris de faire leur chemin dans la carrière des armes, comme les bourgeois le font de leur côté dans l'industrie.

Il s'en est suivi tout naturellement, qu'au lieu de garder et de défendre leur patrie; ils n'ont eu en vue que leurs intérêts; et lorsqu'ils ont cru dans leur intérêt de trahir la patrie; de se rendre par centaine de mille à la fois, d'abandonner les places les plus formidables, sans coup férir, ou de seconder les passions et la tyrannie de leur commandant en chef, ils l'ont fait et s'en sont vantés!

Le métier de soldat une fois adopté, il a fallu y exceller pour remporter la victoire. L'art de faire tuer les hommes étant plus difficile encore à pratiquer que celui de les faire vivre dans l'aisance, on y a appliqué toutes les sciences; et par la division du travail, les ingénieurs, les mathématiciens, les géomètres, qui n'auraient dû jamais sacrifier qu'à la paix, sont devenus les plus grands tacticiens, les plus grands stratégestes et les plus grands balisto-projectilistes de la destruction.

L'entretien des armées a coûté au peuple son aisance, sa liberté, sa dignité. Les guerres qu'on a faites en son nom souvent, ont été si inutiles à sa prospérité et si nuisibles à sa moralité, que si le progrès a désormais la moindre influence sur le sens commun des nations, il n'y aura plus d'armées permanentes en Europe, avant la fin de ce siècle, par conséquent plus de guerre entre voisins du même continent, mais une fédération des peuples, soumettant à son arbitrage pacifique et jugeant leurs différends qui jusqu'à ce jour n'ont pu être réglés que par l'effusion du sang.

— Qu'y aura-t-il donc à la place?

— Des gardes civiques prêtes en tout temps, à repousser les ennemis qui pourraient se présenter.

La force armée se composerait de tous les citoyens de vingt à quarante ans et se diviserait en trois bans: le premier composé de tous les jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans formerait les armées d'attaque et de marche; le second composé des hommes de vingt-cinq à trente ans formerait la réserve et serait chargé de la défense des places; le troisième ban composé des hommes de trente à quarante ans aurait à s'occuper des ravitaillements de l'armée, du service des convois et des correspondances. Les chefs militaires qui ont pour objet le développement des sciences relatives aux armes spéciales, seraient choisis et rétribués d'après le régime industriel.

L'instruction relative à l'art de la guerre sera enseigné aux jeunes gens dans les écoles, afin qu'à l'âge de dix-huit ans, chacun d'eux puisse manœuvrer, faire des armes, de la gymnastique et se ranger en ligne de bataille aussi bien qu'aujourd'hui le soldat le plus expert.

— Et si à dix-huit ans, ils ne savent pas?

— Ce sera alors incapacité ou mauvais vouloir. Si c'est incapacité, l'excuse est prête, mais si c'est mauvais vouloir, les moyens de les obliger d'apprendre beaucoup de choses seront faciles à trouver.

Si demain on voulait obliger toutes les jeunes filles à s'instruire, on n'aurait qu'à leur faire sa-

voir que toutes celles qui ne sauront pas lire, écrire, compter, etc., ne pourront pas se marier. Dans six semaines il n'y en aurait pas quatre sur cent, qui ne l'auraient appris.

Que les jeunes gens qui ne sauront pas ce qu'ils doivent savoir soient gardés dans des compagnies destinées à faire quelques services désagréables, et ils auront bientôt appris ce qu'on exigera d'eux.

— Alors ce seront les jeunes gens du premier ban qui auront la garde des frontières.

— J'espère qu'avant peu il n'y aura plus rien à garder, pas plus les frontières qu'autre chose mais cependant comme tout ne vient que graduellement, il est probable que nous aurons, comme vous dites, les frontières et les ports à surveiller.

— Ainsi e'en est fait des Prétoriens.

— Des prétoriens et de toutes les autorités plus ou moins *oppressives*.

Les armées permanentes n'existeront plus, les fonctionnaires publics ne seront plus des autorités insolentes et perpétuelles, mais des citoyens désignés par le sort pour remplir telle ou telle fonction, l'espace d'une année. Les fonctions au lieu d'être honorifiques et lucratives seront pénibles et presque onéreuses; et s'il y a une émeute, un soulèvement, ce qui serait difficile, car contre quoi se soulèveraient-on, il n'y aura rien à renverser, elle ne durera qu'un instant.

Pourquoi en France et dans tous les pays où l'autorité est puissante y a-t-il à chaque instant des tentatives d'insurrection et même des révolu-

tions? Et pourquoi aux États-Unis n'y en a-t-il pas? C'est parce que dans les pays d'autorité, vous avez dans le pouvoir un obstacle qui est toujours là pour résister au progrès, à la marche de l'esprit humain; et qu'aux États-Unis, jusqu'à ce jour le gouvernement a suivi à peu près la politique que le peuple lui a indiquée.

Une fois l'égalité des conditions établie, il n'y aura plus de révolution possible parce qu'il n'y aura plus de *craties*, plus d'autorité, plus d'obstacle pour le peuple à l'accomplissement de ses destinées.

— Alors tout sera fini. Le peuple sera content: il n'aura plus rien à désirer!

— Non, tout ne sera pas fini; car il n'y a pas de vérité absolue. S'il y avait une vérité absolue, il y a longtemps que le monde l'aurait trouvée, et nous mourrions d'ennui! Les peuples n'établissent leurs sociétés que sur une base qui oscille sans cesse. Le but des réformateurs est donc de faire que le monde oscille toujours, tout en se modifiant, sans que ses oscillations aillent d'un extrême à l'autre.

— Vous croyez l'avoir trouvé, l'équilibre des oscillations du monde, en supprimant toutes les *craties* comme vous dites et en faisant reposer votre nouvel ordre social sur l'égalité et la solidarité des conditions?

— Nous en sommes certains! Je pense même vous l'avoir un peu démontré, lorsque je vous ai parlé du capital et des grèves.

— Vous m'avez dit, en effet, comment les ou-

vries pourraient travailler sans patron ; vous avez établi une espèce de série d'opérations, allant de la consommation à la production, puis de la production à la consommation, en passant par l'intermédiaire d'un autre centre d'opération que vous appelez banque d'échange ou de circulation ; mais là ne gît pas tout le problème. La question sociale est plus compliquée que cela.

Lors même que les hommes sauront où aller et comment produire sans être exploités, cela ne leur donnera aucune idée de ce que pourra être cet autre centre social, qui hors de l'industrie aura à procurer la sécurité et la liberté à chacun et à tous. Vous ne voulez pas de gouvernement, de cratie ; vous dites qu'on ne doit ni commander, ni obéir ; cependant, si l'individu a des droits imprescriptibles à sa liberté d'action la collectivité en a également, et je ne vois pas comment les intérêts de la collectivité pourront être sauvegardés et défendus, s'il n'y a pas un fonctionnaire, s'appuyant sur la force au besoin chargé de les faire respecter, par ceux qui préfèrent toujours leur intérêt à celui de tous.

— Comme ce n'est qu'à l'aide de certaines fonctions que certains faits peuvent être accomplis, il est évident qu'il faudra toujours en charger quelqu'un et lui donner les moyens d'agir. Mais ses attributions seront si simples et tellement limitées, qu'en aucun cas il ne pourra substituer ses volontés intéressées et personnelles à la garde des intérêts de la collectivité.

— S'il comprend mal les intérêts de la collectivi-

té, ou que par excès de zèle il force un citoyen à respecter sa façon de les interpréter, est-ce que ce ne sera pas *cratique* ?

— Le fonctionnaire ne sera pas ce qu'il est aujourd'hui, un animal en place, représentant l'autorité qui n'a jamais tort. L'autorité, ne pouvant s'exercer par un fonctionnaire que dans certains cas déterminés, loin d'être oppressive, sera la servante de la liberté des uns et des autres ; c'est à dire de l'individu et de la collectivité, dont les intérêts s'harmoniseront au lieu de se combattre comme aujourd'hui.

— Je sais que tout gît dans la division et la définition des attributions et qu'un gendarme n'a pas plus le droit de se faire juge que le juge n'a celui de se faire gendarme : ce qui leur arrive néanmoins fort souvent à tous les deux ; mais comment empêchera-t-on à un homme qui se croira tout permis, parce qu'il sera fonctionnaire, d'abuser, et à un autre de lui obéir parce qu'aussi il croira que c'est son devoir ? Est-ce que les abus et les faiblesses ne sont pas plutôt des infirmités de la nature humaine que du fait des fonctions ? Et croyez vous que vos fonctionnaires seulement autorisés à se mêler de la collectivité vaudront mieux que ceux d'à présent ?

— Quelle autorité ont aujourd'hui sur leurs concitoyens, les directeurs de poste aux lettres les agent-voyers, les percepteurs, les receveurs d'enregistrement, etc. ? Aucune ! Ne sont-ils pas fonctionnaires ?

— Si.

— Pourquoi n'ont-ils aucune autorité, parce qu'on ne leur délègue aucun pouvoir, et qu'il ne représente ni le peuple, ni la commune, mais seulement leur personne.

Eh bien ! une fois les fonctions nettement définies, personne n'en aura plus qu'eux.

— Ce n'est pas de ces fonctionnaires là qu'on a à se plaindre ; mais de ceux qui sont investis du droit d'arrêter les individus. Le garde, le gendarme, l'agent de police arrêtent tout délinquant et il faut qu'il en soit ainsi, si l'on ne veut pas que les vauriens agissent impunément.

— Avec la société actuelle, il est peut-être bon d'agir ainsi ; mais lorsqu'un individu, grâce à son numéro d'immatriculation, ne pourra plus se soustraire à la responsabilité de ses actes, on n'aura plus besoin de tant se presser. Il sera impossible à un accusé de se manifester en quelque lieu que ce soit de sa fédération, sans être découvert immédiatement et arrêté, si présent ou non, quand on a jugé son cas, on a motivé une condamnation de cette nature.

De plus lorsque un individu devra être arrêté pour un fait coupable, ce n'est jamais celui qui arrête qui aura à en décider. Les fonctions nettement définies, toutes de surveillance et d'initiative seront donc inoffensives et de la plus grande moralité.

— C'est ce qu'il vous reste à me démontrer.

Les fonctions publiques devront être obligatoires pour tous les citoyens quand ils n'auront pas été déclarés par le suffrage de leurs pairs incapables de les remplir.

Elles devront être plus onéreuses que lucratives et celui qui négligera de les remplir consciencieusement, quand il en sera chargé, être sévèrement puni.

Elles incomberont à chacun par la voie du sort et point par l'élection.

Chaque fonction devra être en rapport avec l'âge et les connaissances des citoyens appelés à les remplir.

Ce seront les citoyens de vingt-cinq à soixante-dix ans qui, selon qu'ils auront auguré de son aptitude ou de son insuffisance prononceront par oui ou par non, sur l'acceptation ou le refus d'admettre un de leurs pairs parmi les exposés à être fonctionnaires.

Les fonctions seront toutes temporaires et d'une année seulement de durée.

Nul ne pourra, sous aucun prétexte, s'il a été trouvé apte et que le sort l'ait désigné, refuser d'accepter une fonction ; de même il ne pourra dans aucun cas être fonctionnaire plus d'une fois en sa vie.

Celui qui ne sera pas capable d'être fonctionnaire sera exposé à se voir interdire certai

droits civils qui ne peuvent être accomplis qu'avec intelligence et bon sens.

— Arrêtons-nous ici : car j'ai plusieurs questions à vous faire relativement à ce nouveau mode de recruter des fonctionnaires,

A vous entendre, on dirait vraiment qu'il n'y a qu'à tendre une corde au travers de la rue et arrêter les premiers passants qui s'y heurteraient pour trouver autant de fonctionnaires qu'il en faudrait pour occuper toutes les fonctions civiles.

— A voir le mal qu'on fait et laissé faire au peuple ceux qui se sont ou qu'on a choisi jusqu'à présent, je doute que ceux que la corde arrêterait au passage, en puissent faire davantage. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, puisque nous voulons en avoir de meilleurs.

— Pourquoi voulez-vous que les fonctions soient obligatoires ?

— Parce qu'elles seront plus pénibles qu'honorifiques, plus onéreuses que lucratives.

— Pourquoi voulez-vous que ce soit le sort qui nomme les fonctionnaires et point des électeurs ?

— Pour éviter la corruption. On élit pas les soldats qui vont contre l'étranger défendre ce que nous avons de plus cher : nos foyers et nos familles ! Pourquoi ? Parce que c'est un sacrifice que celui qui part fait à sa patrie. Or, le sacrifice étant un don qui n'a pas de compensation sous le rapport matériel, et comme il y en a peu par conséquent qui pouvant faire autre chose seraient capables de s'y dévouer, on fait appel au sort, à la réquisition : parce que dans ce

cas l'élection serait une injustice et les efforts qu'on tenterait pour faire élire l'un à la place de l'autre, de la corruption.

Un poste à remplir peut être honorifique ou désagréable, lucratif ou onéreux. S'il est lucratif ; c'est à qui l'aura, s'il est désagréable et onéreux ; c'est à qui ne l'aura pas. Donc dans l'un ou l'autre cas ; c'est à qui intriguera et rompra le mieux pour l'obtenir ou l'éviter.

— C'est tout naturel.

— Eh bien ! c'est ce qu'il faut empêcher ! Le moyen d'y remédier est tout trouvé : c'est le sort. Il ne s'agit que de l'appliquer avec intelligence et justice, aussitôt que l'instruction des citoyens les aura préparés à remplir leurs devoirs civiques.

— Si un fonctionnaire a du désagrément, de l'ennui à remplir une fonction, il la remplira mal.

— Eh bien ! comme le soldat qui est tombé au sort, malgré son peu d'amour pour le métier des armes, il s'y résignera ; et s'il fait mal son service, on le punira, et même très sévèrement. Sa négligence à remplir une fonction utile à la société qui n'aura qu'une année de durée dans tous le cours de sa vie sera la preuve de son profond égoïsme et on ne devra pas avoir plus d'égard pour lui qu'il n'en aura montré pour ses pairs, en refusant de s'acquitter de sa fonction avec bon vouloir et loyauté.

— Si vous prenez des hommes au hasard vous vous exposez à avoir de mauvais fonctionnaires publics ; vu qu'il y a des fonctions qui exigent des connaissances spéciales de ceux qui sont char-

gés de les remplir.

— Aussi ne les prendra-t-on pas au hasard, puisque ce seront les citoyens de vingt-cinq à soixante-dix ans qui admettront les capables et élimineront les insuffisants. Ce sera tout le rôle du suffrage universel.

— Pour remplir une place dans la magistrature, prendrez-vous le premier venu que le sort désignera ?

— Pour exercer la fonction de magistrat, qui comme toutes les autres ne durera qu'une année, les premiers temps les citoyens seront pris parmi ceux qui auront fait preuve de savoir, donné des gages de probité, respecté la parole donnée ; il en sera de même pour tout le reste ; mais lorsque l'instruction aura préparé chaque citoyen à accomplir ses devoirs sociaux ; les fonctions seront déléguées à ceux que le sort aura désignés.

— Alors je comprends, ce ne sera plus le centre sur lequel le fonctionnaire aura à agir, à exercer son action qui lui appartiendra, comme aujourd'hui ; mais ce sera lui, le fonctionnaire, qui appartiendra pour une année au centre dans lequel il aura à se manifester comme tel.

— Précisément. Il sera subalternisé ; afin que la liberté des citoyens soit toujours prépondérante sur celle de la collectivité qu'il représente, malgré tout, comme fonctionnaire ; car s'il en était autrement, les citoyens redeviendraient bien vite opprimés.

— Vous aurez beau faire, il y aura toujours des fonctions spéciales aux quelles il faudra des

hommes spéciaux, que vous ne pourrez pas changer chaque année, parce que souvent on ne peut pas les remplacer.

— Dans l'industrie, oui ! Comme certaines fonctions nécessiteront des connaissances spéciales de la part des citoyens à qui elles pourront incomber, ces citoyens auront donc à faire preuve de capacité et de savoir, par un examen ou un concours ; aussi laissons-nous le soin de leur admission aux fonctions industrielles rétribuées, en vertu de l'offre et de la demande à la disposition des intéressés.

Dans la politique, non !

— Il y aura également dans la politique des spécialités que vous ne pourrez remplacer ?

— Vous croyez ?

— Ne le voyons nous pas tous les jours ?

— Alors comment fait-on, quand ces fonctionnaires extraordinaires meurent ?

— On les remplace, c'est vrai ; mais ceux qui leur succèdent ne font plus si bien .

— De sorte que, de perte en perte d'hommes spéciaux, et leur remplacement par d'autres qui ne font pas si bien, le progrès s'arrête ; nous reculons, au lieu d'avancer ; nous retournons à la barbarie, à l'ignorance ; et puis à quoi encore ?

— Puis à rien .

— Ce ne doit pas être tout ?

— Qu'y a-t-il encore ?

— Il y a qu'au lieu d'être de bons fonctionnaires et de faire simplement leur devoir, les grands hommes spéciaux ne font que leur vo-

lonté. Ils se mettent au dessus de la fonction qu'ils doivent remplir et la font à leur image, on trouve cela magnifique, splendide, extraordinaire, on leur en fait compliment; puis, comme les louanges sont pour eux viande creuse, on arrive au positif. C'est à dire, que pour payer leur extraordinairement rares connaissances spéciales, on rogne la part des malheureux travailleurs pour augmenter injustement la leur, et si ces derniers en murmurent, on les opprime.

—Vous ne croyez pas qu'il y a des hommes de génie.

—Je suis certain, au contraire, qu'il y en a beaucoup, beaucoup plus qu'on ne pense. C'est pour cela qu'il n'est pas bon de les tant fêter, ni de les si bien gager. Il ne manqueront jamais.

—Alors ils ne gagneront rien de plus que les autres.

— Toutes les fonctions industrielles, je crois vous l'avoir déjà dit, seront rétribuées d'après l'offre et la demande. Quant aux fonctions publiques que réclame la sécurité, elles seront autant que possible, rétribuées également.

— Il n'y aura pas d'exception ?

— Peut être ! Je ne peux pas tout prévoir ; mais fort peu dans tous les cas.

— Dans l'armée, paierez-vous un colonel comme un simple soldat ?

— Comme chaque citoyen sera civil et militaire en même temps, pour ne pas faire une caste particulière dans la société, les chefs

temporaires de la force se conformeront au même mode de nomination et de paiement que ceux de toutes les autres fonctions.

— Pourquoi les citoyens seront-ils civils et militaires en même temps ?

— Pour ne pas faire une caste armée dans la nation, une troupe de prétoriens qui une fois séparée du peuple n'aurait plus qu'un bût ; celui de faire la loi aux pékins, comme ils nous appellent.

Vous n'ignorez pas que tout ce qui nous opprime aujourd'hui, nous vient de cette distinction qui a fait des guerriers les Nobles, des instruits la Clergie, et de tout le reste le Tiers-État.

Aujourd'hui, on voudrait reconstituer cette classification ; mais elle est impossible ; parce que tout le monde veut être instruit et porter les armes.

Et en effet, qu'est-ce qu'une société qui exige tous les sacrifices de la part de ses membres et qui n'a des libéralités que pour ceux qui s'en sont emparé, par la ruse, par la force ou même avec l'assentiment bénin de sa population ? C'est une société conquise, baillonnée, opprimée, dont les membres perdent tout sens moral et finissent par trouver très-bien qu'on les parque et qu'on les asservisse. C'est une société toujours sur le qui vive, effrayée de tout homme qui a du cœur et par conséquent malade !

C'est l'état des sociétés civilisées !

La patrie avant tout ! Dit-on. Très bien ! Mais



à qui appartient la patrie à laquelle on veut que le prolétaire doive tout ? Que fait-elle pour lui ? Où est la réciprocité des contrats et des services entre elle et lui ? Elle lui fait payer des impôts sur ce qu'il consomme, et elle se laisse ravir par ses privilégiés les richesses naturelles du globe qui la défraieraient de ses dépenses. Que lui rend-elle en échange d'une part des fruits de son travail qu'elle lui fait donner ? Le plaisir d'avoir des gouvernants qu'il estime peu et que des compères ont mis en évidence, afin d'en tirer quelque chose à leur tour.

— L'homme ne peut vivre qu'en société cependant.

— C'est convenu ; mais s'il ne peut vivre que de cette façon, c'est qu'apparemment il doit s'y trouver plus digne et tout aussi libre qu'à l'état sauvage. Lorsque pour passer de la vie sauvage à la vie de société, les hommes font un pacte où chacun d'eux abandonne son droit bestial de s'emparer par la force de tout ce qui peut lui plaire, c'est qu'ils s'attendent à y trouver une compensation plus grande que le sacrifice qu'ils font. Depuis Hobbes jusqu'à Jean Jacques les philosophes n'ont pas dit autre chose. D'où il s'ensuit que les citoyens forment des villages, les villages des cantons, les cantons des états et les états une fédération, pour y trouver un avantage supérieur à celui de leur isolement qu'ils abandonnent. Or la logique veut qu'au lieu de dire : les institutions que j'ai créées pour mon avantage, d'abord, moi, ensuite, chaque citoyen

dise : moi, d'abord, et les institutions que j'ai créées ensuite ; car je suis le principal et elles ne sont que l'accessoire.

Je dois défendre mon village, mon canton, mon état et la fédération dont il fait partie, oui ! Et je les défendrai ; mais quand ils seront ma chose, comme celle de mes concitoyens, et que je ne serais pas le sujet, le patient de celui qui s'en est emparé, soit par la force soit différemment ; quand véritablement membre de ma société, je serai intéressé à sa prospérité qui sera une partie de la mienne et pour laquelle je serai son soldat et son fonctionnaire au besoin.

Ainsi, vous le voyez, il n'y a rien de malsain pour une nation, comme d'avoir des gouvernements puissants et à leur tête un de ces génies extraordinaires prêt à la sauver à tout moment ; car c'est à qui donnera tout à ce sauveur, pour ensuite pouvoir en retirer quelque chose ; et comme on les proclame, à grand renfort de louanges, dignes de tous les honneurs et de tous les salama-lecs, on les laisse prendre tout.

Que ne nous a-t-on pas dit de Cavaignac, de Napoléon et de Thiers, doublé de Mac-Mahon : ils étaient honnêtes, de bonne foi, incapables d'abuser de la force et de commettre une injustice.

Ils ont passé au pouvoir, qu'y ont-ils fait ? Ils ont opprimé, persecuté, proscrit, ruiné, massacré le peuple. C'est tout ce qui reste et restera, de leurs grandes capacités et de leur

sublime génie. Ne croyons donc plus aux sauveurs de génie, aux gouvernants dévoués, ni à leur complet désintéressement, c'est trop bête!

Les hommes de dévouement n'arrivent pas au haut de l'échelle gouvernementale; ce sont les intrigants et les ambitieux. Puis c'est immoral et humiliant d'être obligé d'avoir confiance en la bonté d'un fonctionnaire quel qu'il soit.

Tout fonctionnaire qui n'a que sa parole donnée pour contenir son ambition est plus qu'à moitié corrompu. Il se dit comme Cavaignac se le disait, et comme Lamoricière l'engageait à le faire: si je voulais, je pourrais rester président, puis, qui sait? Me faire roi, empereur peut-être? Or, il le fait où ne la fait pas! S'il le fait comme les deux Napoléons l'ont fait, il est coupable, mais impuni, fêté, absous. S'il ne le fait pas, il croit qu'il vaut mieux que le reste des mortels; il a une espèce de mépris pour les hommes qui l'ont méconnu, et il n'en faut plus rien attendre de bon, si de nouveau les événements politiques le reportent au faite du pouvoir.

— Il y a du vrai dans ce que vous dites.

— Puisqu'il est question de militaires et de chefs de génie, laissez-moi vous dire que je ne crois pas plus aux héros qu'aux savants militaires.

— Vos raisons?

— J'en aurais beaucoup, mais je ne veux pas vous en fatiguer. Je m'en tiens à ceci: les généraux de la République Française de 92 n'étaient pas des savants, mais il méprisaient la mort et

les privilèges, ils ont vaincu tous leurs ennemis qui n'avaient que des savants privilégiés pour les commander.

Les généraux de Napoleon I le sont devenus, ils ont succombé. Ceux de Napoléon III savaient tout et étaient des héros plaqués, rentés, truffés, ils se sont faits battre et ont laissé prendre leurs malheureux soldats par centaines de mille à la fois.

— Cela prouve l'imbécilité et la lâcheté des généraux; mais ce n'est pas la preuve que la science militaire n'existe pas.

— Moltke les a battus parce qu'ils ont été plus bêtes que lui. Mais si Moltke avait eu à faire à des jeunes hommes intelligents et assez osés pour faire quitter le pays envahi aux femmes et aux enfants et garder les hommes, brûler les foins et les grains qu'on n'eût pas pu emporter; puis voyant que leur artillerie était inférieure à celle des Prussiens ne plus livrer de grandes batailles, mais les attaquer de tous les côtés, à la fois, les harceler nuit et jour par des détachements de mille hommes, ce qui eut rendu leur artillerie et leur cavalerie presque inutiles, empêcher leurs convois d'arriver, détruire les chemins de fer, et fait fusiller quiconque n'ayant pas abandonné sa commune envahie, aurait seulement parlé à l'ennemi, jamais Moltke, ni Bismark n'eussent conquis la France, et les travailleurs n'auraient pas à suer aujourd'hui pour produire cinq milliards que le roi de Prusse fait dévorer aux siens en ce moment. Car c'est le travail seul

qui va payer le tribu : on prélève toujours les impôts sur le nécessaire et jamais sur le superflu.

— Il eut été difficile de le lever sur le superflu.

— En effet de la façon dont les choses sont organisées, c'est toujours le travail qui aurait fini par tout payer ; mais j'aurais d'abord rudement secoué le superflu.

— Comment auriez-vous fait ?

— J'aurais divisé le montant de la somme à payer, en autant de parts qu'il y a de départements ; et chaque département aurait eu à payer au prorata de sa richesse évaluée.

Chaque département à son tour aurait divisé sa part relative par Commune, en faisant incomber à chacune d'elles sa part à payer, relativement à sa richesse constatée.

Puis chaque Commune aurait divisé sa part, de façon à la faire payer à ses habitants les plus riches ; c'est à dire, à tous ceux qui auraient plus d'une certaine somme de revenu ou dont le luxe et la dépense indiquaient qu'ils avaient les moyens de payer.

Cela eût été vivement réglé, le travail national n'en eût pas autant souffert.

Les rois voyant leurs amis obligés de payer les frais de la guerre, eussent été désagréablement surpris de cette façon de punir leurs partisans et peut-être à l'avenir eussent-ils été moins affamés que Guillaume, qui n'a pas songé, en volant cinq milliards au Peuple français, que ses princes et ses partisans pourront bien les lui rendre un jour, avec de gros intérêts.

Mais ce n'est pas dans leurs habitudes de faire payer aux riches quelque chose.

Les réacteurs Versaillais ont dit à Guillaume : exploite notre peuple au profit du tien, fais lui suer cinq milliards pour tes menus plaisirs, nous préférons cela à nous battre pour défendre la République. A présent qu'elle est ruinée, que les d'Orléans, les Pietri et autres ennemis de la République essaient de lui prendre jusqu'à son dernier sou, ils l'ont laissée s'avilir, en la faisant mendier auprès de toutes les nations.

Peuples faites l'aumône, à la France, s'il vous plait !

Exploitation d'un Peuple par une autre et mendicité nationale, voilà le dernier mot de la politique des bourgeois et des monarchistes européens.

— Vous avez dit que chaque fonction sera en rapport avec l'âge et la capacité du fonctionnaire.

— Sans doute.

— Mais il n'y a rien de difficile comme de se prononcer sur la capacité de quelqu'un, comment ferez-vous ?

— Je vous l'ai dit : ce sera l'œuvre, la seule, du suffrage universel.

— S'il y a des capables, il y aura des incapables, comme il y a des idiots et des gens sensés.

— Je n'en disconviens pas ; mais le nombre n'en est pas grand.

— Comment le suffrage les triera-t'il ?

— Vous admettez bien que les fonctions publiques seront autres qu'elles ne sont ; et en supposant qu'elles ne soient pas différentes de

ce qu'elles sont, qu'il y aura toujours pour les remplir vingt fois plus d'hommes qu'il n'en faudra !

Vous conviendrez bien aussi que l'homme sachant qu'il peut être appelé à remplir une fonction publique obligatoire, s'y préparera pour l'occuper avec honneur, et savoir si ceux qui la remplissent s'en acquittent comme il faut.

C'est de la politique et l'on en fera toujours.

Vous voudrez bien m'accorder encore que pour remplir les devoirs de citoyen dans un pays où l'instruction publique sera gratuite et obligatoire, il faudra savoir lire, écrire, calculer, un peu de géométrie, de dessin et d'histoire ; et connaître les principales lois de son pays : ce qui du reste sera enseigné à tous.

Or pourquoi, lorsqu'il faudra des hommes pour remplir une fonction publique extrêmement simplifiée n'en trouverait-on pas ? Est ce qu'on en manque aux États-Unis où tous les fonctionnaires même les juges sont élus par le peuple ? Et les premiers magistrats du pays, comme le fendeur de bois Lincoln, le tailleur Johnson, le tanneur Grant, n'ont-ils pas exercé la présidence de la République avec autant de distinction, d'éclat et d'intelligence, que n'importe lequel de leurs prédécesseurs, le plus érudit ?

Les fonctionnaires ne manqueront donc pas ; et ce qui importe le plus, n'est pas de savoir où on les trouvera ; mais de savoir ce qu'ils auront à faire et de combien on les indemnisera.

— Oui, voilà la question.

— Nous allons commencer par les fonctionnaires du groupe le plus élémentaire, celui de la commune, pour passer ensuite à celui du canton, puis à celui de l'état, puis enfin à celui de la fédération des États

Dans la commune ! chaque citoyen, souverain en ce qui concerne son individu, sera électeur de vingt-cinq à soixante-dix ans et aura chaque année à décider relativement à la collectivité, si parmi ses égaux qui atteignent leur vingt-cinquième année, il n'y en a pas d'indignes ou d'assez idiots pour être impropres au service des fonctions qui peuvent leur incomber.

Chaque commune aura pour serviteurs les fonctionnaires publics suivants : un maire, deux adjoints, de huit à douze conseillers municipaux, un ou plusieurs édiles, un ou plusieurs censeurs, ou gardiens des intérêts publics, un ou plusieurs inspecteurs des écoles, des bibliothèques, des gymnases, etc., selon le plus ou moins grand nombre de population, selon le plus ou moins d'étendue de la commune.

La surveillance des centres de production, d'échange et de consommation ainsi que celle de plusieurs autres services publics seront laissés à l'exercice des fonctions cantonales.

Chaque électeur, lorsqu'il se passera dans sa commune quelque chose d'inaccoutumé et de reprehensible, et qu'il en sera requis et désigné par le sort, devra son concours et son aide aux fonctionnaires qui les réclameront dans les cas déterminés par la loi.

— Alors adieu aux espions et aux gendarmes.

— Oui, adieu à toute la vermine magistraturale et policière qui insulte; brutalise et opprime les populations.

Les fonctionnaires communaux chargés de remplir les fonctions de gardiens des intérêts de tous seront pris parmi les citoyens âgés de vingt-six ans.

Les Édiles chargés de veiller à la salubrité publique, à la propreté et à la sécurité des rues et des chemins, parmi ceux de vingt-sept ans.

Les conseillers municipaux chargés de veiller aux besoins de la Commune et de décider ce qui doit être fait dans l'intérêt de tous, parmi ceux de vingt-huit ans.

Le maire chargé de faire exécuter les résolutions du conseil municipal et de veiller aux intérêts communs et les deux adjoints chargés de le remplacer en cas de maladie ou de mort et de l'assister dans les cérémonies et fêtes publiques parmi ceux de vingt-neuf ans.

L'inspecteur des écoles, bibliothèques, gymnases, etc., parmi ceux de trente ans.

De toutes ces fonctions communales, celle de l'édilité et de la sauvegarde des intérêts de tous dans la commune seront les seules qui seront rétribuées, étant les seules qui exigent tout le temps de leurs fonctionnaires.

— Voilà la commune organisée maîtresse d'elle-même en ce qui concerne les intérêts stricts de sa localité. Montrez-moi maintenant comment elle va s'allier aux autres par l'intermé-

diaire du canton et quel rôle va jouer le canton vis-a-vis d'elle.

— La commune, la vraie patrie du citoyen une fois constituée, il faut, en effet, qu'elle s'allie avec les autres communes ses voisines pour former un état, une nation, un centre enfin, car c'est la nation qui par l'intermédiaire des cantons les reliera entre elles, fera exécuter les travaux communs, réalisera les entreprises au dessus de leurs moyens et souvent en dehors de leur territoire de façon à ce qu'elles reçoivent au centuple l'équivalent de ce qu'elles auront donné à la collectivité.

Les cantons auront pour fonctionnaires publics, autant que je puis m'en rendre compte à première vue.

Un prévôt cantonal; assisté de deux échevins; vingt-quatre conseillers chargés des affaires publiques du canton: un inspecteur pour les revenus, un autre pour le paiement des dépenses, un ou plusieurs contrôleurs des centres de production et d'échange et de consommation; un inspecteur des écoles; des bibliothèques, des théâtres, etc.; un inspecteur de la statistique et des postes: deux juges, un inspecteur des routes, rivières et tout ce qui concerne la circulation, un surveillant de la publicité de tout les actes qui concernent les affaires publiques; un inspecteur de la milice et des arsenaux.

Ces fonctionnaires suivant leur degré d'âge, de trente-un à quarante ans, et dont les attributions seraient clairement définies, auraient à ad-

ministrer et à surveiller les affaires du canton, ils seraient indemnisés pour leur déplacement; chaque citoyen devrait leur prêter main forte toutes les fois qu'ils en seraient requis par la voie du sort, et que ce qu'on exigerait de lui serait clairement établi et conforme à la loi.

Le canton serait donc organisé sur les mêmes bases que la commune; mais il aurait en plus sous sa tutelle les institutions qui pour se développer ont besoin de plus d'espace et d'un plus grand nombre de population.

Les cantons appelés à remplacer les arrondissements et les départements devraient être mieux divisés et mieux répartis en étendue et en population, conformément à la proposition, qu'en firent à l'Assemblée nationale de 1849 les citoyens Benoit (du Rhône) et Frédéric Charassin (de Saône et Loire).

— Pourquoi supprimez-vous les arrondissements et les départements?

— Parce qu'avec un pays qui aura réformé ses institutions et qui ne sera plus gouverné par des fonctionnaires de parti devant qui tous se soumettent et s'inclinent, mais par des administrateurs qui, au contraire, ne relèvent que de leur fonctions, une organisation comme celle qui existe en France actuellement serait complètement inutile.

Les gouvernements actuels sont organisés de façon à atteindre tous les hommes qui ne leur sont pas dévoués, s'ils le jugent à propos; il faut que ce despotisme cesse. Nous avons été assez

longtemps la proie de nos prétendus serviteurs; il est temps que chaque citoyen devienne son maître, son propre souverain; et il ne le peut qu'en réduisant l'autorité à être sa servante.

— Il vous reste encore à organiser les deux plus hauts échelons de votre société égalitaire: le Centre national ou l'État, la Nation; et ensuite la Fédération des États.

Qu'est-ce qui représentera l'État? Comment se manifesterait-il? Comment fera-t-il circuler la vie publique et l'abondance dans les cantons et les communes, et de l'autre comment s'allierait-il aux autres états?

— L'État se manifesterait par une Assemblée nationale qui formerait autant de comités qu'elle aurait à s'occuper de différents intérêts concernant l'administration générale du pays dont elle aurait à surveiller les services.

Cette assemblée permanente pourrait se renouveler par moitié tous les six mois ou tous les ans; elle ne serait pas élue par le suffrage universel qui a toujours racollé en immense majorité les avocats, les riches, les turbulents, les intrigants, mais par la voie du sort!

Les membres qui la composeraient devraient appartenir à une des six industries; extractive, agricole, manufacturière, circulante, échangeante et immatérielle, qui elles-mêmes se diviseraient en autant de branches que leur exploitation et leur développement le nécessiteraient. Chaque branche de chacune de ces six industries, enverrait à l'Assemblée nationale ou de l'État, un ou

plusieurs membres, selon l'importance de sa population.

Ces membres pris au sein de chaque catégorie industrielle n'y apporteraient plus ces haines de parti qui tendent toujours à faire de la nation la proie d'une famille ou d'une coterie politique : mais les connaissances nécessaires à la solution de la plupart des mesures proposées.

Chaque membre de l'assemblée sachant exactement ce qui serait utile à sa catégorie industrielle dont les intérêts seraient en cause, il s'en suivrait que la rédaction des lois ne seraient pas faite par une majorité politique passionnée ; mais par les citoyens compétents qui connaîtraient le mieux la question. Ceux qui rédigeraient les lois n'auraient aucun droit législatif ; pour que la loi fut applicable, il faudrait préalablement l'avoir soumise à l'approbation des intéressés : le peuple ne pouvant jamais cesser d'être souverain en ce qui concerne les intérêts de la collectivité. Et les assemblées, au lieu d'être un champ d'attaque, où la ruse et l'injure le disputent à la mauvaise foi, deviendraient des instituts véritables pour la nation.

— Comment seraient choisis les membres de l'assemblée et des fonctions administratives et autres fonctionnaires ?

— Les membres de l'assemblée seraient pris, par la voie du sort parmi les citoyens âgés de quarante à quarante-cinq ans qui n'auraient pas encore remplis de fonctions publiques et qui auraient fait preuve de savoir et de capacité dans

leur branche industrielle, preuve constatée par tous les travailleurs de leur même catégorie qui du reste ne procéderaient que par élimination.

Enfin pour répondre en tous points aux nécessités quotidiennes de la société, l'assemblée se diviserait, en autant de comités distincts que la patrie aurait d'intérêts divers à surveiller ; et tout se ferait sans secousse et sans récrimination.

Nous voici arrivés à la fédération des États. Permettez moi de la définir en peu de mots.

Qu'est-ce que la Fédération ?

C'est la réunion de plusieurs états souverains liés par un pacte de garanties mutuelles contenant leurs obligations réciproques.

C'est le contrat fait entre les citoyens d'un centre et ceux d'un autre centre qui leur assure, par réciprocité, leurs droits de liberté, de sécurité, d'indépendance nécessaire à leur prospérité commune.

Un État confédéré n'est souverain chez lui, vis-à-vis de ses associés, qu'autant qu'il n'attaque pas la souveraineté des autres états ; comme le citoyen n'est souverain chez lui, vis-à-vis de la collectivité, qu'autant qu'il n'attaque en rien la souveraineté de ses égaux.

Les confédérations n'ont plus de rôle politique à jouer pour conquérir une sorte de prépondérance sur les autres, comme les états le font aujourd'hui. La logique veut puisqu'il n'y a plus de rang, ni de classes distinctes parmi les hommes qu'il n'y ait plus de prépondérance d'un centre sur un autre parmi les états ; et le pacte

fédéral, qu'un centre, tant petit soit-il, non seulement soit libre et souverain, mais soit défendu s'il est attaqué.

Ainsi formuler la loi qui équilibrera les forces de l'individu et de la collectivité, en même temps que celles d'un état avec ses coassociés, en les harmonisant, en les complétant les unes et les autres; ce sera l'œuvre de l'Assemblée des États confédérés.

Légiférer, instituer, inaugurer, initier, surveiller, installer et ne rien laisser faire au compte d'un état particulier, voilà quel sera le rôle des membres de l'assemblée fédérative. Car si un état au lieu d'être seulement initiateur et surveillant devenait gouvernant et industriel, soit en taxant le travail, soit en faisant fabriquer à son compte des objets qu'il revendrait avec profit, comme les patrons d'aujourd'hui, il ne représenterait plus la collectivité, ce serait une compagnie qui travaillerait pour son propre compte, comme cela s'est vu au Paraguay, et qui finirait par opprimer, appauvrir et abêtir tous les citoyens.

En fédération, les états ne s'annexeraient pas; ils resteraient libres: ils s'adjoindraient, se fédéraliseraient pour échanger et augmenter leurs intérêts mutuels, et le pacte qu'ils feraient entre eux ne leur garantiraient leur indépendance, que parce qu'ils se seraient engagés à défendre celle de leurs confédérés si elle était attaquée.

De plus le point central d'un rayon donné devrait toujours être subalternisé par les délégués

des autres centres plus petits, comme ces plus petits devraient être également subalternisés par les citoyens, si l'on veut que la liberté de l'individu soit toujours à l'abri des tendances autoritaire de la collectivité, qui ne tarderait pas à être oppressive, au nom de l'ordre et d'autres grands mots qui servent toujours de masque aux intrigants.

Ainsi, c'est bien compris, il faut que ce qui regarde l'individu soit laissé à l'individu, ce qui concerne la collectivité soit laissé à la collectivité,

Comme la collectivité se manifeste par groupes, par centres plus ou moins considérables, c'est à chacun de ces centres à bien définir ce qui est de son ressort et à en prendre soin: car du moment où un centre, parce qu'il serait plus considérable qu'un autre, se mêlerait d'autre chose que de ce qui doit être seulement de sa compétence, ou laisserait ce soin, à quelque individu à qui il aurait délégué sa souveraineté, il y aurait despotisme, oppression, souffrance et péril.

— Comment recrutera-t-on les membres de l'assemblée d'un centre de Fédération?

— Toujours par la voie du sort, qui ira les prendre parmi tous ceux qui, étant d'âge, auront été inscrits comme capables d'être chefs d'industrie si le sort les eût appelés.

— Sauf les détails, la chose me paraît assez simple.

— De ce que je viens de vous dire, découle donc



une organisation sociale naturelle, sans corruption possible, inusurpable et toujours occupée à sauvegarder les intérêts de tous.

— La chose devient claire et je crois l'avoir bien comprise; la voici :

Des groupes d'individus souverains s'unissent par un contrat avec un centre.

Ce centre s'unit par un pacte avec d'autres centres plus grands; et chacun de ces centres réduit son action à l'initiative et à la surveillance. Est-ce bien cela?

— C'est cela même : les cantons suisses, les tribus israélites, l'amphictyonie grecque peuvent donner une idée de la fédération et même servir d'exemple sur quelques points de leur organisation.

— Tout s'enchaîne assez bien jusqu'ici, et il est aisé de comprendre un pareil mode d'organisation sociale. C'est de l'*Atercratie*, comme vous dites; mais votre *Atercratie* n'ayant jamais existée; comme on n'a jamais vu un pareil mode de recruter des fonctionnaires, et que les penseurs d'aujourd'hui bien que mécontents du suffrage universel raffole encore de ce critère, au point de faire voter les femmes : ce que vous supprimez, vous, de plus comme l'histoire ne mentionne aucun essai, d'un pareil ordre social tenté chez aucun peuple, je crains que cette nouveauté socialiste soit mal comprise par les intelligents et fasse sourire les imbéciles.

— Et quoi! Parce que nous aurions trouvé.

le plan d'architecture sociale qui emploiera les matériaux économiques que les philosophes et les utilitaires ont préparés depuis des siècles, nous ne serions pas compris, et on se moquerait de nous?

— Hélas oui! Le public se moque toujours de ce qu'il ne comprend pas, et les savants nient toujours avec obstination ce qu'eux et leurs amis n'ont pas découvert.

— Alors nous nous passerons d'eux.

— Que ferez vous?

— Ce qu'on fait les ingénieurs qui ont appliqué la vapeur au transport des colis et des voyageurs et l'électricité à la transmission des nouvelles.

Est-ce que le public savait ce que c'est que la vapeur et l'électricité quand on a commencé à les appliquer à l'industrie? Est-ce que les Académiciens n'avaient pas déclaré que les roues d'une locomotive n'avanceraient pas, mais tourneraient sur elles mêmes? Est-ce qu'ils n'avaient pas dit que l'électricité ne pourrait pas servir de moteur? Est-ce qu'à chaque découverte d'une des quatre forces nouvelles que depuis le moyen âge l'humanité a mise l'une après l'autre au service de l'industrie, les savants officiels, n'ont pas insulté, persécuté et fait mourir de misère et de désespoir leurs inventeurs?

Foin donc! de toutes ces épines d'académie que le peuple cultive pour avoir le plaisir de se les sentir aux pieds; nous ferons sans eux, nous ferons malgré eux!

Que ceux qui comprennent s'unissent et commencent la transformation sociale, en fondant un centre de consommation dans des conditions normales, où tout échange débarrassé de tout antagonisme individuel, devienne égalitaire, et tout ira de soi!

— Tout irait de soi, je n'en doute pas, si l'on comprenait vos donuées; mais ne l'oubliez pas, vous concluez à la liquidation sociale et chacun l'entend à sa façon.

Vous ne voulez plus de gouvernement.

Vous voulez la justice et la liberté avant tout.

Vous transformez l'autorité et la réduisez à rien, en ne la laissant s'immiscer que dans ce qui regarde les affaires de la collectivité.

Vous repoussez la communauté et vous faites envahir par la collectivité toutes les propriétés susceptibles de devenir instruments de travail et de servir à la reproduction générale des richesses.

Vous ne faites appel au suffrage des citoyens que dans des cas extrêmement rares et pour faire en quelque sorte un travail d'élimination.

Vous faites de toutes les fonctions publiques qui ne sont pas industrielles une charge pénible et onéreuse remplie alternativement par des citoyens que le sort a désignés.

Dans votre société, il n'y a plus de place pour les sauveurs, les grands hommes d'état, les génies capables qui, selon vous, n'ont jamais fait que leurs affaires et point celles de la nation; vous les désappointez tous et ruinez d'avance ceux qui se sont enrégimentés à leur suite pour en avoir les bribes. Vous serez donc incompris, tournés en dérision et traités de fous.

— On dira de nous ce qu'on voudra, peut im-

porte, pourvu que la liquidation se fasse ; et elle se fera.

— J'en doute !

— Au point où en est arrivée l'idée d'émancipation dans l'esprit des masses, il est même impossible qu'elle ne se fasse pas.

— Alors, gare au déluge.

— Cela dépendra des chefs du pouvoir.

— Vous y revenez toujours !

— J'y reviens, sans doute, puisqu'ils peuvent faire le bien aussi facilement qu'ils font le mal, et que tous les partis cherchent à s'emparer du pouvoir pour faire triompher leur politique de prédilection.

— La bourgeoisie n'a rien à désirer : elle est au pinacle. Ce n'est pas ses ministres qui chercheront à changer quelque chose au système gouvernemental qui nous régit.

— Qu'ils n'empêchent rien ! on ne leur demande rien de plus.

— Si la bourgeoisie s'aperçoit qu'elle va être renversée ; naturellement elle devra se défendre.

— Alors elle se mettra dans son tort vis-à-vis du peuple, comme la noblesse s'y est mise autrefois vis-à-vis d'elle, et sa chute n'en sera que plus rapide.

— Mon cher, elle est supérieure au peuple par l'instruction, autant qu'elle l'était à la noblesse : c'est ce qui la tient debout !

— Pas précisément. Ce qui tient la bourgeoisie debout, c'est l'industrie, les moyens de production, qu'elle tient dans ses mains, et qu'en

es laissant languir, elle peut affaiblir et même renverser tout gouvernement qui lui est antipathique. Du jour où par des coopérations, des associations ou n'importe quel autre mode de produire, même défectueux, les ouvriers pourront travailler sans son consentement, la bourgeoisie sera vaincue.

Maintenant ce qui va forcer les ouvriers à s'organiser en associations, en société de coopération, de participation ou autres ; je m'en vais vous l'expliquer, si vous n'êtes pas fatigué de tout ce que je vous ai déjà dit.

— Non, non, continuez ; je suis bien aise de vous entendre sur toutes les questions.

— Nous sommes tous égaux et point uniformes, c'est-à-dire, que nous considérons, comme une souveraine injustice ce qu'on fait pour un autre après qu'on nous l'a refusé. De plus quelle que soit la position sociale d'un individu, si vous l'interrogez et lui demandez, s'il se croit autant que celui qui s'est fait son maître, son chef, son monarque ; il répond qu'il les vaut bien et qu'il est homme comme eux.

Ce sentiment d'égalité est la sève politique de l'homme de notre époque ; et conformément à la loi de nature qui veut que les effets soient adéquats à leurs causes, la sève politique de l'humanité ne peut qu'engendrer des idées d'égalité de plus en plus larges, de plus en plus praticables.

Eh bien ! ce sentiment égalitaire est froissé par l'organisation industrielle de la bourgeoisie.

En faisant de la production en grand, au profit de quelques actionnaires, l'industrie bourgeoise a tué l'individualité et l'indépendance des producteurs.

L'on comptait encore, il y a quarante ans, les artisans par milliers dans l'industrie.

Aujourd'hui où sont ils pour la plupart ? dans les mains des capitalistes.

De leurs maîtres qu'ils étaient, que sont-ils devenus ? Des salariés. Ils travaillaient pour eux, à leur convenance, à leur heure. Ils vont à présent à l'atelier au son de la cloche. Ils sont réglementés et les bénéfices de leur travail ne sont plus pour eux.

Doit-on s'étonner que, se voyant déchoir, qu'impuissants à lutter contre le bon marché des produits faits à l'aide des machines qui appartiennent aux capitalistes, les travailleurs aient cherché à concilier leur dignité d'hommes libres avec le bon marché des objets, dans l'intérêt de tous ?

Ce serait bien plus extraordinaire s'il en était autrement.— La science sociale ayant démontré que, si les instruments de travail, au lieu de fonctionner pour faire la fortune d'un seul, étaient mis à la portée de tous, il y aurait plus d'aisance dans les masses et plus d'égalité entre les hommes, est-il étonnant que les travailleurs aient conclu à la suppression de tout intermédiaire inutile, de toute aristocratie oisive, de tout monopole artificiel ?

L'injustice irrite toujours les hommes ; or,

comment supposer que des millions de malheureux, qui ont travaillé toute leur vie, pour être seulement logés, vêtus et nourris, pendant qu'ils procuraient la fortune à ceux qui les employaient, n'aient pas vu que cela est injuste, et n'aient pas cherché des combinaisons nouvelles de travail, où la dignité de l'homme, s'accordât avec son bien-être. Et comment croire, qu'ayant entrevu le problème, le producteur reculera devant la suppression de cette aristocratie qui le dépouille et l'avilit ?

En supposant qu'il accepte sa pauvreté d'aujourd'hui, a-t-il la moindre garantie que son lendemain ne sera pas pire ?

Quelle assurance a-t-il que le propriétaire d'une usine, d'un champ, d'une maison, ne lui retirera pas son travail, ne diminuera pas son salaire, n'augmentera pas son loyer ?

Tout est trop incertain et trop contraire à ses intérêts, dans la société actuelle, pour qu'il supporte encore longtemps son mal en patience, et nous devons même en éprouver de la satisfaction, car sans ce sentiment de justice révolutionnaire que chacun de nous porte en soi, où en serions-nous ? dans l'immobilité, qui est la pire de toutes choses.

Vous le comprenez, l'humanité ne peut rester plus longtemps dans ce capharnaüm d'iniquités.

Le travailleur produit la richesse, l'échange, la fait circuler ; c'est même par les résultats accumulés de son labeur que les capitalistes lui fournissent les matériaux qu'il façonne ; il lui

faut sa juste part de richesse ; non la part faite par le caprice du capitaliste léonin que la crainte du lendemain et sa responsabilité rendent égoïste, mais la part faite en vertu d'une loi économique.

— Cette loi est-elle découverte ? Si elle l'est, est-elle facile à appliquer ?

— Elle est découverte. Quant à son application, elle se fera mathématiquement, au prorata des efforts de chacun, dès que les centres sociaux de production, d'échange et de consommation seront organisés.

— Comment pensez-vous convaincre les gens, si vous dites toujours que vous ne pouvez montrer l'application de cette loi économique de juste répartition avant d'avoir organisé vos centres sociaux.

— Nous ne pouvons cependant pas montrer ce qui n'existe pas encore ; pas plus que Fulton n'eût pu montrer son bateau à vapeur avant qu'il ne fût construit ; c'est assez, il me semble, d'en expliquer le fonctionnement.

Nous avons dit que les cinq éléments : Terre, Travail, Capital, Échange, Sécurité, qui produisent la richesse, ont droit à une part dans sa distribution.

Nous avons reconnu également que l'injustice et le malheur des hommes viennent de ce qu'on a fait la part à quelques uns de ses éléments au détriment des autres et qu'il fallait réparer cette injustice, en donnant à chacun équitablement et mathématiquement ce qui lui revient.

— Quelle serait, selon vous, la part qui reviendrait à chacun de ces cinq éléments ?

— Ce que la terre donne de valeurs gratuites et dont se sont emparés les privilégiés appartiendrait à la société et suffirait, comme je l'ai déjà dit, à couvrir ses dépenses.

Le capital n'aurait droit qu'à ce que couvrirait les dépenses de son entretien et de son renouvellement, lorsque par de nouvelles découvertes quelques instruments de travail deviendraient onéreux de productifs qu'ils auraient été.

Le commerce débarrassé de ses éléments antagonistes, n'ayant aucun bénéfice à faire, ne prélèverait sur les produits livrés à la consommation que juste ce qu'il faudrait pour rétribuer ceux qui seraient chargés de les arranger, d'en prendre soin et de les tenir à la disposition des consommateurs.

A l'administration de surveillance et d'initiative qui aurait remplacé le gouvernement il n'y aurait presque rien à abandonner ; ses dépenses étant couvertes par les utilités, les valeurs qui, n'ayant coûté aucun effort humain, proviennent des facultés productives de la terre, il resterait donc aux travailleurs les trois quarts de la production : ce qui leur est ravi aujourd'hui, par les oligarques du capital.

— Tout ceci est très bien, mais il faut conclure. Vous n'attendez pas que le pouvoir se fasse socialiste de sitôt et prenne l'initiative de toutes ces réformes ?

Certainement, non !

— Alors comment pensez-vous arriver à faire triompher les idées socialistes et amener la liquidation du vieux monde ?

— Par l'intermédiaire de quelques hommes qui auront compris l'idée et qui réuniront le capital nécessaire à sa mise en pratique.

— Les capitaux sont possédés par vos adversaires ; est-ce que vous pensez en demander à la bourgeoisie, du moins, à un de ses fils ?

— Que nous importe la classe ou celui qui vient à nous est né. S'il est de la classe bourgeoise, par le seul fait qu'il seconde nos idées d'émancipation ; il cesse d'en faire partie ; il fait même plus : il travaille à son renversement. Mirabeau, était noble et personne plus que lui n'a sapé la noblesse ; il la connaissait. Pourquoi les fils de la bourgeoisie qui ont du cœur et de l'intelligence ne chercheraient-ils pas à la saper aussi, s'ils sont convaincus qu'elle est la cause du dénûment des masses et de l'abaissement des nations ?

— C'est à la bourgeoisie pourtant que nous devons le peu de liberté que nous avons ; c'est elle qui les a conquises au prix de son sang.

— En effet, aussi longtemps qu'elle a été pauvre et subalternisée par la noblesse et le clergé, elle a été révolutionnaire et a fait cause commune avec le peuple ; mais depuis elle les a imités. Elle a pris leur place et avec leur place leurs vices, leur égoïsme et leur soif d'opprimer.

Elle a poussé même l'imitation jusqu'à avoir une aristocratie, elle qui ne parlait en 89 que

d'égalité devant la loi.

Elle s'en est créée une de convention. Du reste je ne le lui reproche pas, elle a été logique, vu que les aristocraties sont l'essence de toutes les sociétés gouvernementales.

Ceux qui gouvernent sont toujours censés les meilleurs, les plus expérimentés, les plus capables, et si vous en doutez demandez-le aux millions d'imbéciles partisans du fait accompli ; ils vous diront toujours que celui ou ceux qui les gouvernent sont des génies, des sauveurs qui ont tous les talents.

Voilà pourquoi nous sommes *Atercrates*, partant si peu compris des gens qui ne voient rien au delà de ce que décide une majorité, abusât-elle même de son pouvoir, en outre-passât-elle les limites, comme l'ont fait les usurpateurs de Versailles !

Mon cher ami, nous avons fait l'expérience de la puissance des grands et de leur commandement, nous n'en voulons plus. Nous n'en voulons plus ; non par ce que le gouvernement de l'aristocratie est pire que les autres ; mais parce que toutes les autorités, toutes les puissances, toutes les craties qu'elles soient *auto*, *théo*, *aristo*, *démo*, *plouto*, *ochlo*, ou autres ne font que de misérables esclaves.

Dans le passé les Républiques ont toutes enfanté des aristocraties par leur excès de reconnaissance envers leurs chefs qu'elles prenaient pour de grands hommes, et par leur ingratitude envers leurs véritables amis qui pré-

voyaient le danger qui les menaçait et le leur signalaient.

De ces aristocraties les peuples s'en sont toujours accomodés et s'en seraient contentés plus longtemps encore, si au lieu de mépriser, les producteurs et de ne s'occuper que des intérêts de leur caste, les aristocraties avaient imprimé un mouvement favorable, aux destinées de tous.

Lycurgue, Solon, Xénophon, Thucydide, Platon, Aristote, Tite-Live, Dante, Machiavel, Calvin etc, ont incliné de préférence vers le gouvernement de l'aristocratie.

Ils prétendaient que l'aristocratie tenait à honneur d'être juste et patriotique; ils trouvaient que le sentiment d'appartenir à un corps qui avait fait des prodiges de valeur et de dévouement, à une ville qui s'était défendue dignement était légitime, et que croire qu'on avait plus de relief par ce qu'on appartenait à une légion qui avait toujours pratiqué le sacrifice avec heroïsme ou à telle nation qui avait préféré la justice à ses intérêts, cela ne pouvait qu'aider au progrès de la civilisation et inviter l'homme à immoler son égoïsme à la haute renommée du milieu au quel il appartenait. De la vient cet esprit de corps qui se continue. Nous sommes membres de telle société dit on souvent avec un certain orgueil, notre société veut ce qui est juste, parle élégamment de choses sensées, exige que la conduite de ses membres soit exemplaire; et pour ne pas faire son éloge directement on fait celui de la société à la quelle on

appartient : elle est plus parfaite, plus avancée que les autres et ses membres, bien entendu, valent mieux. C'est une aristocratie dans la société et les membres qui la composent ne se doutent guère qu'ils sont des aristocrates, tout comme les autres, sauf qu'ils ont quelquefois un langage et des manières qui leurs sont particuliers.

Rien ne paraît si naturel à des gouvernés qui ignorent qu'on ne doit pas l'être, qu'une aristocratie dirigeante et rien ne naît aussi spontanément dans le peuple, que le désir d'obéir aux hommes, les plus vantés, les plus enviés, les plus détestés, mais les moins jalouxés, parce qu'à tort on leur croit plus de sagacité qu'aux autres.

L'aristocratie est tellement naturelle à l'ordre social actuel, et se constitue avec tant de facilité que si elle n'était le symbole de l'immobilité, au sein d'une société qui ne vit qu'à la condition de marcher et de se rénover sans cesse, elle dominerait le monde sans conteste.

Partout, où il n'y en a pas, il s'en crée une aussitôt.

Témoin les descendants des criminels envoyés à Botanybay, il y a plus d'un siècle, qui forment aujourd'hui l'aristocratie la plus enviée de l'Australie et la plus fermée aux gens qui ne descendent pas des anciens déportés.

Témoin, celle des Knickerbockers qui les premiers sont venus coloniser la cité de New-York qui aussi se protègent et se marient entr'eux de préférence.

Les premiers criminels qu'on envoya à Botany Bay n'eurent pas plutôt eu la permission de cultiver les terres à leur profit, qu'ils songèrent à se réhabiliter; mais exclus de la société, et pour cause, ils ne purent voir et fréquenter qu'eux mêmes. Ils se connurent, se lièrent d'amitié, se soutinrent et se protégèrent.

Ils s'enrichirent tous. Leurs enfants comme les descendants des premiers colonisateurs s'abritèrent sous l'honorabilité du travail pour faire oublier la tache de leurs ancêtres; et ils y ont si bien réussi; qu'aujourd'hui, ils forment l'aristocratie Australienne la plus honorable et la plus importante.

Les Knickerbockers, eux, n'étaient pas des criminels; mais de pauvres émigrants qui ont aussi du leur succès au travail et à la sobriété.

Aujourd'hui ils forment l'aristocratie de New-York la plus sérieuse, la plus riche et peut-être la plus respectée.

Ces aristocraties accidentelles se sont élevées par la force des choses. Ces vieilles familles, ces hommes, qui avaient partagé les mêmes craintes, couru les mêmes dangers, vécu de la même vie, se sont estimés et entre-aïdés. Ils se sont enrichis par l'achat des terres et des propriétés qui à mesure que la colonie se développait prenaient plus de valeur. Leurs enfants se sont fréquentés, pris-mariés entre eux.

Aujourd'hui ils tiennent l'argent et comme le crédit privé avec intérêt, est le nerf de l'activité humaine, dans la société actuelle, ces anciens

colons, comme tous ceux qui se sont enrichis dans l'industrie et qui tiennent le capital, sont nos maîtres et seigneurs.

Leurs fils au lieu d'aller jeunes à l'atelier vont dans les écoles apprendre à être les chefs dans toutes les branches de l'activité humaine. Ils sont les aristocrates du jour, non, parce qu'ils sont fils de nobles; mais parce que leurs parents sont de riches bourgeois. L'aristocratie a changé d'origine. Elle émane du capital, au lieu de la conquête; et elle n'en est ni plus humaine, ni plus intelligente pour cela.

Rien ne pourra garantir les peuples de l'aristocratie, qu'elle soit de naissance, de fortune, d'esprit ou de manières, aussi longtemps qu'il y aura des gouvernements à qui tout appartient, au lieu d'une administration de surveillance qui leur appartienne. Et les gouvernements ne disparaîtront que lorsqu'on aura établi l'égalité et la solidarité des conditions, pour lesquelles il faut des capitaux, bien plus encore que des révolutions.

— Combien faudrait-il pour commencer?

— Un million!

— C'est peu.

— C'est peu, en effet; mais ce serait suffisant pour commencer et montrer que la transformation des rapports industriels est plus facile à faire qu'on ne l'imagine.

— Supposons maintenant que dix ou douze socialistes ont trouvé ce million; comment vont-ils organiser l'embryon de la société nouvelle?



Que vont-ils faire avec ce capital?

— Vous m'invitez à descendre dans des détails fort peu attrayants je vous assure et dont je vous ai déjà entretenu; mais si vous y tenez absolument,

— J'y tiens; et j'y tiens d'autant plus qu'on vous accuse, messieurs les Socialistes, de ne jamais conclure.

— Je vais donc vous satisfaire et vous donner ma conclusion.

La liquidation sociale est à l'ordre du jour. Elle consiste, avons-nous dit, à subalterner le capital au travail, à décupler la production et la consommation, au moyen de centres sociaux qui font équitablement la distribution des richesses, à transformer le gouvernement actuel en une administration de surveillance et d'initiative temporaire et à lui procurer ses revenus, non par des taxes toujours arbitraires, mais par les utilités, les valeurs naturelles qui n'ont coûté aucun effort humain.

Tout cela doit se faire sans violence, sans injustice, sans même blesser les lois qui nous oppriment bêtement.

— Les lois n'oppriment bien souvent, que parce que les avocats, ces chevaliers, de l'équivoque, qui ont été ministres de la Justice, en ont fait une déplorable et criminelle application. Si au lieu de les appliquer avec injustice et colère, parce qu'enrégimentés dans une faction ils ont aidé à les faire, avec l'intention bien arrêtée de se venger de leurs opposants, les lois

étaient appliquées avec équité et douceur, on s'en plaindrait rarement.

— C'est mon avis. Aussi les fonctions publiques doivent-elles être complètement définies et ceux chargés de les remplir n'en pas occuper plusieurs, surtout quand elles sont de nature différente.

Pour résoudre le problème social, que l'on commence par organiser d'abord la production ou l'échange, ou la consommation; c'est absolument égal: ces trois moyens économiques auront les mêmes résultats; mais vu l'état actuel des choses, il vaut mieux, selon moi, commencer par organiser la production.

Nous allons donc supposer que nous sommes douze décidés à résoudre le problème économique et que nous possédons la somme suffisante pour cela et avec toutes les difficultés d'un commencement établir le premier centre de consommation.

Eh bien! soit au milieu de New-York ou de Londres, ou de Paris, ou de toute autre grande ville, nous ouvrons un bazar divisé en autant de sections que nous pouvons exposer de produits différents des diverses industries.

Deux de chacun de nous, les douze fondateurs, s'obligent, dans les commencements afin d'éviter des frais à diriger le bazar un jour par semaine, à le surveiller, à prendre soin des objets qui y sont déposés et à les délivrer même aux consommateurs.

Chaque objet ayant, été acheté en gros et au comptant, est vendu en détail, également au

comptant, avec une légère augmentation de trois pour cent, je suppose.

Dans notre centre social de consommation où nous offrons des articles d'un usage universel et quotidien, nous avons, afin de les classer avec ordre, un département distinct pour chaque produit d'une industrie différente ; c'est-à-dire, un pour la cordonnerie, un second pour la lingerie, un autre pour la chapellerie, un autre pour les vêtements, d'autres encore pour tout ce qui a rapport au logement, à la nourriture, à l'intellect, etc.,. De plus un bureau où chaque personne qui a besoin de briques, de plâtre, de chaux, de ciment, de toutes sortes de produits qu'on n'a pas besoin d'avoir sous la main, puisse donner des ordres sur échantillon des matériaux et marchandises qu'on obtient au prix de reviens dans d'autres entrepôts, avec les maîtres des quels on s'est mis en rapport pour commencer.

Dès que les débouchés d'un article, n'importe lequel, deviennent permanents et assez considérables pour occuper quotidiennement un certain nombre d'ouvriers, aussitôt, comme je vous l'ai déjà dit, un centre de production est créé.

— Est-ce avec les trois pour cent d'augmentation sur le prix de coût de vos articles vendus que vous pensez y arriver ?

— Oui !

— C'est bien peu.

— Trois pour cent sur des articles renouvelés cent-fois par an, cela fait trois cent pour cent de rapport à la société ; et c'est un chiffre

exhorbitant.

Maintenant, je suppose que nous écouillions assez de chaussures, de coiffures, de vêtements, de beurre, de légumes, de livres, de plâtre, etc., pour occuper un petit nombre d'ouvriers dans la production de chacun de ces objets, nous ouvrons immédiatement des ateliers manufacturiers, agricoles ou autres pour leur fabrication.

Dès que ces ateliers deviennent eux-mêmes assez considérables pour en alimenter de nouveaux ; de suite on en crée d'autres et de création en création de centres sociaux, on finit par atteindre et englober toutes les industries.

— Comment organisez-vous vos ateliers de production ? Il n'y a plus de patrons, avez-vous dit : votre révolution économique les supprime, comme la révolution de quatre-vingt-neuf a supprimé les grands seigneurs que n'atteignait pas la loi commune.

Qu'est-ce qui dirige alors les ateliers, indique le travail qu'il y a à faire et est chargé, si c'est un objet fait de plusieurs pièces, de les réunir, de les faire refaire, si elles ne sont pas bien, et de les refuser même, si elles sont gâtées ? Comment, la part qui revient aux ouvriers pour leurs efforts est-elle faite ? Par qui ? Comment leur est-elle distribuée ?

— Lorsque le débouché d'un produit est assez important pour alimenter quotidiennement un entre ; on offre aux travailleurs capables de le faire, un atelier et tout ce qu'il faut pour le confectionner. Ils s'organisent entre eux comme ils

l'entendent et répondent de ce qu'on leur a confié. Le prix de la main d'œuvre pour faire l'objet equis, dans telle ou telle condition, est débattu et réglé d'avance d'un commun accord, puis leur est payé aussitôt que reconnu valable il a été livré au centre de consommation qui le tient à la disposition du public aux conditions dont je vous ai parlé et au prix de coût, sauf une légère augmentation pour ce que la nature a pu y ajouter d'utilité gratuite que la recherche des hommes a fait côter à un prix déterminé par sa plus ou moins grande demande sur le marché.

Le patron qui commande aujourd'hui, non parce qu'il en sait plus qu'un autre, mais parce qu'ayant son capital engagé dans une affaire il veut la surveiller, n'est plus possible.

Le patron n'est plus possible, parce que l'industrie n'a plus besoin du crédit privé pour marcher, ni de faire du trompe-l'œil, du charlatanisme, du mensonge industriel; et que l'appât du gain n'est plus le mobile de l'échange. Il est remplacé par un des ouvriers capables que le sort a désigné pour diriger le travail et a été prendre parmi ceux que le suffrage n'a pas éliminé comme inapte à remplir l'emploi.

La science d'un métier est quelquefois difficile à acquérir; les ouvriers savent toujours ceux qui n'en ont pas encore acquis la connaissance entière pour les ajourner jusqu'à ce que leur capacité soit faite et profite à la rémunération de leurs travaux. Du reste ceci se constate aussi par un concours. Tous les producteurs qui sont

reconnus aptes à être chefs, sont inscrits sur une liste, de par le suffrage qui a éliminé ceux qui ne le sont pas encore. Aussitôt que ces derniers le deviennent, on les y inscrit également et lorsque l'industrie a besoin d'un homme pour surveiller ou diriger, ou préparer le travail dans une branche quelconque de la production, le sort désigne celui qui pendant le laps d'une année en assume la charge. Les concours ont lieu tous les ans et le suffrage chaque année élimine ceux qui n'ont pas encore atteint le degré de science nécessaire.

Ces chefs commandent le travail et sont un peu plus payés que les autres ouvriers dont l'heure de travail est fixée par l'offre et la demande. S'il y a altercat entre ces chefs temporaires et les ouvriers qui suivent leur direction à propos d'un refus de l'ouvrage fait ou d'une diminution dans la façon imparfaitement exécutée, la cause est décidée immédiatement par cinq arbitres tirés au sort qui décident au vote secret si la retenue sera maintenue, ou si elle sera enlevée.

Le travail est fait aux pièces ou à l'heure, cela dépend de sa nature; c'est l'offre et la demande qui décide de l'option le plus souvent comme de sa rémunération. Il ressort donc de ce qui précède, que, dans ces centres de production qui ont été créés au fur et à mesure des besoins des centres de consommation et que l'échange relie tous entre eux, nul ne travaille pour le compte d'un autre; le patronat est aboli, les conditions

sont égales pour tous. Il n'y a plus ni maître, ni ouvrier, ni bourgeois, ni prolétaire, mais des égaux produisant selon leurs aptitudes, payés suivant le cours et jouissant des instruments de travail que la société a mis à la portée de tous également.

Dans ces ateliers; lorsque des travailleurs isolés ou groupés plusieurs ensemble, veulent produire, ils reçoivent de la matière à façonner dont ils sont débités. Lorsque leurs produits sont achevés et admis dans les centres de consommation, ils en sont crédités. Un d'eux chargé de cette opération présente son check à la banque du peuple qui le solde; et la part qui revient à chacun des ouvriers et qui a été mathématiquement déterminée à l'avance leur est distribuée. Tout se fait au comptant et se solde à chaque virement. Le crédit, si crédit il y a, est de la part de la société envers l'ouvrier de la mise à sa disposition des instruments de travail et de la matière à transformer qu'il peut gater et détruire; et de la part de l'ouvrier envers la société de l'avance qu'il fait de son travail sur un objet qui demande quelquefois plusieurs jours avant d'être achevé et payé.

Ainsi tout travail est réglé aussitôt que livré, tout compte arrêté, balancé et payé aussitôt que vérifié et accepté; ces virements de compte, cette tenue de livres et de caisse sont le travail le plus important de la banque d'échange ou de circulation qui créée naturellement par les transactions entre les centres de consommation et de

production les relie tous entre eux.

Une pareille organisation industrielle change tous les rapports d'intérêts, toutes les relations humaines relatives au travail, elle solidarise toutes les industries et fait par sa banque le service du budget de la société pour la sécurité qu'elle en obtient, transforme le gouvernement actuel en une administration de surveillance des intérêts collectifs.

Plus de gouvernants, plus de gouvernés, plus d'exploiteurs, plus d'exploités, plus de privilégiés, plus de victimes. Liberté pour chacun égalité et solidarité des conditions complètes pour tous. Terre, ateliers, machines, outils, matières à façonner, fonctions, services et emplois de toute nature sont mis à la portée de tous, l'homme doit tout à ses efforts physiques intellectuels et moraux et il lui est impossible de devenir riche par la spéculation, par des ventes ou par le travail d'autrui.

— C'est le résultat en effet d'une pareille organisation. Vous aviez raison la violence n'a rien à y voir. C'est une idée économique qui va son chemin et dont le résultat transforme infailliblement le monde actuel. Vous pouvez dire comme on la fait dire au révolutionnaire Jésus : *mon utopie n'est pas de ce monde*, il y a entre elle et lui antagonisme absolu; mais puisque d'après vous le vieux monde va disparaître, le nouveau, celui dans lequel cette idée économique nous conduit, vaudra-t-il mieux?

— Précisez vos questions et je vais essayer d'y répondre.

— Mes questions, les voici !

L'esprit humain aura-t-il autant d'ardeur à faire des découvertes ?

Les hommes autant d'audace pour les appliquer ; autant de passion pour les sciences qui relativement ne les enrichiront pas personnellement autant qu'aujourd'hui ?

La famille restera-t-elle constituée comme elle l'est actuellement ?

L'héritage sera-t-il aboli, modifié, conservé ?

Vous avez parlé de services rendus, d'emplois, que voulez-vous dire par là ?

Entendez-vous, qu'on conservera la domesticité pour se faire servir, ou la remplacera-t-on par une institution différente ?

La sécurité publique, représentée par une administration de surveillance des intérêts collectifs, s'occupera-t-elle seulement de la paix des rues, de l'entretien des écoles, des routes, des ponts, etc., ou veillera-t-elle également à l'instruction publique, à ce que la justice soit rendue à tous ; et fera-t-elle en sorte que les populations aient à leur disposition tout ce qui est nécessaire pour les rendre instruites, saines, viriles et belles : car c'est selon moi ce qui doit passer avant tout ?

Maintenant pour animer ce nouveau monde, pour lui donner de la vigueur et de la durée, les

hommes parviendront-ils à élever la solidarité à la hauteur d'une religion ? Les verrons-nous fraterniser au lieu de s'égorger comme ils le font de temps à autre depuis des siècles au nom des intérêts les plus sordides, les plus grossiers et les plus matériels ?

Enfin dans les transactions humaines l'amour de la justice sera-t-il tout désormais, et la passion du lucre, rien ?

— A toutes vos questions, je vais tâcher de répondre en suivant l'ordre dans lequel vous les avez faites.

Le monde nouveau vaudra-t-il mieux que le monde actuel ?

On n'y coudoiera plus ni disetteux, ni richard regorgeant de millions, ni nobles, ni bourgeois, ni prolétaires : ces trois dénominations n'ayant plus aucune signification ; mais des hommes égaux devant la nature, la raison, la loi et les conditions du travail ; des citoyens instruits ; sobres, dignes, libres de travailler quand ils en ont envie, dans des centaines d'occupations différentes qui auront toujours besoin de leurs efforts ; par conséquent chacun sera, à sa volonté, l'artisan de son élévation ou de sa médiocrité.

Cet état de choses sera-t-il préférable à celui dans lequel nous vivons ? Question que se sont posés les grands seigneurs d'avant la révolution ; cela dépend des goûts ; je vous en laisse juge pour passer à la question suivante.

L'esprit humain sera-t-il aussi investigateur et les hommes aussi passionnés pour les sciences

qu'ils le sont aujourd'hui ?

A moins qu'ils n'en naissent plus, de ces hommes possédés par l'idéal et passionnés pour la science, je ne vois pas ce qui pourrait les empêcher de se produire ?

— La crainte de ne pas tirer de leurs œuvres un parti avantageux.

— Je crois vous avoir démontré que les artistes écouleraient leurs ouvrages tout aussi bien qu'aujourd'hui, sinon mieux. De plus ceux qui cultivent les arts et les sciences avec talent, ne le font pas par amour du lucre. S'ils sont avides de quelque chose ; c'est de louanges et de renom plutôt que d'argent ; et cela s'acquerra toujours, n'importe le régime social qui prévaudra. Puis pour devenir un grand artiste ou un vrai savant, il faut commencer jeune ; et jamais la jeunesse ne met en balance l'ambition de la renommée, le plaisir de faire ce qui plaît, à l'éventualité de faire quelque argent de plus, en contrariant sa vocation : elle est trop généreuse pour cela.

Galilée, Newton, de Causse, Papin, Harwey, Franklin, Montgolfier, Daguerre, Morse et autres ne se sont pas informés quand ils ont livré leurs découvertes au public, si c'était un cachot ou une fortune qui allait être leur récompense ? L'idée était grande, utile ; ils l'aimaient, elle les commandait ; ils lui obéissaient avec passion ; que leur importait le reste !

Michel-Ange, Benvenuto, Raphaël, Mozart, Rossini, Corneille, Molière, Lafontaine, Diderot, V. Hugo, Courrier, Pierre-Leroux, Proudhon,

n'ont jamais marchandé avec ceux qui à leur début avaient confiance dans leur talent et faisait faire place dans la société de leur temps à leurs premières œuvres.

Celui qui préférerait ne rien produire plutôt que de ne pas tirer un profit de ses premiers essais, ne serait qu'un pleutre. Un pareil degré de positivisme dans un jeune esprit serait la preuve indubitable de son manque d'amour ; par conséquent d'une absence totale d'idéal.

Quand ces hommes de génie ont songé à tirer parti de leurs travaux, leur réputation était faite leurs œuvres enrichissaient leurs éditeurs, faisait honneur à ceux qui les avaient devinés, et il y avait justice à ce que l'auteur de l'œuvre eût sa part de profit.

L'art et la science seront toujours cultivés par des intelligents dont la première récompense et j'oserais dire même la plus grande satisfaction, sera de montrer au public ce qu'ils auront fait de bien.

La famille restera-t-elle ce qu'elle est actuellement ?

Ces deux questions veulent qu'on les fasse précéder de celle-ci :

Qu'est-ce que la femme ?

La femme est un diminutif de l'homme, d'après toutes les religions ; un être inférieur à lui, si l'on en croit certains savants. inférieur en force ; en agilité, en puissance de voix, en virile énergie ; une intelligence dans l'impossibilité de s'occuper de toute direction politique adminis-

trative, industrielle, tant sa jeunesse est absorbée par la gésine, tant ses grossesses permanentes, ses couches, ses relevailles et l'allaitement de ses enfants lui prennent de son temps. Elle complète l'homme, selon les socialistes : c'est son auxiliaire indispensable, sans lequel il n'a ni attrait, ni passion, ni but sur la terre.

La femme est belle, plus belle que l'homme ; elle a plus de grace et s'exprime peut-être mieux que lui. L'amour, la sympathie, la bienfaisance, la charité, la générosité sont de son domaine, l'exaltent ; elle les comprend plus vite que l'homme ; mais que la justice veuillent qu'un des siens soit au second rang, quand par un passe-droit il aura obtenu le premier et qu'il s'agisse de l'y replacer ; alors elle ne comprendra plus rien. Son amour pour tout ce qui est distinction, préférence et privilège la fera combattre jusqu'à l'entêtement pour que ses ombilicaux restent au premier rang.

Il faut donc d'après ces simples observations que la famille soit constituée de façon à ce que la femme ne soit ni la supérieure, ni l'inférieure, ni l'égale de l'homme, mais son auxiliaire dans le pacte conjugal ; c'est à dire que les attributions de l'un et de l'autre soient nettement définies, afin que l'homme ne fasse pas ce que la femme doit faire, ni la femme ce qui doit incomber au mari.

C'est ici le nœud du problème. Que doit faire la femme ? Aider son mari à gagner son pain ? Non. Car c'est retirer à l'homme une

partie de sa dignité. Tout homme, sous peine de voir la société périliter, doit gagner au delà de ce qu'il lui faut pour vivre et se reproduire. Or comme le lot du père de famille est de travailler, pour sa femme et ses enfants, c'est à lui et aussi à ses enfants mâles, quand ils sont d'âge, à procurer par leurs efforts, le nécessaire et même le luxe dans leur intérieur.

La femme doit être pour son mari et les siens un auxiliaire chargé de répandre sur eux les grâces de son esprit et les tendresses de son cœur, de les encourager dans leurs efforts, de les reconforter dans leurs déceptions, de les consoler, de leurs ennuis et de leurs peines, de prendre enfin soin d'eux, comme la providence même. Mais l'envoyer à l'atelier travailler hors de son milieu c'est scinder la famille et en vouloir la destruction.

Nous sourions, lorsque nous entendons parler de la famille ses soi-disant soutiens. Il n'est pas dix d'entre eux sur cent qui n'aient des maîtresses de tous côtés et des bâtards de toute espèce, et leurs femmes trois ou quatre avantures à tenir dans le secret.

Elle est belle leur famille sous leur gouvernement. Boileau leur en a montré la base et la moralité, il y a déjà deux siècles dans sa satire, lorsqu'il dit :

Quelle joie en effet, quelle douceur extrême !  
De se voir caresser d'une épouse qu'on aime,  
De s'entendre appeler petit cœur, ou mon bon,  
De voir autour de soi croître dans sa maison,

Sous les paisibles lois d'une agréable mère,  
 De petits citoyens dont on croit être père.  
 . . . . On peut trouver encore quelque femme fidèle,  
 Sans doute : et dans Paris si je sais bien compter  
 Il en est jusqu'à trois que je pourrais citer.  
 Ta femme dans peu sera la quatrième.  
 Je le veux croire ainsi . . . .

Eh bien ! Elle est encore la même.

Voilà pour les riches ; mais si nous regardons  
 chez les pauvres ?

Hélas ! que peut-elle être dans un ménage,  
 lorsque les personnes qui le composent ne se  
 voient que le soir lorsqu'ils y rentrent pour se  
 coucher.

J'ai connu à Paris dans la rue Saint-Martin,  
 une famille composée de quatre personnes. Le  
 père était maçon et partait tous les matins à  
 six heures pour travailler rue Montaigne à une  
 heure de distance de chez lui ; sa femme allait  
 à la même heure rue des Vinaigriers, faubourg  
 Saint-Antoine : elle était brunisseuse ; son fils  
 travaillait aux Battignolles, dans un atelier de  
 menuiserie et leur fille qui était brocheuse allait  
 travailler rue saint-Jacques près du Panthéon.

Le Dimanche le père allait au cabaret, la  
 mère à l'Église, le fils au bal et la fille quel-  
 ques fois tenait compagnie à sa mère ; quelques  
 fois elle suivait son frère au bal.

Tous, quand je les ai connus, avaient des amis  
 avec qui ils passaient la journée du dimanche, le  
 père avec des ivrognes, la mère avec son con-  
 fesseur, un prêtre de la paroisse Saint-Merry,  
 le fils avec des grisettes du bal de la barrière

des Trois-Couronnes et la jeune fille, grisette  
 elle même, avait son étudiant, avec qui elle  
 n'habitait pas encore. Tous vivaient dans une  
 certaine aisance matérielle ; mais quant au bon-  
 heur qu'ils auraient du trouver à vivre et à se  
 récréer entre eux il était complètement absent.

Voyant plus souvent leurs amis de plaisir et  
 d'atelier que les membres de leur famille, ils pré-  
 féraient se trouver avec leurs amis pour continuer  
 la même vie que de se tenir compagnie entre  
 eux où rien d'intéressant et de commun à tous  
 ne pouvaient les intéresser.

Eh bien ! Quest-ce qu'un ménage pareil. Rien !  
 C'est cependant ce que nos adversaires appellent  
 la famille. Combien y en a-t-il dans la société  
 actuelle, comme celle-la ? soixante sur cent.  
 Maintenant comparez la dans votre esprit à celle  
 dont je vous ai parlé où la femme ne travaille ja-  
 mais hors de son foyer dont elle est la providence  
 parce qu'au moyen d'une répartition plus équi-  
 table des richesses l'homme suffit seul à pro-  
 curer par son travail le bien être à tous les  
 siens, et dites moi, si nous détruisons la famille,  
 comme nos adversaires, ne cessent de le dire,  
 et si ce ne sont pas eux, eux seuls, qui la dé-  
 truisent et la plongent dans l'ignorance, en rete-  
 nant une partie de la part des richesses qui  
 devraient revenir aux travailleurs : ce qui oblige  
 leurs enfants à quitter l'école, leurs femmes et  
 leurs filles à aller travailler au dehors, où elles  
 s'étiolent, s'enlaidissent et souvent se démora-  
 lisent.



Maintenant, si vous voulez bien vous souvenir de toutes les explications que je vous ai données relativement à l'organisation nouvelle de l'industrie, vous devez comprendre de quelle minime importance seront les héritages dans la société future et comment la domesticité finira par disparaître.

Quant à l'héritage, je ne crois pas que ceux qui l'attaquent aient d'autres désirs que de détruire les iniquités qui résultent des spéculations, du jeu et des monopoles que la société permet à ceux qui héritent de quelque immense fortune.

Il n'est jamais venu à l'idée de personne qu'un enfant qui hérite de son père ou de sa mère, d'une cagnosité, d'un nazillement, d'une mauvaise vue, d'une ouïe faible, d'une maladie quelconque, de leur laideur souvent, etc., ne puisse pas hériter également de leurs économies.

Si chaque homme a le droit de consommer ce que la société lui a donné en échange de son travail ; je ne vois pas pourquoi il n'aurait pas le droit, si cela lui fait plaisir, d'en faire cadeau à un ami, ou à un des siens.

Du jour où pour produire la richesse on n'aura plus besoin de recourir au crédit privé ; dès l'instant où ce ne sera plus pour le compte d'un capitaliste que le travail se fera, qu'importe à la société qu'un homme ait plus ou moins de richesse.

Du moment que les riches ne pourront employer leur fortune que pour se donner du

confort, et point pour faire travailler les hommes à leur profit, les fortunes seront inoffensives.

De plus, lorsque les hommes n'auront à consommer que la valeur de ce qu'ils auront produit, sauf le cas, bien entendu, où la société devra intervenir en faveur des incapables, comme on ne devient puissamment riche que par la spéculation, et le travail qu'on fait faire aux autres pour soi, et jamais par celui qu'on a fait soi-même, je crois qu'il restera peu de chose de leurs économies et que l'héritage de chaque famille qui se composera des épargnes que pourra leur laisser un mourant, sera si naturel et d'une valeur si modérée et si uniforme pour tous, que ceux qui lui sont le plus hostiles aujourd'hui, ne prendront même pas la peine de s'occuper de lui, tant il leur paraîtra insignifiant.

A propos des incapables, Proudhon a trouvé la seule solution qui, selon moi, est digne de ceux qui ont une famille lorsqu'il dit : « Les infirmes, c'est-à-dire ceux qui sont nés ou qui sont devenus incapables de gagner, non pas seulement dans une ou plusieurs professions ; au quel cas ils ne seraient que des travailleurs mal classés, mais dans toutes, un salaire approximativement égal à celui des autres, doivent être indemnisés par l'assurance mutuelle contre le risque d'infirmité, au moyen de primes payées par les pères de famille pour leurs enfants nés ou à naître, et par les travailleurs pour eux-mêmes. Avec le principe de mutualité, qui a

toujours été le mien, et qui défie toutes les attaques, parce qu'il est un corrolaire de la justice, la charité est inutile, ou, si l'on aime mieux, elle est redevenue justice en étant organisée d'une manière intelligente et intelligible. »

Lorsque j'ai parlé d'emploi et de services rendus, je n'avais nullement l'intention de parler de la domesticité; je faisais allusion à cette classe de producteurs dont le travail disparaît aussitôt qu'il est accompli.

Bien des gens s'imaginent qu'il n'y a que ceux qui travaillent des mains et encore sur un objet qu'on peut porter au marché qui sont producteurs; ils se trompent. Dès qu'on travaille et que les résultats des efforts qu'on a faits sont utiles à quelque chose, qu'on les porte au marché ou qu'on ne les y envoie pas, parce qu'ils sont insaisissables de leur nature, on n'en est pas moins producteur.

Par exemple. Je suis potier; je donne à de la terre glaise la forme d'une amphore, et parce qu'on pourra porter mon pot au marché, je serai un travailleur; mais si j'ai donné des leçons à des jeunes gens; si je leur ai appris à se servir de leur intelligence et de leurs bras; si par des exemples, par le théâtre, je les rends plus humains, plus intelligents, plus laborieux, plus artistes: comme mon travail n'aura pas été appliqué sur un objet matériel qu'on puisse palper et envoyer au marché, je ne serais pas producteur, est-ce sensé?

Celui qui transporte, navigue, protège, ins-

truit, amuse etc, rend des services dans l'emploi qu'on fait de ses capacités, il est comme tous les autres, un producteur, et souvent même un producteur de grand mérite.

Voilà ce que je voulais dire!

A propos de cela vous avez cru devoir appeler mon attention sur la domesticité, eh bien! voilà ce que j'en pense.

La domesticité comme toutes les institutions de ce genre qui ravalent l'espèce humaine, est une résultante de l'organisation sociale actuelle. Changez l'organisation des rapports économiques de la société, la domesticité, comme la prostitution, comme la mendicité, comme toutes les classes misérables qui ne peuvent que s'atrophier et se démoraliser ne sont plus possibles. Je croyais vous l'avoir fait toucher du doigt en vous disant que lorsque l'homme gagnera assez par son travail pour vivre, se reproduire et procurer l'aisance à tous les siens, la mère, la fille, les femmes enfin, ne seront plus jamais dans la nécessité d'aller travailler au dehors.

Maintenant comme les travaux de la cuisine, du lavage du linge et du nettoyage des maisons, que les femmes font encore aujourd'hui dans chaque ménage tendent chaque jour de plus en plus à en sortir, pour passer à l'état d'industrie particulière, le travail des femmes sera donc allégé. Ayant moins de peine, elles seront plus belles, plus instruites, plus indépendantes. J'ose même affirmer qu'elles auront assez d'amour-propre pour faire leurs travaux avec plaisir et

surtout ne faire que les leurs.

Quelles seraient les attributions de l'administration générale des intérêts collectifs? Vous devez en avoir déjà une idée assez complète, parce que je vous en ait dit à propos de la commune et du canton. Elle surveillerait tout et prendrait l'initiative de toutes les améliorations réclamées qui seraient reconnues utiles et praticables.

La sécurité du citoyen et de la collectivité, consistant tout autant dans l'instruction, l'aisance et la virilité de l'espèce humaine que dans la défense de l'opprimé, elle aurait donc à établir des maisons d'aide, de secours et même de refuge pour tous les idiots, les faibles, les incapables dont la famille n'aurait pas pris charge, car la famille aura des devoirs à remplir, comme les individus, comme la société; elle aurait aussi à instituer des écoles des théâtres, etc., à installer des tribunaux différents de ceux qui existent, à établir des centres sociaux pour créer et faire circuler la richesse, à bâtir, réparer, entretenir les édifices, les ponts, les canaux, les ports, etc., à faire faire enfin tout ce qui serait d'utilité publique. Ses dépenses seraient couvertes par les utilités valorisées, provenant des services de la nature dont se sont emparés les privilégiés que les centres de consommation toucheraient lors de l'écoulement des produits auxquels ils adhèrent.

Pour ce qui est des fonctionnaires, qui n'auraient qu'une année d'exercice pendant toute la

durée de leur existence, il n'y aurait d'indemnisés que ceux qui se déplaceraient et auraient plus de deux heures d'occupation pendant la journée, et chaque commune, chaque canton fourniraient les leurs.

N'oubliez pas que tout sera plus facile aux hommes que cela ne l'est aujourd'hui, parce que les fonctions seront d'une simplicité extrême et l'instruction beaucoup plus répandue.

A propos d'instruction, je ne suis entré dans aucun détail à son égard, quoique ce soit la chose à laquelle les socialistes attachent le plus d'importance. L'enseignement sera laïque, gratuit et obligatoire et comme l'organisation nouvelle de l'industrie permettra aux hommes d'y consacrer beaucoup plus de temps qu'aujourd'hui le niveau intellectuel de la nation sera donc de beaucoup plus élevé; quant aux plans d'éducation à suivre, il y en a d'excellents, ceux de Pelletier de Saint-Fargeau, de Condorcet, de Carnot, de Frédéric Charassin et d'autres que l'on élargira, complètera et mettra en rapport avec le nouveau milieu social qui nécessitera des changements dans l'instruction publique comme dans tout le reste.

La solidarité sera-t-elle la religion de ce nouveau monde? Un des nôtres, Proudhon a dit que tout système juridique établi sur la religion est essentiellement désastreux: ce n'est plus de la justice, c'est de l'arbitraire, partant de l'iniquité. Pourquoi? Parce que d'après les religieux, la justice vient de Dieu, c'est à dire, hors de l'humanité;

tandis que Proudhon affirme que la justice a son foyer dans l'ame humaine ou qu'alors elle n'existe nulle part. « Elle est de l'homme, dit il, ou elle n'est rien. »

Pourquoi la solidarité n'aurait-elle pas comme la justice, sa raison d'être en nous-même et ne serait-elle pas la manifestation organisée de cette dernière qui elle même est humaine ou n'est rien? La justice, ont dit les socialistes de toutes les écoles, est la faculté qu'a chacun de nous de sentir sa dignité en autrui et réciproquement la dignité des autres en soi-même. Qu'est-ce que la solidarité? Si ce n'est la mise en pratique dans le commerce de la vie de cette même faculté; si ce n'est un lien moral, intellectuel et physique qui fait de nous un faisceau, l'Humanité, d'où tout émane et où tout vient aboutir, par conséquent à qui rien de ce qui se fait ne peut être indifférent.

*Je suis homme! Rien de ce qui est humain ne me paraît étranger, à dit l'auteur de L'HEAUTONTIMOROUÉNOΣ.* Il disait vrai le vieux poète grec; mais les prêtres de l'Olympe avec leur Ténare et leurs Champs-Élysées, les catholiques avec leur Enfer et leur Paradis, où chacun ne vit et ne pense qu'à soi, ont pendant bien des siècles obscurci et voilé cette vérité. On se détachait tellement du monde qu'on n'aimait plus que soi! On se faisait moine pour aimer Dieu seul; mais comme on aimait Dieu, afin d'en être protégé et récompensé, finalement, on n'était qu'un égoïste!

La solidarité sera donc le lien qui tiendra les

hommes unis en société, la vérité ou la religion, si l'on préfère ce mot, qui servira de pivot à toutes les manifestations morales, intellectuelles et physiques. Son culte devra être aussi simple que grand, aussi naturel que digne, aussi attrayant que nécessaire, et consister à célébrer par des fêtes annuelles les vertus sociales qui font que les peuples qui les possèdent sont les plus complets, les plus grands et les mieux aimés.

Depuis vingt ans les socialistes ont manqué d'audace; ils n'ont pas osé, après avoir déclaré immorales et impies toutes les religions, planter au milieu de la société le *labarum* de leur convictions, poser en face des christ et des vierges immaculées, le dogme de la solidarité et le faire cultiver grandement par des assemblées, hebdomadaires, quotidiennes: moyen puissant d'amener à soi les intelligences les plus droites et les plus généreuses.

Dans ce pays où les religions sont libres, qui empêche les socialistes de fonder la religion de la solidarité, dont le critérium est l'immanence, c'est à dire la justice en l'humanité.

N'est elle pas la seule qui convient à notre époque? Puisqu'elle exclut tout ce qui est invérifiable, hors du domaine de l'humanité, et qu'elle oblige les peuples comme les individus à remplir leurs devoirs sociaux, en vertu de ce que chacun doit à la collectivité et à soi-même.

Chacun pour tous! Tous pour chacun!  
Voilà sa loi et ses prophètes!

La corruption et l'avilissement d'un peuple, ayant une influence pernicieuse sur les autres, chaque peuple, afin de s'en garantir doit veiller à ce qu'il n'y ait ni opprimés, ni exploités, ni ignorants nulle part, mais des citoyens libres et égaux partout; voilà son but.

Quel plus beau thème de morale que celui là!

Il ne serait pas difficile d'en organiser la manifestation ou le culte, et d'en répandre partout les ferments et les bienfaits.

Quel résultat n'obtiendrait-on pas pour notre cause, dans toutes les villes où il y a des socialistes, si, à un jour donné de la semaine, le Dimanche soir, par exemple, l'un d'eux ou plusieurs d'entr'eux orateurs ou lecteurs, montaient sur une estrade pour y glorifier nos martyrs, venger nos calomniés, honorer nos défenseurs, et jeter le mépris sur ceux qui nous ont persécutés; si à propos de la célébration de quelques fêtes civiques qu'on aurait instituées pour aider à l'éducation du genre humain, nos savants, nos artistes, nos travailleurs venaient parler à leurs auditeurs des découvertes scientifiques relatives aux arts et à l'industrie. Le monde se transformerait en quelques années et l'argent nécessaire à l'établissement des centres sociaux d'où dépend la solution du problème social ne ferait pas défaut.

Ah! que n'ai-je vingt ans de moins, je me ferais missionnaire de la solidarité, et voudrais, de son culte purement humain être le premier pratiquant.

L'amour de la justice sera-t-il tout et la passion du lucre, rien?

Oui, lorsque les hommes seront dignes de ce nom; mais je ne m'abuse pas, ce sera long à venir.

La vieille société repose sur l'espionnage, la magistrature, le clergé, l'armée, le journalisme et la chicane: éléments bien enracinés et bien funestes. Et j'ai bien peur que leur venin ait pour longtemps encore gangrené l'esprit humain.

Car l'espionnage produit l'abus de confiance, la délation, la trahison;

La magistrature: la suspicion, l'accusation, l'incrimination, la lâcheté en permanence;

Le clergé: la superstition, l'abêtissement, la peur, l'hypocrisie, la magie;

L'armée séparée du peuple: la brutalité, l'outréance, la bêtise, la barbarie, le brigandage, l'assassinat;

Le journalisme: le mensonge, la jalousie, la médisance, le chantage;

Le barreau: l'équivoque, l'amphigouri, l'insinuation, la mauvaise foi.

Eh bien! Aussi longtemps que les peuples croiront devoir demander des services à ces six institutions démoralisantes, la société restera traîtresse, lâche, hypocrite, brutale, menteuse et de la plus insigne fausseté.

J'ai dit!

*Fin des Soirées Socialistes.*



# TABLE

PRÉFACE .....	Page 3
PREMIÈRE SOIRÉE.....	Page 5
DEUXIÈME „ .....	„ 19
TROISIÈME „ .....	„ 33
QUATRIÈME „ .....	„ 54
CINQUIÈME „ .....	„ 69
SIXIÈME „ .....	„ 85
SEPTIÈME „ .....	„ 100
HUITIÈME „ .....	„ 122
NEUVIÈME „ .....	„ 141
DIXIÈME „ .....	„ 157
ONZIÈME „ .....	„ 183
DOUZIÈME ET DERNIÈRE SOIRÉE .....	„ 204